

هنا من الأصل

Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION
BOURSE

QUARANTE-QUATRIÈME ANNÉE - N° 13100 - 4,50 F

Fondateur : Hubert Beauve-Méry

Directeur : André Fontaine

JEUDI 12 MARS 1987

Premier sommet « institutionnel » avec M. Gonzalez

M. Mitterrand et M. Chirac célèbrent ensemble la coopération franco-espagnole

A qui le mérite ?

Le temps n'est plus où d'irritants problèmes de voisinage empoisonnaient les relations franco-espagnoles. Entre les deux pays l'espérance du contentieux a été menée suffisamment en profondeur — en particulier en ce qui concerne la lutte contre le terrorisme basque — pour que les dossiers bilatéraux n'occupent plus qu'une place de second rang à l'ordre du jour du sommet de Madrid.

A qui revient le mérite de cette amélioration ? Côté français, elle résulte d'un exercice assez réussi de cohabitation. On rappelle à l'Elysée que les premières extraditions de terroristes basques réfugiés en France ont eu lieu sous le règne des socialistes. M. Chirac, pour sa part, n'a pas cherché à rancœur — comme il l'avait envisagé avant le 10 mars 1986 — les termes de l'adhésion de l'Espagne à la CEE, et il a su nouer avec M. Gonzalez, chef d'un gouvernement socialiste, des relations personnelles considérées de part et d'autre comme excellentes.

Mais les Espagnols eux-mêmes ont fait une bonne partie du chemin en déployant tous leurs efforts pour s'intégrer à la Communauté européenne non pas seulement en termes budgétaires ou agricoles mais aussi, dans le meilleur sens du mot, politiques. Cette appréciation est partagée à Paris, de l'Elysée à Matignon en passant par le Quai d'Orsay : la « mutation psycho-politique » de l'Espagne vers l'Europe — après deux siècles d'isolement — aura été aussi rapide et aussi positive que, sur le plan matériel, le ralliement à la démocratie et à la modernisation des mœurs.

Il est vrai qu'en ce qui concerne la dimension franco-espagnole de cette nouvelle politique européenne de Madrid les choses ont été habilement et soigneusement préparées. Un certain nombre de « séminaires » ministériels bilatéraux, procédure qui n'est pas très habituelle dans les relations internationales, ont permis aux membres des deux gouvernements de s'habituer à travailler ensemble et de lancer un certain nombre d'actions conjointes.

Pour la première fois ce sommet franco-espagnol devrait donc prendre un caractère nettement plus international que bilatéral. L'actualité, d'ailleurs, se charge d'alimenter les conversations en sujets brûlants, qu'il s'agisse des propositions de M. Gorbatchev sur le démantèlement des euromissiles, de la défense contre le terrorisme (hors le problème basque), dans laquelle M. Gonzalez voit un aspect de la « défense de l'Europe », ou encore des perspectives de développement de la Communauté européenne. Sur le plan technologique, on observe avec satisfaction du côté français que les deux pays se trouvent déjà associés au sein de trois des projets Eurêka.

Cette remarquable maturation des rapports transpirent dans les salons à Madrid comme à Paris, où l'on souligne que les sommets franco-espagnols s'inscrivent désormais dans la même perspective que les sommets franco-allemands, franco-britanniques ou franco-italiens.

Accompagnés de six ministres et secrétaires d'Etat, M.M. Mitterrand et Chirac devaient commencer, le mercredi 11 mars, leurs conversations à Madrid, à l'occasion du premier sommet « institutionnel » franco-espagnol. Le chef de l'Etat et le premier ministre célèbrent, avec M. Gonzalez, la coopération franco-espagnole, alors que deux Basques espagnols ont été expulsés.

La routine des expulsions...

SAINT-JEAN-DE-LUZ
de notre envoyé spécial

KGB a perdu son chanteur, Luis — expulsé le 4 mars, — et son guitariste, François dit « Panza ». Pour le petit groupe de « rock radical basque » (sic) c'est la catastrophe. Arrivé en France vers l'âge de dix ans, Luis Maria Ruiz Sainz, électricien au chômage, croyait être convoqué par la police de Saint-Jean-de-Luz pour renouveler ses papiers : en quelques heures, il s'est retrouvé expulsé selon la « procédure d'urgence absolue ». La même

unit, un engin incendiaire était lancé contre la maison d'un policier chargé du service des étrangers.

Deux jours plus tard, François Angevin, dix-neuf ans, était inculpé de « détérioration volontaire de biens immobiliers par substance incendiaire » et écroué à la villa Chagrin, la prison de Bayonne. Leurs amis de la mouvance Patza, les rockers abertzales (patriotes) s'aperçoivent qu'ils viennent d'entrer « en politique ».

AGATHE LOGEART.
(Lire la suite page 12.)

Enfants du divorce et enfants naturels

Le gouvernement institue l'autorité parentale conjointe

Le conseil des ministres a adopté, mercredi 11 mars, un projet de loi sur l'autorité parentale conjointe, présenté par M. Malhuret, secrétaire d'Etat chargé des droits de l'homme, et qui vise à mettre les enfants de divorcés ou les enfants naturels sous la responsabilité des deux parents. M. Mitterrand a déclaré : « L'objectif, c'est que l'enfant soit, autant que possible, en dehors des déchirements. »

Le projet de réforme du code civil de M. Malhuret veut faire en sorte que « les parents puissent exercer leur responsabilité morale, et pas seulement financière, vis-à-vis de leurs enfants, quelle que soit leur situation matrimoniale » (divorce ou concubinage). Pour les couples séparés, le législateur donne la possibilité au juge de décider que le père et la mère continueront d'exercer en commun l'autorité parentale, même si l'un d'eux exerce l'enfant. La loi actuelle dit que : « Si les père et mère sont divorcés ou séparés de corps, l'autorité parentale est exercée par celui d'entre eux à qui le tribunal a confié la garde de l'enfant, sous le droit de visite et de surveillance de l'autre » et

que, « selon l'intérêt des enfants mineurs, leur garde est confiée à l'un ou l'autre des époux ».

Pour les enfants naturels, la réforme vise à faciliter la procédure de demande d'autorité parentale conjointe formulée par le père. En effet, selon la loi actuelle, dans le cas d'un couple non marié, seule la mère détient l'autorité parentale, même lorsque les deux parents ont reconnu l'enfant. Le père peut demander à un juge d'exercer ce droit, mais la procédure est aussi longue que coûteuse. Dans le projet de loi, l'autorité parentale conjointe s'obtiendra très facilement lorsque le père et la mère seront d'accord pour la demander.

La réforme de la Bourse de Paris

Les mariages forcés de la corbeille

La grande réforme de la Bourse annoncée le mardi 10 mars par M. Balladur vise à placer Paris en bonne situation de compétitivité face aux marchés et aux intermédiaires financiers étrangers.

Le feu vert à l'entrée progressive des banques dans le capital des sociétés d'agents de change, qui perdront leur monopole de négociation en Bourse à partir de 1992, préfigure le changement de dimension de la place française.

Le compte à rebours du « big bang » à la française a commencé, le mardi 10 mars à 10 heures, lorsque M. Edouard Balladur, ministre de l'économie,

des finances et de la privatisation, a fait connaître sa décision d'engager une réforme institutionnelle de la Bourse. Une heure et quart plus tard, dans les salons du palais Brongniart, le syndicat des agents de change, M. Xavier Dupont, entrait en scène pour annoncer à son tour l'engagement de la place « dans un processus de transformation radicale ». De cette distribution bien orchestrée des rôles, on retiendra que l'accord sur la réforme intervient entre la Compagnie des agents de change et le ministre de l'économie — son autorité de tutelle — a été fortement sollicité, pour ne pas dire imposé, par M. Balladur.

Depuis plusieurs mois, l'idée d'une dérégulation du marché était dans l'air. Mais la lutte d'influence qui opposait les agents de change, « tenants du titre », et les banquiers désireux de participer, eux aussi, aux transactions boursières freinait toute évolution. M. Dupont reconnaît avoir provoqué un « choc réel » en apprenant à ses pairs, dès lundi, les grandes lignes du mouvement financier entreprise, tant sa mise au point a été rapide. Les agents de change, c'est maintenant officiel, perdront en 1992 leur monopole séculaire (il date du Premier Empire) de négociation des titres à la corbeille. D'ici là, de nom-

breux bouleversements se seront sans doute produits.

La réforme, qui devrait prendre force de loi lors d'une prochaine session parlementaire, offre la possibilité aux charges d'ouvrir leur capital en trois étapes : 30 % dès le 1^{er} janvier 1988, 49 % au 1^{er} janvier 1989, 100 % au 1^{er} janvier 1990. Parallèlement, les banques françaises et étrangères pourront devenir actionnaires des sociétés d'agents de change après agrément de la chambre syndicale « en liaison avec la direction du Trésor ».

ERIC FOTTORINO.
(Lire la suite page 26.)

La crise politique en Chine

Qui gouverne à Pékin ?

PÉKIN
de notre correspondant

La Chine va-t-elle être reprise par ses vieux démons ? Ces démons dont on pensait qu'ils avaient été exorcisés, d'un coup de baguette magique, par M. Deng Xiaoping après la mort du « Grand Timonier » semblent s'être réveillés ces dernières semaines. Cette Chine à laquelle M. Deng avait promis la stabilité pour les décennies à venir, ce régime dont il répétait qu'il survivrait sans encombre à sa disparition — il est âgé de quatre-vingt-trois ans, — est à nouveau la proie de cette agitation politique dont ce pays a jadis donné des exemples cuisants. Les vieux slogans : « Compter sur ses propres forces », « Frugalité et travail dur », le mythe de Lei Feng, le soldat modèle, ou celui de Yu Kong, ce vieil obstiné qui voulait déplacer les montagnes, sont revenus à l'ordre du jour.

La première question que l'on se pose, depuis que l'agitation estudiantine de décembre 1986 a conduit au limogeage du secrétaire général du PCC, M. Hu Yaobang, et à son remplacement « à titre temporaire » par le premier ministre Zhao Ziyang, est : qui gouverne la Chine ? Car

le pays le plus peuplé du monde vit, pour l'heure, dans la plus grande confusion. Depuis la mi-février, la presse a « oublié » de donner à M. Zhao son titre de secrétaire général du parti. Les conservateurs « néo-maoïstes » ont ravi le contrôle des médias aux réformistes.

Depuis sa nomination à la tête du parti, M. Zhao s'est confiné — ou a été confiné — dans une inquiétante réserve, laissant les coudées franches à ceux qui le critiquent depuis des années. Attend-il des jours meilleurs pour repartir à l'attaque ? M. Li Peng, vice-premier ministre responsable de l'économie et de l'éducation, membre du politburo et en qui des experts voient un futur premier ministre conservateur, se comporte pratiquement en chef de gouvernement, remettant en cause la politique d'ouverture et certains contrats avec l'étranger (le Monde du 19 février). Et si M. Zhao continue d'affirmer que la lutte « de longue haleine » menée contre le « libéralisme bourgeois » doit se cantonner au parti et à l'idéologie, il est quotidiennement démenti dans les faits.

Plus grave encore : que devient M. Deng ? Certes, il a repoussé des visiteurs étrangers, faisant taire

ceux qui le disaient malade. Mais il se contente des banalités d'usage. En revanche, la publication, le 16 février, d'un discours fleuve que M. Deng avait prononcé en 1962, dans lequel il défendait le « centralisme démocratique » et dénonçait l'exercice du pouvoir par un seul homme, en l'occurrence Mao Zedong, pose le problème. Ce texte, jusqu'alors gardé secret, a-t-il été publié à l'instigation de M. Deng ? Mais alors, pourquoi le régime continue-t-il à s'en prendre à un homme au sol, M. Hu ?

Beaucoup plus inquiétante est l'opinion selon laquelle ce texte a été publié par des adversaires de M. Deng, non seulement afin de rogner les ailes de M. Zhao, mais surtout pour réduire les prérogatives du numéro un chinois. Qui donc, en effet, exerce l'autorité suprême, sinon M. Deng ? On retournerait ainsi les arguments de M. Deng contre lui-même : par exemple, quand celui-ci dit que « nous ne pouvons certainement pas avoir une situation où une seule personne a son mot à dire », ou bien qu'il « devrait y avoir une supervision des dirigeants du parti à tous les niveaux ».

PATRICE DE BEER.

(Lire la suite page 6.)

M. Kohl réélu chancelier

Le chef du gouvernement ouest-allemand a obtenu 253 suffrages contre 225.
PAGE 30

La fronde fiscale au Japon

M. Nakasone pourrait être contraint de réviser sa réforme.
PAGE 5

Les droits de l'homme au Chili

Pressions croissantes des Etats-Unis.
PAGE 4

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

■ Expositions à New-York : Alechinsky au Guggenheim, Paul Klee au MOMA. ■ La correspondance de Franz Liszt : le centenaire de Villa-Lobos. ■ Les photos de Weege.
Pages 13 à 21

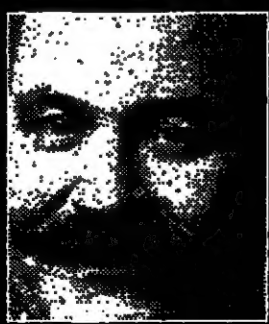
Les troisièmes Rencontres de musique de chambre de Chigny, en Bourgogne
Pages 17 et 18

Le Vatican et la bioéthique

Embarras chez des théologiens et des médecins catholiques.
PAGE 11

Le sommaire complet se trouve page 30

Bernard DELEPLACE



Une vie de flic

A quoi sert la police ? A éviter que tout le monde ne devienne policier.

« Deleplace est tombé du bon côté. Flic ou voyou : il est flic. Et pas n'importe quel flic ».

Laurent Joffrin / Libération

au Vif du Sujet

GALLIMARD nrf

PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER : Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie, 828 m. ; Allemagne, 1,90 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,75 \$; Côte d'Ivoire, 315 F CFA ; Danemark, 9 kr. ; Espagne, 120 pes. ; G.-B., 55 p. ; Grèce, 120 dr. ; Irlande, 55 p. ; Italie, 1.700 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 30 f. ; Norvège, 10,50 kr. ; Pays-Bas, 2 f. ; Portugal, 110 esc. ; Sénégal, 335 F CFA ; Suisse, 11,50 fr. ; Suède, 1,50 kr. ; USA (West Coast), 1,50 \$.

Débats

L'énarchie revisitée

L'ENA continue de jouer son rôle de bouc émissaire, mais il arrive que l'animal se rebiffe.

par ROGER FAUROUX (*)

L'ENA fait recette ces temps-ci, comme en témoigne le succès de livres récents qui décrivent pour la première fois, avec verve et fiabilité, comment les énarques de la plus célèbre de nos grandes écoles moyennent — on dirait mieux consacrent l'Etat — et, à travers lui la nation. Cette rumeur autour de l'Ecole nationale d'administration, à coup sûr flatteuse, n'est pas innocente : elle relève en partie de ce type de mythologie explicative qui désigne périodiquement à une société en désarroi les « vrais » responsables de ses tourments, et aussi d'un étrange penchant de certains clercs à appliquer avec prédilection leur ardeur réformatrice à ce qui, par malheur, fonctionne bien : or l'ENA — merci ! — ne va pas mal.

On lui fait d'ordinaire trois grandes reproches :

• Elle appartient à la famille proliférante des grandes écoles, dont elle est la dernière-née et la mieux venue : Exact ! Il faut néanmoins se demander pourquoi en France les innovations se sont presque toujours créées à la périphérie et non à l'intérieur de l'Université depuis que François I^{er} fonda le Collège de France, en y nommant un Luxembourgeois, quatre Italiens, un Flamand et un juif dont la Sorbonne n'avait pas voulu. A qui la faute si dans notre pays — et lui seul — l'Université, par conservatisme et par inertie, a ainsi socialement marginalisé les sciences de l'ingénieur, les sciences politiques, les sciences sociales, les sciences de la gestion et, pour finir, les sciences administratives, si bien qu'aujourd'hui il y a quarante ans l'ENA.

On pourrait rêver d'une autre histoire et d'une autre société ; c'est assurément trop tard. Avant de replonger nos grandes écoles dans la soupe universitaire ou de redéployer l'ENA à travers les vingt-deux régions afin d'épargner à nos Rastignac de province le voyage à Paris, demandons-nous ce que l'on y gagnerait. Après tout, Compigne et Dauphine ont engagé à l'intérieur de l'Université — et l'INSEAD à l'extérieur, une opération de reconquête du terrain abandonné et elles ont bien fait : c'est en faveur de la concurrence plutôt qu'en organisant le chambardement qu'on a quelque chance de rendre aux universités leur tonus tout en réduisant l'arrogance des grandes écoles.

• Les grandes écoles ne cherchent rien et n'apprennent pas grand-chose : Inexact ! Tout d'abord, la plupart des écoles scientifiques pratiquent la recherche ou y préparent. Pas l'ENA, pour la simple raison que la scolarité y est courtoise et résolument orientée vers la préparation immédiate aux emplois publics : un an sur le terrain, hors de Paris et si possible hors de France — dont six mois dans une entreprise privée et le reste dans un service public — et un an d'études, le temps pour chaque élève de se constituer, en travaillant dur, la boîte à outils technique qui lui permettra d'exercer correctement son métier.

Voilà, une fois repêché dans l'armoire le vêtement de lumière qui fait rêver les jeunes filles et pâlir d'envie ceux qui sont restés sur les gradins, la réalité très ordinaire et très exemplaire de l'ENA : un institut créé par l'Etat pour former ses cadres supérieurs. Moins de 1 % font dans la politique et s'y feront un nom, 7 à 8 % dans les affaires et y réussissent, les autres accompliront avec conscience et efficacité dans l'administration la tâche pour laquelle ils ont été choisis et formés. Quelle merveille dans tout cela ?

La seule merveille, à vrai dire, est que cette école qui se vend si mal à l'opinion intérieure est un excellent objet d'exportation : nous avons dit, sous autres Français, chercher à l'étranger nos modèles de business school, mais c'est étranger qui vient chercher chez nous des modèles d'école d'administration, tout simplement parce que les fonctionnaires ont la réputation d'être mieux formés chez nous que partout ailleurs.

• Une aristocratie ouverte

Les élèves de l'ENA constituent une aristocratie : Exact ! Le tout est de savoir si celle-ci est ouverte ou fermée, instrument de promotion « au mérite » ou nomenclature. Sur ce point, quelques chiffres tirés de la plus récente statistique, celle du concours d'octobre 1986, valent mieux que tous les discours. D'abord, on semble oublier que les promotions de l'ENA se recrutent pour moitié depuis quarante ans dans les écoles moyennes de la fonction publique : certes l'entrée à l'ENA représente sans doute pour les treize agrégés de la cavée 87 plutôt une évasion qu'une promotion, mais elle en est une indéniable pour les quatre instituteurs et les nombreux attachés de ministères ou inspecteurs des services extérieurs de l'Etat qui forment le gros de ce contingent.

Si l'auteur se garde bien de tout jugement péremptoire sur l'Ecole et ses produits, il ne cache pas un certain émerveillement. Son voyage chez les énarques lui a permis de découvrir que les quatre mille deux cent soixante anciens élèves formés depuis quarante ans sont sans doute des animaux de race, donc fragiles, mais surtout qu'ils sont bien divers. Les fameux « moules » tant décriés ne seraient donc pas aussi rigides qu'il semblerait les personnages de sa dévotion et les talents de s'exprimer.

L'énarklatura, décrite par Michel Schifres à travers les entretiens multiples qu'il a pu avoir, montre, en effet, que l'individu énarque existe bel et bien et que chacun est fort différent de ses condisciples. L'énarque solitaire dont l'auteur donne plusieurs portraits bien venus et bien vivants est aussi séduisant que l'énergie en bande peut être déstabilisante et dont Schifres trace lucidement les débuts. Cette contradiction permanente entre l'individu et le groupe qu'il est censé former autorise à se demander si l'énarklatura existe vraiment.

Michel Schifres montre bien cette pérennité puisque les énarques sont devenus les symboles de la réussite des classes moyennes « incarnant une bourgeoisie éclairée ». Reflet assez

ple raison que la scolarité y est courtoise et résolument orientée vers la préparation immédiate aux emplois publics : un an sur le terrain, hors de Paris et si possible hors de France — dont six mois dans une entreprise privée et le reste dans un service public — et un an d'études, le temps pour chaque élève de se constituer, en travaillant dur, la boîte à outils technique qui lui permettra d'exercer correctement son métier.

Voilà, une fois repêché dans l'armoire le vêtement de lumière qui fait rêver les jeunes filles et pâlir d'envie ceux qui sont restés sur les gradins, la réalité très ordinaire et très exemplaire de l'ENA : un institut créé par l'Etat pour former ses cadres supérieurs. Moins de 1 % font dans la politique et s'y feront un nom, 7 à 8 % dans les affaires et y réussissent, les autres accompliront avec conscience et efficacité dans l'administration la tâche pour laquelle ils ont été choisis et formés. Quelle merveille dans tout cela ?

La seule merveille, à vrai dire, est que cette école qui se vend si mal à l'opinion intérieure est un excellent objet d'exportation : nous avons dit, sous autres Français, chercher à l'étranger nos modèles de business school, mais c'est étranger qui vient chercher chez nous des modèles d'école d'administration, tout simplement parce que les fonctionnaires ont la réputation d'être mieux formés chez nous que partout ailleurs.

• Une aristocratie ouverte

Les élèves de l'ENA constituent une aristocratie : Exact ! Le tout est de savoir si celle-ci est ouverte ou fermée, instrument de promotion « au mérite » ou nomenclature. Sur ce point, quelques chiffres tirés de la plus récente statistique, celle du concours d'octobre 1986, valent mieux que tous les discours. D'abord, on semble oublier que les promotions de l'ENA se recrutent pour moitié depuis quarante ans dans les écoles moyennes de la fonction publique : certes l'entrée à l'ENA représente sans doute pour les treize agrégés de la cavée 87 plutôt une évasion qu'une promotion, mais elle en est une indéniable pour les quatre instituteurs et les nombreux attachés de ministères ou inspecteurs des services extérieurs de l'Etat qui forment le gros de ce contingent.

Si l'auteur se garde bien de tout jugement péremptoire sur l'Ecole et ses produits, il ne cache pas un certain émerveillement. Son voyage chez les énarques lui a permis de découvrir que les quatre mille deux cent soixante anciens élèves formés depuis quarante ans sont sans doute des animaux de race, donc fragiles, mais surtout qu'ils sont bien divers. Les fameux « moules » tant décriés ne seraient donc pas aussi rigides qu'il semblerait les personnages de sa dévotion et les talents de s'exprimer.

L'énarklatura, décrite par Michel Schifres à travers les entretiens multiples qu'il a pu avoir, montre, en effet, que l'individu énarque existe bel et bien et que chacun est fort différent de ses condisciples. L'énarque solitaire dont l'auteur donne plusieurs portraits bien venus et bien vivants est aussi séduisant que l'énergie en bande peut être déstabilisante et dont Schifres trace lucidement les débuts. Cette contradiction permanente entre l'individu et le groupe qu'il est censé former autorise à se demander si l'énarklatura existe vraiment.

Michel Schifres montre bien cette pérennité puisque les énarques sont devenus les symboles de la réussite des classes moyennes « incarnant une bourgeoisie éclairée ». Reflet assez

Si l'auteur se garde bien de tout jugement péremptoire sur l'Ecole et ses produits, il ne cache pas un certain émerveillement. Son voyage chez les énarques lui a permis de découvrir que les quatre mille deux cent soixante anciens élèves formés depuis quarante ans sont sans doute des animaux de race, donc fragiles, mais surtout qu'ils sont bien divers. Les fameux « moules » tant décriés ne seraient donc pas aussi rigides qu'il semblerait les personnages de sa dévotion et les talents de s'exprimer.

L'énarklatura, décrite par Michel Schifres à travers les entretiens multiples qu'il a pu avoir, montre, en effet, que l'individu énarque existe bel et bien et que chacun est fort différent de ses condisciples. L'énarque solitaire dont l'auteur donne plusieurs portraits bien venus et bien vivants est aussi séduisant que l'énergie en bande peut être déstabilisante et dont Schifres trace lucidement les débuts. Cette contradiction permanente entre l'individu et le groupe qu'il est censé former autorise à se demander si l'énarklatura existe vraiment.

Michel Schifres montre bien cette pérennité puisque les énarques sont devenus les symboles de la réussite des classes moyennes « incarnant une bourgeoisie éclairée ». Reflet assez

Michel Schifres montre bien cette pérennité puisque les énarques sont devenus les symboles de la réussite des classes moyennes « incarnant une bourgeoisie éclairée ». Reflet assez

Michel Schifres montre bien cette pérennité puisque les énarques sont devenus les symboles de la réussite des classes moyennes « incarnant une bourgeoisie éclairée ». Reflet assez

GRANDES ÉCOLES

Comme le souhaitait récemment Bernard Pivot lors d'« Apostrophes », le livre de Jean-Michel Gaillard Tu seras président, mon fils (dont le Monde a parlé le 12 février) suscite un débat. Il est alimenté ici par Roger Fauroux, qui défend l'ENA contre les reproches « classiques » : arrogance par rapport à l'Université, réputation usurpée, élitisme, et par Bernard Esambert, qui examine dans quelles directions le « haut enseignement » doit se réformer, en attendant que l'Etat diminue son emprise sur l'économie.

Du statut social à l'écoute de la vie

Si les grandes écoles jouent un rôle privilégié en France, c'est parce que l'Etat est toujours colbertiste

par BERNARD ESAMBERT (*)

VOICI un pamphlet de plus sur les grandes écoles écrit par un haut fonctionnaire qui cumule deux des peurs d'âne du fameux « carré d'as » : l'ENA, Polytechnique, les écoles normales supérieures, HEC.

Voyons l'acte d'accusation dressé par Jean-Michel Gaillard. Le fameux carré d'as forme des élites polyvalentes et leur ouvre les portes d'un pouvoir trop rapide que celle des usines. On y fabrique des hommes à tout faire, à la culture trop vaste pour mettre les mains dans le cambouis. Après la course d'obstacles des préparations aux grandes écoles, une autre se profile, plus aléatoire, qui consiste à faire ses preuves tout au long de sa vie professionnelle. D'où une perte d'influence du carré d'as que l'auteur relie également à l'explosion du nombre de cadres formés au cours de ces vingt dernières années. Les écoles ont certes un statut social mais la vie est ailleurs.

Trois critères

• Pour que la France porte haut ses couleurs dans la compétition économique mondiale, on connaît les qualités qui sont nécessaires à ses élites. Elles s'appellent professionnalisme, créativité, ténacité, dialogue. Alors que, par révérence aux grandes écoles, notre système donne souvent un pouvoir régulier à des jeunes gens encore en pleine puberté intellectuelle et morale. Pour dynamiser l'enseignement, moderniser l'administration et muscler les entreprises, il nous faut des animateurs d'hommes responsables pour leur compétence et leur métier. C'est cette compétence, ce métier et une humilité à l'égard de la vie, une écoute des autres — ce qui n'exclut pas l'ambition d'ajouter son nom à la liste des grands anciens — que doivent donner les grandes écoles. Et certaines s'y emploient.

• Les grandes écoles doivent avoir un recrutement sinon à l'image du moins pas trop à l'écart de la représentation socio-professionnelle du pays. On ne peut se satisfaire d'un système dans lequel l'élite s'autoreproduit : la consanguinité finirait par avoir dans ce domaine comme dans d'autres des effets meurtriers. Mais surtout, le risque serait grand si le pays ne se reconnaissait pas dans ses élites que des mouvements brutaux ne tranchent ce que l'on n'aurait pas su faire évoluer. Ce problème concerne aussi bien l'ENA et HEC que les écoles normales supérieures et l'X aux recrutements plus démocratiques. Alors il faut créer

des systèmes de sélection, des passerelles, des tours extérieurs non politisés, pour permettre à ceux qui n'ont pas eu la chance de pouvoir faire une « prépa » de rejoindre néanmoins leurs camarades plus socialement fortunés.

• Jusqu'à présent l'Université a assisté passive au kidnapping de ses meilleurs éléments au profit des grandes écoles, suivant l'expression de Laurent Schwartz. Une telle situation qui va de pair avec une certaine misère matérielle du monde universitaire n'est pas conforme à l'intérêt national. Les vraies filières professionnelles sont du côté des grandes écoles pourtant moins ouvertes sur la vie. Il faut que la compétition règne enfin, que des universités se fassent un nom comme Dauphine, Compigne, Strasbourg... Et puis surtout que l'Etat consacre au système universitaire les moyens de jouer pleinement son double rôle d'éducateur de la jeunesse et de dispensateur d'une compétence qui permettra la recherche efficace d'un métier. Et qu'en attendant passerelles et coopérations (c'est déjà le cas en matière de troisième cycle) permettent aux deux grands systèmes d'éducation française de ne pas diverger davantage.

Si les grandes écoles jouent ce rôle privilégié en France, c'est parce que de l'Etat toujours colbertiste, même quand les plus libéraux des libéraux sont au pouvoir, procède tout : la gestion de l'économie, la vie de tous les jours de l'industrie en tant que des groupes publics et même la vertu de l'exemple quand l'Etat utilise son patrimoine public pour dire la direction à suivre à l'ensemble du monde des entreprises (ce fut le cas lorsque Georges Pompidou institua l'Actionnariat des salariés chez Renault).

Dans l'immédiat, il appartient aux grandes écoles de s'adapter à leur temps. C'est déjà dans une certaine mesure le cas puisque l'ouvrage de Jean-Michel Gaillard tire une partie de sa substance des réformes en cours à l'X, à l'ENA et dans les écoles normales supérieures. Que l'X fasse son examen de conscience comme il le fait en permanence depuis quelques décennies, que les autres grandes écoles se posent également des problèmes, rien de plus normal. Qui n'évolue pas, meurt et les grandes écoles l'ont bien compris. Mais il y a des évolutions plus ou moins bénéfiques. Souhaitons que les meilleurs mots des adaptations en cours soient professionnels, créatifs et écoutés de la vie.

(*) Président du conseil d'administration de l'Ecole polytechnique.

AU SOMMAIRE DE MARS

Le Monde DES PHILATELISTES

OFFICIEL de la philatélie

NOMBREUSES ILLUSTRATIONS EN COULEURS

Exposition des graveurs de timbres

Les nouvelles acquisitions du Musée de la poste

Flemings : la réactualisation des cotes

Vignettes d'essai et timbres fictifs

LE MONDE DES PHILATELISTES

POUR VALORISER VOTRE PASSION DES TIMBRES

En vente chez votre marchand de journaux

COURRIER DES LECTEURS

Le colonel Kadafi et les singes

Dans le Monde du 4 mars vous publiez des extraits d'un discours du colonel Kadafi devant le Congrès du peuple libyen. Il déclare entre autres : « Les Yankees ne doivent pas être considérés comme des humains... Ils constituent une espèce intermédiaire entre les singes et les humains ». Voilà un propos qui place son auteur sous le patronage du plus illustre des auteurs racistes qui préchaient une restauration du mariage pour « lui rendre la sainteté d'une institution destinée à créer des êtres à l'image du Seigneur et non des monstres qui tiennent le milieu entre l'homme et le singe ». (A. Hitler, Mein Kampf, Nouvelles éditions latines, Paris, p. 400).

Le chef de la Libye ignore-t-il le passage qui semble le viser et qui figure dans une plaquette intitulée Guerre aux Juifs et publiée à Paris en 1938 sous la signature d'un inquisiteur quatuor, Hitler, Rosen-

berg, Goebbels, Streicher : « Auto-défense est le chef de la croisade allemande contre le juif, le nègre, le « sidi », le syrien et autres sangs dont l'apport ne pourrait qu'abâtardir l'Allemagne » (p. 119).

Il est piquant de constater que l'horrible Idi Amin Dada, réfugié sur le territoire libyen, déclarait que « Hitler avait agi avec justice en faisant brûler six millions de Juifs au cours de la seconde guerre mondiale » (Le Monde du 12 octobre 1973) alors que le même Hitler avait affirmé (ibid., pp. 428-429) « un nègre... est par son origine un demi-singe ».

Avant d'adopter de tels clichés, le dirigeant de Tripoli ferait bien d'y réfléchir à deux fois : pour obtenir la décapitation à quel son statut de citoyen lui donnerait droit, Paul de Tarse aurait dit : « civis romanus sum » c'est « civis americanus sum » que se doit de répéter aujourd'hui tout homme épris de liberté !

FRANÇOIS DE FONTETTE, professeur à la faculté de droit de Paris.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDOPAR 658572 F
Télécopieur : (1) 45-23-86-81
Tél. : (1) 42-47-97-27

Édité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant :
André Fontaine,
directeur de la publication
Anciens directeurs :
Hubert Beau-Méry (1944-1969)
Jacques Favret (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :
cent ans à compter
du 10 décembre 1944.

Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile

« Les Rédacteurs du Monde »

Société anonyme

des lecteurs du Monde.

Le Monde-Entreprises.

MM. André Fontaine, gérant,
et Hubert Beau-Méry, fondateur.

Administrateur général :

Bernard Wotte.

Rédacteur en chef :

Daniel Vézot.

Correspondant en chef :

Claude Salas.

5, rue de Montessuy, 75007 PARIS

Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71

Tél. MONDOPUB 206 136 F

Le Monde (USPS 705-070) is published daily, except Sundays for \$4.00 per year by Le Monde c/o Speedpress, 45-45 35th Street, L.I.C., N.Y. 11104. Second class postage paid at New York, N.Y. postmaster : send address changes to Le Monde c/o Speedpress U.S.A., P.M.C., 45-45 35th Street, L.I.C., N.Y. 11104.

ABONNEMENTS
BP 587 09
75422 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-98-72

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE

254 F 672 F 954 F 1 200 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

687 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGER (par messagerie)

L. - BELGIQUE-LUXEMBOURG

PAIS-BAS

299 F 765 F 1 049 F 1 300 F

IL - SUISSE-TUNISIE

594 F 972 F 1 404 F 1 880 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou

provisaires : nos abonnés sont invités à

formuler leur demande deux semaines

avant leur départ. Joindre la dernière

bande d'envoi à tous correspondances.

Veuillez avoir l'obligeance d'inscrire

tous les noms propres ou capitales

d'impression.

Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Composé 36-16 - Type LEMONDE

Reproduction interdite de tous articles

sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux

et publications, n° 37437

ISSN : 0395-2237

هذا من اناط

Etranger

... Le Monde • Jeudi 12 mars 1987 3

TUNISIE : relance de la crise universitaire

Les autorités tentent de marginaliser les syndicats étudiants extrémistes

TUNIS
de notre correspondant

Comme chaque année à pareille époque, l'Université tunisienne s'installe dans la crise. Cette fois, plus de 20 % des cours ont en lieu normalement dans les établissements d'enseignement supérieur durant ces quatre dernières semaines. Cette agitation croissante a amené le gouvernement à mettre en garde les étudiants et à brandir la menace de « mesures énergiques » pour rétablir l'ordre.

Déjà, selon des sources universitaires dignes de foi, une quarantaine d'étudiants se réclamant du syndicat pro-islamiste, l'Union générale tunisienne des étudiants, qui n'est pas reconnue officiellement depuis sa création, il y a deux ans, auraient été interpellés voici deux semaines par la police. Une trentaine d'autres, appartenant au Rassemblement syndical démocratique, qui regroupe des éléments de gauche et d'extrême gauche, auraient perdu la bécotie de la suite militaire pour être aussitôt incorporés.

Le chômage des universitaires, l'absence de structures ou d'instances de dialogue et de concerta-

tion entre l'administration et les étudiants depuis la disparition, il y a seize ans, du Syndicat national étudiant, la dégradation des conditions matérielles d'études et de logement, le plafonnement du montant des bourses, en dépit de l'augmentation du coût de la vie, et, cette année, le problème de la nomination des doyens de facultés (et non plus leur élection) et le gel des conseils scientifiques, pesaient déjà sur l'atmosphère de la rentrée.

Et puis, très vite, comme par le passé, la suscité des revendications entre islamistes et courants de gauche a fait monter le ton. Les premiers, de loin les plus organisés, les plus décidés et les plus nombreux, ont mis en avant un décret vieux de quatre ans concernant l'interdiction aux étudiants du premier cycle qui ont échoué deux années consécutives de se réinscrire dans une autre filière. En réplique, les seconds se sont mobilisés sur la solidarité avec les Palestiniens dans la « guerre des camps » au Liban.

Assemblée générale, meetings, grèves se sont alors succédés, chaque tendance essayant d'affirmer sa suprématie, parfois même lors d'affrontements physiques. Il y eut

même quelques tentatives de « marches » dans les rues de la capitale, vite étouffées par les forces de l'ordre stationnant aux abords des facultés.

La majorité inquiète

Souvent empêché d'exister aux cours, la grande majorité des étudiants se sentent peu concernés par les mots d'ordre des uns et des autres. Et bien qu'ils ne manifestent pas de façon évidente — sans doute par crainte — ils sont aujourd'hui de plus en plus inquiets des risques réels de sabotage de l'année universitaire. Déjà l'an passé, la session de juin avait été supprimée, et les étudiants avaient dû « bachoter » durant l'été les examens de septembre et d'octobre.

Le pouvoir semble encore fonder sur cette majorité silencieuse quelque espoir de voir se constituer, à plus ou moins brève échéance, un nouveau syndicat étudiant hors de l'influence des extrémistes de

tous bords, et qui deviendrait un « interlocuteur valable ». La tâche sera d'autant moins aisée que les étudiants — très minoritaires — appartenant au Parti socialiste démocratique voudront sans doute y faire entendre bien haut leur voix, et que certains éléments de gauche, qui accordent pour le moment la priorité à « la lutte anti-islamiste », paraissent se pas rejeter d'emblée l'idée d'un compromis.

Pour l'heure, les autorités s'attachent surtout au démantèlement du réseau étudiant islamique. D'ailleurs, lors d'un conseil des ministres tenu il y a deux semaines, le président Bourguiba avait recommandé « rigueur et sévérité » « pour tous ceux qui, à l'université, s'emploient à propager des doctrines sclérosées et rétrogrades qui ne peuvent avoir pour effet que de conduire la société à la décadence et au sous-développement », et dont « les objectifs inavoués ne sont autres que la destruction des acquis nationaux ».

MICHEL DEURÉ.

MADAGASCAR : selon un bilan provisoire

Les violences contre les Indo-Pakistanaï ont fait 14 morts et une centaine de blessés

Les violences contre la communauté indo-pakistanaïse de Madagascar, qui ont débuté le 26 février à Antsirabe, et qui se sont étendues, depuis lundi 9 mars, aux villes de Tuléar, Farafangana, Fianarantsoa et Tamatave, ont fait, selon un bilan officiel, quatorze morts — dont onze membres des forces de l'ordre — et au moins une centaine de blessés.

Le ministre malgache de l'Intérieur, M. Ampy Augustin Portos, a indiqué, mardi 10 mars, qu'en cours de ces émeutes 183 magasins ont été saquegés ou brûlés, 43 villas détruites et 106 autres mises à sac; 118 personnes ont, d'autre part, été arrêtées et une cinquantaine d'autres font l'objet d'une enquête. Ce bilan est toutefois provisoire, dans la mesure où il ne semble pas que la situation soit complètement rétablie dans plusieurs villes.

Le premier ministre malgache, le général Désiré Ratsiraka, a lancé un appel à la population, afin qu'elle « veille au respect des valeurs traditionnelles de la sagesse malgache, en bonne harmonie avec les étrangers ». Le chef du gouvernement, qui ouvrait lundi la session ordinaire du comité militaire pour le développement, a fait allusion, sans les décrire, aux « événements qui affectent quelques régions de l'île ».

Dans chaque ville où des violences ont été commises, la communauté indo-pakistanaïse, les « karanas », a été la cible unique des émeutiers sans que pour autant ses membres soient eux-mêmes victimes de violences physiques. Il semble, sur ce point, que les personnes tuées l'ont été lors d'affrontements avec les forces de l'ordre. Ces violences se sont apparemment propagées, comme il y a quelques semaines, à

l'université de Tananarive, la capitale.

Le ministre de l'Intérieur a expliqué ainsi ces troubles : « Comme ce fut le cas en 1982, dans le nord du pays, avant les dernières élections, des désordres en série sont organisés par des forces politiques apparemment hostiles au véritable verdict de la démocratie et des urnes ». M. Portos a souligné que les lois seront appliquées « dans toute leur rigueur aux perturbateurs de tous bords ». Dans la capitale, tous les commerces tenus par des « karanas » étaient fermés mardi matin, et le quartier de Tsaralaina, où vivent de nombreux Indo-Pakistanaï, était quadrillé par l'armée. Les « karanas », qui sont souvent de nationalité française, forment des files devant le ministère de l'Intérieur, ainsi que devant le consulat de France, afin d'obtenir les visas nécessaires pour quitter l'île avec leurs familles.

Au cours du week-end dernier, plusieurs familles indiennes venant de différentes régions du pays ont été hébergées à la résidence de France. La plupart de ceux qui souhaitent fuir ces violences, à caractère racial, veulent se rendre à la Réunion, à Mayotte ou même en Europe. Notre correspondant à Saint-Denis (la Réunion), Alix Dijoux, nous signale que des familles de « karanas » ont été accueillies par plusieurs centaines de leurs compatriotes installés dans le département français. Des facilités pour l'obtention de visas de longue durée ont été accordées par les autorités préfectorales et, lundi matin, une manifestation silencieuse de protestation contre les violences raciales à Madagascar s'est déroulée dans les rues de Saint-Denis. — (AFP, Reuter).

Proche-Orient

ISRAËL

La Knesset pourrait enquêter sur l'affaire Pollard

Le Parlement israélien (la Knesset) a répondu, mardi 10 mars, plusieurs motions de censure déposées à la suite du refus persistant du gouvernement d'ouvrir une enquête sur l'affaire Jonathan Pollard, cet Américain condamné la semaine dernière à la prison à vie pour espionnage au profit d'Israël. Ces motions ont été le fait de petites formations de l'opposition, qui se sont heurtées aux deux partis de la coalition au pouvoir (Liban et travaillistes).

Le premier ministre, M. Itzhak Shamir, a déclaré : « Sur le plan personnel, je ne crois pas une commission d'enquête, mais la constitution d'une telle commission trait à l'encontre des intérêts de l'Etat ». M. Shamir et son ministre des affaires étrangères, M. Shimon Peres, maintiennent que le gouver-

nement n'était pas au courant des activités d'espionnage de M. Pollard, qui auraient été parrainées par une petite cellule des services de renseignement israéliens. Mais cette thèse a été accueillie avec le plus grand scepticisme en Israël, où le président de la commission de la défense et des affaires étrangères à la Knesset, M. Aba Eban, entend soumettre l'affaire à une enquête parlementaire. Plusieurs députés travaillistes et du Liban pourraient se rallier à cette idée.

Le quotidien israélien *Haaretz* croit savoir, pour sa part, que le secrétaire américain à la défense, à la suite de l'affaire Pollard, donne consigne aux responsables du Pentagone de limiter leur coopération avec Israël dans plusieurs domaines sensibles. — (AFP, Reuter.)

Procès de quatre pacifistes accusés de contacts avec l'OLP

Ramleh (Israël). — Pour la première fois dans l'histoire d'Israël, quatre pacifistes israéliens ont dû répondre, lundi 9 mars, devant une cour à une accusation de contacts publics avec l'OLP. Le procès des quatre militants de la gauche pacifiste, qui avaient rencontré, le 6 novembre 1986, des représentants de l'OLP à Costinesti (Roumanie, mer Noire), s'est ouvert devant le tribunal de première instance de Ramleh, une petite ville proche de Tel-Aviv.

Les quatre militants sont inculpés en vertu d'un amendement aux lois d'urgence antiterroristes, voté en août 1986, et qui s'applique encore jamais été appliqué jusqu'à présent. Il prévoit une peine maximale de trois ans de prison pour les contrevenants, en outre accusés d'« association de malfaiteurs ». Les inculpés sont M. Yael Lotan et M. Laili Dori, deux journalistes de presse du MAPAM (opposition de gauche sioniste), et M. M. Ruben Kammer et Eliezer Feiler, proches du Parti communiste israélien. — (AFP.)

Les druzes du Golan manifestent

Jérusalem. — Des milliers de personnes ont participé, mardi 10 mars, à Baquta, localité druze du Golan, aux funérailles de Ghaliya Farhat (cinquante et un ans), une femme druze mortellement blessée, dimanche, par les tirs des policiers israéliens lors d'une violente manifestation organisée à l'occasion du vingt-quatrième anniversaire de la prise du pouvoir du Parti Baas en Syrie (le Monde du 10 mars). Recouvert d'un drapeau syrien, le cercueil de Ghaliya Farhat a été mis en terre en présence de milliers de druzes du Golan venus rendre un dernier hommage à la victime, malgré une violente tempête de neige.

La cérémonie s'est rapidement transformée en manifestation nationaliste, les participants ayant décidé de prêter serment de fidélité à la Syrie devant la tombe. Le député communiste israélien Tawfik Zayad et le cheikh Djamel Mosha, président du Comité de solidarité druze israélien, ont participé à cette manifestation et souligné que « la loi d'annexion du Golan à Israël, adoptée par la Knesset en 1981, nuit aux efforts de paix au Proche-Orient ».

D'importants renforts de la police et de l'armée israéliennes ont été acheminés au Golan, en prévision d'une éventuelle éruption de vio-

lence chez les quelque douze mille druzes, farouchement opposés à l'annexion de leur région par l'Etat hébreu. Le plateau syrien du Golan a été conquis par Israël lors de la guerre israélo-arabe de six jours, en juin 1967. — (AFP.)

Le Mossad impliqué dans l'affaire Ben Barka ? — Selon le quotidien *Haaretz*, le Mossad (services secrets israéliens) a été impliqué dans l'enlèvement à Paris du dirigeant de l'opposition marocaine Mehdi Ben Barka, le 28 octobre 1965. Le journal souligne que l'implication du Mossad dans le meurtre de cet opposant avait, à l'époque, porté un coup fâcheux aux relations entre Jérusalem et Paris. Selon *Haaretz*, le gouvernement israélien de l'époque (dirigé par M. Lévy Eshkol) avait été tenu complètement dans l'ignorance de cette opération. En 1966, deux journalistes israéliens avaient été arrêtés secrètement pour avoir publié dans l'hebdomadaire *Bud* un article laissant entendre que les Israéliens auraient été mêlés à l'enlèvement de Ben Barka. L'hebdomadaire avait été retiré de la circulation par les autorités israéliennes en raison du général Meir Amit, chef du Mossad à l'époque. — (AFP.)

● ZAMBIE : décès d'un opposant dans des circonstances controversées. — Mpinga Shambuyi Asiatik Makanda, membre fondateur de l'UDPS (Union pour la démocratie et le progrès social, mouvement d'opposition interdit au Zaire), est décédé, vendredi 6 mars, à Bruxelles. Ancien député, Mpinga Makanda faisait partie du groupe des treize anciens parlementaires de l'UDPS emprisonnés, à plusieurs reprises, ces dernières années. Selon le représentant en France de l'UDPS, M. Manara Kamitanga, Mpinga Makanda est décédé à la suite des

mauvais traitements qu'il lui ont été infligés au Zaire. « Sachant qu'il ne pouvait plus survivre à ses blessures, nous a indiqué M. Manara, le régime a cédé aux pressions exercées par l'Occident pour laisser Makanda quitter le Zaire afin de se faire soigner en Belgique, où il est arrivé en janvier. » Dans le quotidien *le Soir*, de Bruxelles, du 10 mars, l'ambassadeur du Zaire en Belgique, M. Mushobekwa Katsimba Wa Katana, conteste cette interprétation et affirme que Mpinga Makanda est mort du SIDA.

TELECOMMUNICATIONS
TELEMATIQUE, TELEX

BUREAUTIQUE VOIX, IMAGES, DONNÉES

GESTION FÉDÉRATION DE PC

UN RÉSEAU LOCAL QUI N'ASSURE PAS TOUTES CES FONCTIONS EST UN FAUX.

Réseau local
Datapoint
10 ANS D'EXPÉRIENCE, DES ANNÉES D'AVANCE

Il n'y a qu'un réseau local qui offre toutes ces fonctions sur un même poste, c'est Arcnet de Datapoint. Résultat ? Plus d'efficacité, plus de rentabilité. Arcnet est un vrai réseau local. Dans toute sa puissance.

DATAPPOINT
PARIS
Tél. 01 46 62 21 24

Amériques

BRÉSIL : pour garantir la production

L'armée occupe les raffineries de pétrole

Sao-Paulo (Reuter, UPI). — Les autorités brésiliennes ont ordonné, mardi 10 mars, l'occupation par l'armée des raffineries de pétrole, alors que les conflits sociaux qui se déroulent menacent de s'étendre dans ce secteur. La troupe a pris position dans neuf des dix raffineries du pays. Cette occupation s'est faite sans incident.

La compagnie nationale Petrobras avait demandé l'intervention des militaires afin de garantir la poursuite de la production, qui risquait d'être perturbée par des mouvements sociaux des travailleurs de l'industrie pétrolière. Ceux-ci réclament des hausses de salaires de l'ordre de 71 %. Petrobras propose un relèvement de seulement 38 %.

Les approvisionnements du Brésil en produits pétroliers ont déjà été fortement affectés par une grève

nationale des marins et des dockers, qui dure depuis douze jours. Le gouvernement a envoyé des fusiliers-marins dans les principaux ports du pays après l'arrêt rendu par le tribunal du travail, qui avait jugé vendredi que la grève des marins était illégale. Par suite de la baisse d'activité maritime, les stocks de Petrobras sont tombés à quinze jours d'approvisionnement.

Les marins réclament des hausses de salaires de 200 % environ en faisant valoir un taux d'inflation qui atteint quelque 500 %. Les grévistes ont rejeté des offres d'augmentation allant jusqu'à 100 %.

Enfin, plusieurs centaines de milliers de paysans ont participé, mardi, à une journée de manifestations dirigées contre des taux d'intérêt élevés.

HAÏTI

Le projet de Constitution limite les pouvoirs du président de la République

Port-au-Prince (AFP). — L'Assemblée constituante haïtienne a voté, mardi 10 mars, à l'unanimité un nouveau projet de Constitution qui doit être soumis par référendum à la ratification des électeurs le 29 mars. Ce projet, rédigé en français et en créole, est considéré comme un des plus libéraux de l'histoire de la République haïtienne. Il prévoit l'élection pour cinq ans au suffrage universel d'un président de la République. Celui-ci pourra accomplir un deuxième mandat, mais pas consécutivement au premier.

Le président devra choisir un premier ministre dans le parti majoritaire au Parlement. Il ne pourra dissoudre la Chambre des députés ni le Sénat, qui ratifieront les nominations des ambassadeurs, du chef d'état-major de l'armée, du chef de la police et des membres de la haute magistrature. La nomination des ministres, choisis par le premier

ministre de concert avec le président de la République, sera également soumise à l'approbation du Parlement.

Le projet prévoit également d'abolir la peine de mort et de séparer l'armée de la police. Il garantit les libertés publiques et le pluralisme idéologique. Il consacre le droit à la santé et à l'éducation, ainsi que l'existence des partis politiques, des syndicats et des associations. Il dispose, pour la première fois, que le créole soit reconnu comme langue officielle à côté du français, qui n'est parlé que par 10 % de la population.

Le projet porte un coup aux ambitions politiques des anciens partisans de Duvalier en interdisant toute fonction élective pendant les dix prochaines années à « toute personne notoirement connue pour avoir été (...) un des artisans de la dictature de son maintien durant les vingt-neuf dernières années ».

HONDURAS

Un avion privé américain en provenance de Colombie a été abattu

Un avion de type DC-3 immatriculé aux États-Unis et piloté par un américain, M. Joseph Bernard Mason, a été abattu par l'armée hondurienne après avoir pénétré dans l'espace aérien du Honduras, a annoncé mardi 10 mars le gouvernement de Tegucigalpa. L'incident a eu lieu dans la nuit de lundi à mardi. Les trois personnes qui se trouvaient à bord ont été tuées. Selon les forces armées honduriennes, l'appareil transportait apparemment de la drogue depuis la Colombie vers une destination inconnue. Il semble que la cargaison ait été larguée peu avant l'interception de l'appareil. Il y a six mois, un avion suivant la même route avait été intercepté avec un

chargement de cocaïne d'une valeur de 500 millions de dollars.

Cet incident ainsi que les réactions émanées de Washington et de Managua pour démentir toute implication dans l'affaire, illustrent la tension qui règne en ce moment dans la région, au moment où l'opposition armée nicaraguayenne, la Contra, subit une série de revers politiques. Le gouvernement de Managua vient ainsi d'exprimer sa satisfaction après la décision prise par le Costa-Rica d'interdire sur son territoire de nouvelles réunions de l'Union nicaraguayenne d'opposition (UNO), principale structure politique de la Contra.

D'autre part, la démission d'un des principaux chefs de l'UNO, M. Arturo Cruz, qui est connu pour ses opinions modérées, a été officiellement regrettée par Washington. Mais le porte-parole de la Maison Blanche, M. Martin Fitzwater, s'est efforcé de minimiser la portée de son départ : « Il est parti, mais la réforme ne dépend pas d'un seul homme », a-t-il déclaré. La réforme doit se poursuivre. Le processus doit aller de l'avant avec les chefs militaires de la Contra agissant sous une autorité civile. Nous devons poursuivre notre soutien, car les combattants de la liberté commencent à enregistrer des progrès réels en termes de territoire contrôlé et d'opérations militaires. — (AFP, Reuter, AP.)

(Publicité)
Jeudi 12 mars à 19 heures
Elie Wiesel
Prix Nobel de la Paix
présentera son dernier livre
le Crépuscule, au loin
Editions Grasset
CENTRE RAGNI 30, bd de Port-Royal
75005 PARIS
M. Gobelin - Tél. : 43-31-75-47
PAF : 50 F MEMBRE : 40 F

COURS DE LANGUES
PORTUGAIS -
BRESILIEN
ESPAGNOL
QUECHUA
ANGLAIS
Tél. 45 41 39 60
21 bis, rue des Plantes
75014 Paris

SCIENCES PO
La seule école qui depuis 20 ans vous offre ces garanties :
Directeur et professeurs, anciens de SC, PO ou de l'ENA.
Taux de réussite exceptionnels. Sélection sur dossier.
Entrée 1^{re} et 2^e années : 500 F. concours ENA.
Préparations à toutes écoles sur place et par correspondance. Doss. contre 3 timbres.
ICEPES
57, rue Charles-Lafitte, 92200 Nanterre
47.45.03.19 ou 47.22.04.94.

A trois semaines du voyage du pape

Washington accentue ses pressions sur le régime chilien à propos des droits de l'homme

SANTIAGO
de notre envoyé spécial

Rumeurs, manœuvres, soupçons, mises au point et mises en garde : à trois semaines de la visite du pape Jean-Paul II, les Chiliens, perplexes, s'interrogent sur les signes contradictoires d'une rentrée politique pas comme les autres.

Le gouvernement a autorisé, le 2 mars, le retour de trois cent cinquante, ce qui, selon le ministre de l'Intérieur, M. Ricardo Garcia, porte à « mille cinq cent trente le nombre de personnes pouvant depuis les deux derniers mois revenir au Chili ». Un geste, dans la perspective du voyage pontifical. Mais la garde n'est pas baissée. Le secrétaire général du gouvernement, M. Francisco Cuadra, a dénoncé à la fin de la semaine un « plan de violence préparé par l'opposition marxiste » et destiné à présenter au pape « une fausse image du pays ». M. José Sanfuentes, secrétaire général du MDP (Mouvement démocratique populaire, rassemblement axé autour du Parti communiste, et qui a sollicité une audience à Jean-Paul II) a rétorqué sèchement : « C'est le gouvernement qui orchestre une campagne sur la violence, afin d'accentuer la répression et de faire face aux manifestations de mécontentement populaires ».

Gouvernement et opposition, affirme un diplomate, redoutent également ce voyage du pape. « De chaque côté, on souhaite en retirer des bénéfices exclusifs... »

Autre épisode intéressant : la semaine dernière, après trois jours d'incarcération et d'interrogatoires dans les locaux de la CNI (Centrale nationale d'information, la police secrète), M^{lle} Claudia Drago Camus a été libérée. Agée de dix-huit ans, Claudia est la nièce de l'évêque de Lincolne, Mgr Carlos Carmona. La CNI maintient avoir trouvé des « documents subversifs » dans l'appartement d'une amie de la jeune fille. Mais l'évêque pousse les hauts cris et parle d'une « agression contre l'Eglise ». Une voix isolée ? Pas vraiment. Dans une lettre pastorale, très commentée dans les églises, dimanche 8 mars, le comité permanent de l'épiscopat chilien a condamné lui aussi l'arrestation de Claudia et déploré « la véritable torture psychique qui lui a été infligée ».

Cette affaire, poursuit la lettre, « nous fait penser aux milliers de Chiliens et de Chiliennes qui ont souffert ou qui sont exposés à souffrir de vexations semblables, ou pire encore ». Dans la foulée, la lettre des évêques prend aussi position sur le « cas » de l'ancien major de

l'armée, Armando Fernandez Larios, qui a reconnu devant la justice américaine sa participation à la préparation de l'attentat contre Orlando Letelier, ancien ministre des affaires étrangères du gouvernement Allende, assassiné à Washington en septembre 1976.

Révélations explosives

Les déclarations explosives de l'ancien major mettent indirectement en cause plusieurs autres généraux ou officiers supérieurs de l'armée chilienne. Elles ont fait l'effet d'une bombe dans la classe politique, alors que le pays était plongé dans la torpeur des vacances d'été austral. Elles suscitent depuis trois semaines des commentaires et des interrogations sur l'état des relations entre les États-Unis et le Chili.

Fernandez Larios n'avait que vingt-cinq ans en 1976. Il se présente aujourd'hui comme un homme bourré de records depuis plusieurs années, ayant en vain tenté de dire la vérité à la justice de son pays, abandonné par ceux qui l'avaient envoyé en « mission » à Washington. Il prétend lancer un message aux « jeunes officiers » qui pourraient être induits en erreur comme il l'a été lui-même, dit-il. Ses « révélations » relancent dramatiquement une affaire qui a déjà causé beaucoup de tourment au gouvernement Pinochet et qui a contribué au « durcissement » croissant de Washington à l'égard du régime chilien.

La famille Letelier (un fils et une sœur de l'ancien ministre vivent à Santiago) a déjà demandé la réouverture du dossier. L'affaire Fernandez Larios est le thème favori des éditorialistes de la presse d'opposition, de nouveau très présente dans les kiosques depuis la levée de l'état de siège, et même de la presse plus favorable au régime.

Le coup le plus dur

« Un assassinat abominable et stupide à tous points de vue » : ce jugement du général d'aviation Matthei, membre de la junte, est partagé par la majorité des Chiliens, civils et militaires. « C'est notre devoir, ajoute le général (dont on laisse entendre par ailleurs qu'il pourrait prochainement être nommé pour des raisons personnelles) de faire le ménage dans nos rangs... Des dirigeants politiques, de gauche et de droite, parlent, eux, de « véritable tremblement de terre » et de généraux, il est vrai à la retraite, admettent en privé que c'est sans doute « le coup le plus dur » depuis longtemps.

ETATS-UNIS

M. Reagan réaffirme sa « plus grande confiance » en MM. Weinberger et Shultz

Washington (AFP, UPI). — Le président Reagan a pris la défense, mardi 10 mars, de deux des membres les plus importants de son cabinet, MM. Weinberger, secrétaire de la défense, et Shultz, secrétaire d'Etat, qui avaient été critiqués dans le rapport Tower sur le scandale de l'« Irangate ». M. Reagan a réaffirmé sa « plus grande confiance » dans M. Weinberger, qu'il a qualifié de « membre éminent du cabinet ayant longtemps et bien servi le président ». Le porte-parole de la Maison Blanche a souligné que ce jugement s'appliquait également au secrétaire d'Etat, M. Shultz.

MM. Weinberger et Shultz ont été critiqués par la commission Tower pour s'être distancés de la marche des événements — pendant l'affaire des ventes d'armes à l'Iran et avoir « manqué d'énergie pour protéger le président Reagan ».

Pas d'immunité pour MM. North et Poindexter

Selon le Washington Post, M. Weinberger aurait souhaité que M. Reagan apporte un « rectificatif » à ces critiques dans son discours télévisé de la semaine dernière. Le président avait finalement renoncé à une telle mise au point, certains de ses conseillers lui ayant fait valoir qu'elle pourrait paraître contradictoire avec son acceptation des conclusions du rapport Tower.

M. Weinberger aurait fait valoir que M. Shultz et lui-même avaient été « exclus » des délibérations de la Maison Blanche sur les ventes

« Comment ne pas voir, affirme de son côté un dirigeant de la démocratie chrétienne, que la justice américaine est décidée cette fois à aller jusqu'au bout ? Qu'elle pourrait de nouveau réclamer l'extradition du général Contreras et de ceux qui pourraient être impliqués ? Comment ne pas comprendre que le gouvernement américain réitère, plus que jamais, des moyens de pression sur le régime ? »

Persone n'imaginerait en effet ici que les autorités américaines aient été réellement surprises de l'arrivée sur une base militaire des États-Unis d'un ancien membre des services secrets chiliens, qui a pu apparemment quitter son pays sans trop de difficultés, et qui a contacté au Brésil des hommes du FBI fidèles au rendez-vous. Depuis sa déposition devant un premier tribunal, Fernandez Larios vit comme ces « témoins » des films policiers de série noire que l'on doit protéger à tout prix, car leur vie est en danger. Il se cache dans une résidence discrète de Washington, en compagnie de son avocat, Mr Axel Kleinbocker. Mais celui que le général Pinochet a sèchement qualifié de « déserteur » a curieusement multiplié les déclarations à la presse chilienne depuis sa fugue. Au Mercurio, par exemple, il a précisé que le général Pinochet n'était pas au courant des plans de l'attentat et qu'il ne connaissait que la version, fautive, mise au point a posteriori.

A Santiago, comme à Washington, les autorités insistent sur le fait que l'affaire Fernandez Larios est judiciaire et non pas politique. M. Harry Barnes, ambassadeur des États-Unis au Chili, l'a redit vendredi 6 mars après avoir rencontré le

président de la Cour suprême. Washington ne solliciterait pas de nouvelles et éventuelles extraditions avant que la cour du district de la capitale fédérale ne rende un verdict sur l'affaire Fernandez Larios. Le même jour, le général Pinochet a précisé que ce n'était pas au gouvernement d'intervenir dans la justice. « Mon gouvernement, a-t-il dit, prêterait cependant toute sa collaboration ».

La prise de position de l'épiscopat contribue à politiser l'affaire. « Le bien moral du pays et le prestige de l'armée, disent les évêques, exigent que cette affaire soit totalement délaissée, non seulement par la justice, mais d'abord par la même institution à laquelle ont appartenu ou appartiennent les inculpés. » Et c'est aussi de source religieuse que l'on laisse entendre que Carmen Gloria Quintana (la jeune fille brisée par des militaires en juillet 1986) pourrait venir à Santiago lors du voyage pontifical. Carmen vient de témoigner devant la Commission des droits de l'homme des Nations unies à Genève. Elle habite maintenant au Canada.

A Santiago, le gouvernement a pris cette semaine une décision qui a surpris, venant plus de six mois après les faits. Le colonel Muñoz, qui commandait le régiment auquel appartenait la patrouille militaire impliquée dans ce qu'on appelle ici l'affaire « des jeunes gens brisés » (le camarade de Gloria, Rojas De Negri, est mort des suites de ses brûlures) a été limogé. Motif : il avait omis de rendre compte de l'incident à ses supérieurs.

MARCEL NIEDERGAANG.

Europe

TCHÉCOSLOVAQUIE

Ouverture à Prague du procès de la « section de jazz »

Le procès des animateurs de la section de jazz de l'Union des musiciens de Prague s'est ouvert mardi 10 mars. Arrêtés le 2 septembre 1986, les sept membres du comité directeur sont inculpés de « commerce illégal » pour avoir poursuivi leurs activités en dépit de la dissolution de leur organisation, prononcée en octobre 1984 par le ministère de l'Intérieur. Cinq d'entre eux avaient été libérés en décembre et en janvier dernier, mais M. Karel Srp, président de la section, et M. Vladimir Kouril, secrétaire, sont toujours incarcérés. Cinq prévenus sont comparus mardi matin devant la cour centrale de Prague, M. Vlastimil Drda et son fils n'ayant pu se présenter pour raison de santé. Tous sont passibles de peines pouvant atteindre huit ans de prison.

Les milieux de l'opposition estiment que ce procès, « le plus important procès politique depuis 1979 », vise en fait à condamner les activités culturelles indépendantes menées depuis plus de quinze ans par cette association, en dépit des tracasseries administratives (le Monde du 28 novembre 1986).

Ce procès a d'ailleurs suscité une vive émotion à l'étranger : la section est membre de la Fédération internationale du jazz depuis 1978. Le gouvernement américain a, pour sa part, appelé les autorités de Prague à « cesser de persécuter » les responsables de la section de jazz.

De manière assez inhabituelle, divers observateurs étrangers ainsi que des « opposants » tchécoslovaques ont pu assister à la première journée du procès, notamment des observateurs d'un groupe de surveillance des accords d'Helsinki, d'Amnesty International, des diplomates et journalistes occidentaux et des membres du mouvement dissident tchécoslovaque Charles Tl, dont M. Vlastimil Drda. Ce procès, dont le verdict devrait être rendu jeudi prochain, est également un test sur l'attitude des autorités tchécoslovaques vis-à-vis des activités non officielles, au regard des nouvelles orientations soviétiques en URSS par le numéro un soviétique, M. Mikhaïl Gorbatchev. Les dirigeants tchécoslovaques ont réagi jusqu'à présent, avec une extrême prudence aux « ouvertures » soviétiques. — (AP, Reuter.)

Washington et Varsovie vont à nouveau échanger des ambassadeurs

Washington (AFP). — Les États-Unis et la Pologne ont décidé, en principe, d'échanger à nouveau des ambassadeurs. Cette décision a été prise à l'occasion d'une visite à Washington de M. Josef Ceyrek, membre du bureau politique du PC polonais, a-t-on appris, mardi 10 mars, à Washington.

M. Ceyrek, le plus haut responsable polonais à se rendre aux États-Unis depuis plus de cinq ans, a été reçu mardi par le secrétaire d'Etat, M. Shultz, avec lequel il a évoqué « l'ensemble des relations bilatérales » entre les deux pays.

Interrogé sur la question d'un échange d'ambassadeurs, un porte-parole américain a seulement déclaré que celle-ci avait été discutée. De bonne source, on a cependant précisé qu'un accord de principe était intervenu, même si aucune date précise n'avait été fixée.

Les autorités polonaises ont déjà indiqué, dans le passé, qu'elles souhaitent rétablir avec Washington des relations au niveau le plus élevé. La Pologne a eu six ambassadeurs à Washington depuis la défection de M. Romuald Spasowski, peu après l'instauration de la loi martiale en décembre 1981. Les États-Unis

n'ont également qu'un chargé d'affaires à Varsovie depuis plus de quatre ans.

Selon le département d'Etat, MM. Shultz et Ceyrek ont exprimé leur intention de poursuivre le processus d'amélioration des relations entre les deux pays entamé après l'annulation en faveur des prisonniers politiques décrétée par Varsovie l'an dernier.

M. Shultz a, de son côté, souligné que le dialogue entre les deux pays dépendait de l'évolution de la situation des droits de l'homme en Pologne, a-t-on indiqué de source américaine. Dans le cadre du processus par étapes de normalisation de leurs relations avec Varsovie, les États-Unis ont annoncé, le 19 février, la levée des dernières sanctions américaines en vigueur contre la Pologne. Cette décision était intervenue à la suite d'une visite en Pologne du secrétaire d'Etat adjoint, M. John Whitehead.

M. Ceyrek s'est également entretenu avec le vice-président, M. George Bush, le secrétaire au Trésor, M. James Baker, et le secrétaire au commerce, M. Malcolm Baldrige.

هذا من الأصل

Asie

JAPON : la défaite du gouvernement dans un scrutin partiel

M. Nakasone pourrait être contraint de réviser sa réforme fiscale

TOKYO
de notre correspondant

Quand des menagères « contestataires » défilent en frappant, à tour de rôle, avec un bâton, une effigie de M. Nakasone, barbe d'une bande-rouleau indiquant « le premier ministre est un menteur », ce n'est qu'une manifestation de plus contre un projet de réforme fiscale impopulaire. Mais rien ne va plus lorsque ce mécontentement se traduit par des pertes de voix. La défaite, dimanche 8 mars, d'une candidate libérale démocrate se présente à un siège de sénateur préoccupe la majorité et, fait planer de sombres présages sur les résultats qu'elle obtiendra lors des élections locales du mois prochain. L'opposition à la réforme fiscale voulue par le gouvernement Nakasone (qui comporte, entre autres, l'introduction d'une TVA « à la japonaise », c'est-à-dire légère) trouve un large écho dans le pays, comme en témoignent des manifestations régulières de protestation.

Le cas de la circonscription d'Iwate, où était en jeu le siège de sénateur perdu, est révélateur de l'effet de boule de neige qu'a eu ce qui n'était, au départ, qu'une guérilla parlementaire entre l'opposition et la majorité. La « révolte contre la taxe », comme l'écrivent les journaux, donne en effet l'air d'une crise politique. La préfecture d'Iwate, au nord du Honshu (la principale île de l'archipel) est une région pauvre du Japon : son « Tibet », dit-on. Mais c'est aussi un fief traditionnel du Parti libéral démocrate (PLD). Aussi, lorsque M. Rei Iwagaki, venu du sénateur dont la mort avait rendu le siège vacant, se présente pour succéder à son épouse, elle semblait avoir tous les atouts. M. Iwagaki vient d'une famille de politiciens locaux : son

père était sénateur et son frère est député. Elle héritait en outre tout naturellement du réseau de soutien de son mari. Or, contre toute attente, c'est le candidat socialiste, M. Junichi Ogawa, dont la campagne avait été axée sur la lutte contre la réforme fiscale, qui l'a emporté : pour la première fois en vingt-cinq ans, le siège de sénateur de cette circonscription d'Iwate échappait au PLD.

Dans les rangs de la majorité, on est désormais inquiet. Iwate est apparue comme le microcosme du Japon à la veille des élections locales. On y a retrouvé tous les éléments de la « révolte contre la taxe » : à commencer par l'assaillement des mécontentements conjoncturels et des oppositions traditionnelles. Ainsi, huit des dix membres de la Chambre de commerce — l'élite économique locale — s'étaient prononcés contre la réforme fiscale lors de la campagne électorale. Les détaillants, représentants de cette petite-bourgeoisie fidèle au PLD, avaient fait de même : reprenant le slogan quelque peu emphatique de leur association nationale, (« c'est une question de vie ou de mort »), ils ont massivement apporté leur soutien au candidat socialiste, qui bénéficie, en outre, des voix des mouvements de consommateurs.

Un « incident de parcours » ?

Ce « front du refus fiscal » décrie les libéraux démocrates, car il fait éclater les clientèles, cet électoral captif sur lequel repose leur force. Le cas d'Iwate est révélateur du caractère émotionnel et spontané de la vague contestataire qu'a soulevée la réforme : les partis d'opposition n'ont même pas à proposer une alternative à la politique du gouver-

nement, il leur suffit de faire savoir qu'ils sont contre pour drainer les voix.

M. Nakasone a concédé du bout des lèvres que la défaite de M. Iwagaki pouvait être due à l'impopularité de sa réforme. Ce qu'il présente comme un « incident de parcours » n'en a pas moins alimenté le mouvement de rébellion qui couve depuis plusieurs semaines au sein de la majorité : un nombre croissant de membres du PLD critiquent plus ou moins ouvertement M. Nakasone pour avoir voulu imposer une réforme fiscale à la veille d'élections locales, et pour son apparente indécision dans la crise qu'il se dessine.

Celle-ci n'est encore qu'un pointillé, mais l'impasse dans laquelle se trouve le premier ministre est de plus en plus évidente. Deux jours après avoir finalement commandé ses travaux (Le Monde du 5 mars), le Parlement est à nouveau bloqué, en raison du boycottage de la commission du budget par l'opposition. Celle-ci a quitté la salle après que M. Nakasone, en une nouvelle fois refusé d'admettre qu'il avait « trompé » les électeurs en leur promettant de ne pas instaurer une TVA, lors de la campagne pour les élections générales de juillet 1986. Le premier ministre se défend en affirmant qu'il s'était engagé à ne pas promouvoir une réforme fiscale de grande envergure, et que celle qu'il préconise est de portée modeste. Une campagne qui ne semble pas convaincre les Japonais. « Il y a maintenant un certain temps

que l'opinion publique sait que M. Nakasone est un homme politique dont les discours ne sont pas conformes aux actes », écrivait récemment dans un éditorial le quotidien Asahi. « Si la Diète est bloquée, poursuivait-il, c'est que la majorité refuse de considérer celle-ci comme autre chose qu'une chambre d'enregistrement de sa politique. »

Pour l'instant, le premier ministre se trouve devant un choix : fort d'une confortable majorité à la Diète, il peut faire passer le budget et la réforme fiscale en force, mais compromet ainsi les chances du PLD aux élections locales. A défaut, il devra s'amender publiquement, comme le lui demandent certains membres de la majorité, et réviser le projet de réforme fiscale. Trop contents de voir M. Nakasone trébucher dans les derniers mois de son mandat, ses rivaux et éventuels successeurs se contentent d'espérer qu'il va se sortir de l'impasse sans leur repasser prématurément le problème.

PHILIPPE PONS.

● BANGLADESH : manifestations étudiantes. — Des étudiants ont fait exploser des camions de bombes artisanales dans tout le pays, le mardi 10 mars, à l'occasion d'une journée de protestation contre l'augmentation des tarifs des transports en commun. La police a indiqué que ces bombes n'avaient fait aucune victime, mais que trois véhicules avaient été endommagés à

AFGHANISTAN : l'ajournement des pourparlers de Genève

Des progrès ont été réalisés dans la négociation du calendrier d'un retrait soviétique

Les Afghans ont proposé un retrait étalé sur dix-huit mois des troupes soviétiques de leur territoire, alors que les Pakistanais ont souhaité qu'il le soit sur sept mois, a-t-on appris, mardi 10 mars, à Genève, après l'ajournement de la dernière session des pourparlers indirects entre Kaboul et Islamabad (nos dernières éditions du 11 mars). Le médiateur de l'ONU, M. Diego Cordovez, a en effet confirmé que l'écart séparant les deux parties était de onze mois, alors qu'il y a moins d'un an il était de quarante-cinq mois, et qu'il espérait que les pourparlers indirects reprendraient en mai.

Dans une déclaration faite avant son départ, le ministre pakistanais des affaires étrangères, M. Agoub Khan, a précisé que les représentants de Kaboul avaient formulé deux propositions et son pays une, et que ces « échanges avaient servi à réduire la fossé entre les positions

des deux parties ». Dénonçant les attaques aériennes (de l'aviation afghane) contre le territoire pakistanais, le ministre a estimé que « de tels incidents ne pouvaient être considérés comme un effort pour intimider son pays ». Il a cependant indiqué qu'il était prêt à reprendre, dès que possible, les pourparlers afin de régler le problème du calendrier de retrait des forces soviétiques d'Afghanistan et à poursuivre ses efforts en vue d'un règlement politique juste et équitable.

Entre-temps, des diplomates occidentaux en poste à Islamabad ont affirmé que quelque deux mille cinq cents hommes des forces de sécurité intérieure afghanes, les sarandoi, ont été transférés de Kaboul dans les provinces du nord de l'Afghanistan pour y remplacer un nombre indéterminé de soldats soviétiques qui devaient quitter l'Afghanistan vers la fin du mois. Selon ces diplomates, six unités de sarandoi prendraient le relais des forces soviétiques dont le retrait devrait être annoncé, le 21 mars, à l'occasion du Nouvel An afghan. Le nombre de soldats soviétiques qui se retireraient n'a pas été précisé. Toutefois, selon des rumeurs circulant dans la capitale afghane, il s'agirait de cinquante mille hommes.

Chittagong, et qu'un bâtiment administratif avait été incendié à Rajshahi. La grève a dégénéré en mouvement de protestation anti-gouvernementale, à la suite de la mort, lundi soir à l'université de Dacca, d'un dirigeant étudiant, Mahbul Huk Bablu, tué par l'explosion accidentelle d'une bombe. — (Reuters.)

Europe

RÉPUBLIQUE D'IRLANDE

Difficile élection de M. Charles Haughey au poste de premier ministre

DUBLIN
de notre correspondant

La voix prépondérante du président du Parlement irlandais s'est révélée nécessaire pour l'élection de M. Charles Haughey, leader du Fianna Fail, au poste de premier ministre.

La Chambre des députés s'était, en effet, partagée à égalité, quarante-deux députés ayant voté en faveur de M. Haughey et le même nombre contre.

L'abstention d'un député socialiste indépendant a évité une crise politique qui aurait certainement conduit à de nouvelles élections.

Il s'agit de savoir maintenant si le nouveau gouvernement, dont la survie dépend du soutien de deux députés non-inscrits, va pouvoir exercer son mandat de cinq ans ou même la moitié de celui-ci.

En tout cas, le premier ministre sortant, le leader de la formation Fine Gael, M. Garret FitzGerald, a assuré M. Haughey du soutien de son parti, dans la mesure où celui-ci poursuivra la politique de mise en ordre des finances publiques et de création d'emplois. On s'attend d'ailleurs que le gouvernement de M. Haughey adopte prochainement un budget d'austérité identique à celui qui a été la cause des déboires de M. FitzGerald, lors des élections législatives du 17 février.

A propos de l'accord anglo-irlandais signé par M. FitzGerald et M. Thatcher en novembre 1985, le premier ministre sortant a lancé un avertissement à son successeur, lui affirmant que les partis de l'opposi-

tion s'inscrivent dans leur refus des décisions du gouvernement si M. Haughey essayait de modifier radicalement l'accord.

Le nouveau premier ministre n'a pas encore indiqué qui coprésidera, avec le secrétaire d'Etat pour l'Irlande du Nord, le conseil anglo-irlandais établi par l'accord, mais on s'attend que ce soit le nouveau ministre des affaires étrangères, M. Brian Lenihan, qui est en même temps premier ministre adjoint.

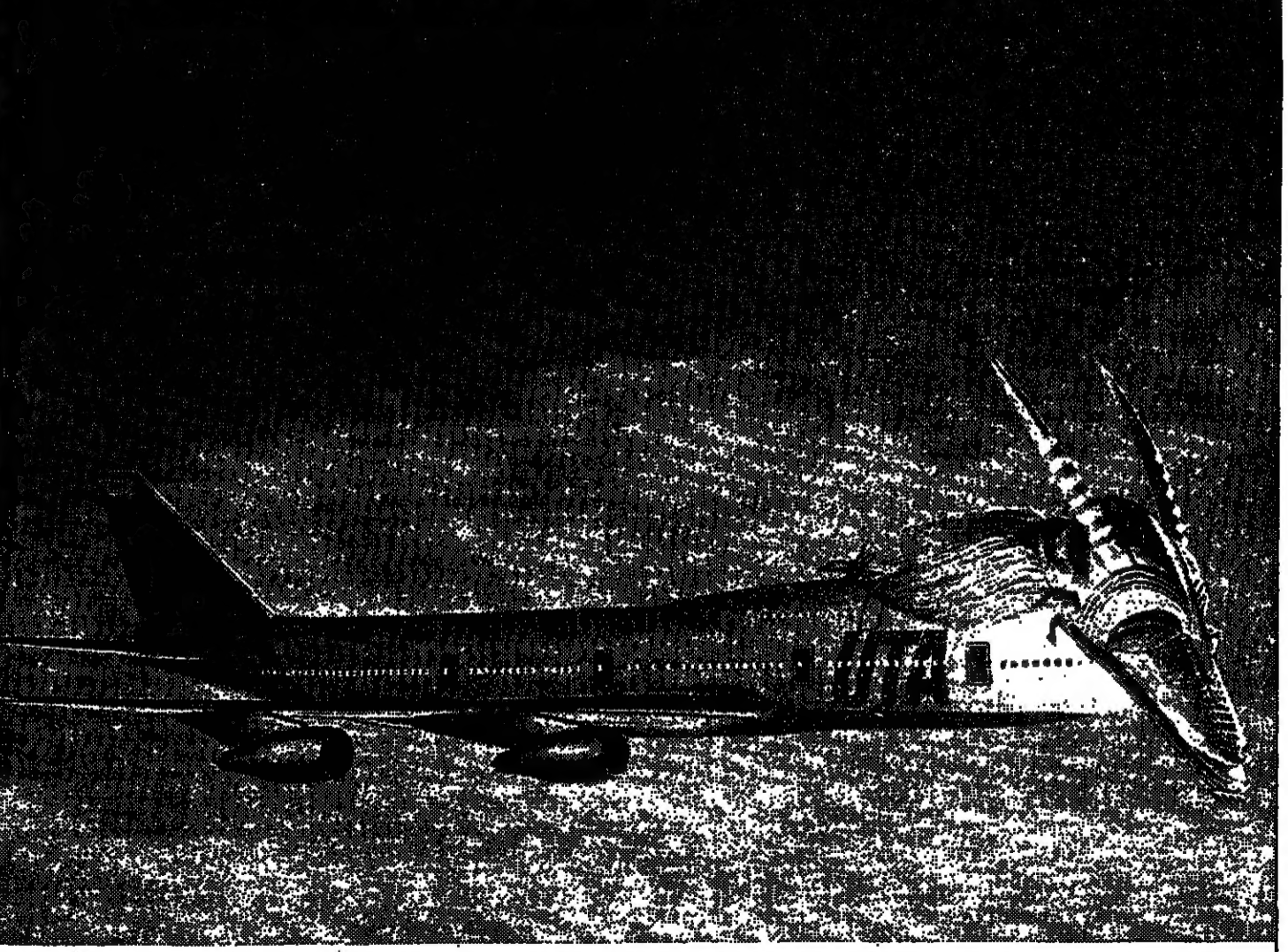
JOE MULHOLLAND.

Le nouveau gouvernement

Voici la composition du nouveau gouvernement :

- Premier ministre : M. Charles Haughey.
- Affaires étrangères : M. Brian Lenihan.
- Finances : M. Ray MacSharry.
- Défense : M. Michael Noonan.
- Agriculture : M. Michael Kennedy.
- Industrie : M. Albert Reynolds.
- Justice : M. Gerry Collins.
- Energie : M. Ray Burke.
- Tourisme : M. Brendan Daly.
- Education : M. Mary O'Rourke.
- Affaires sociales : M. Michael Woods.
- Environnement : M. Badraig Flynn.
- Travail : M. Bertie Ahern.
- Communications : M. John Wilson.
- Marine : M. Brendan Daly.
- Attorney général : M. John Murray.

25 VOLS DIRECTS PAR SEMAINE
L'UTA EST BIEN L'ESPÈCE LA PLUS RAPIDE D'AFRIQUE.



L'UTA est non seulement l'espèce la plus répandue en Afrique, mais c'est aussi la plus rapide. 25 fois par semaine, les plus grandes villes d'Afrique sont en effet reliées par vol direct à Paris, Lyon, Marseille, Toulouse ou Nice. Assurés par DC 10 ou 747 Big Boss, ces vols vous permettent en outre de bénéficier du service 3 classes UTA. Première de Luxe, Classe Affaires Galaxy, Classe Économique. On comprend mieux que tout le monde ait envie de voir cette espèce proliférer.



C'EST TOUJOURS MIEUX QUAND UTA Y VA.

PICARD

LES ASSUREURS ONT TRANCHÉ !

4 gammes de serrures PICARD se sont vu décerner la note maximum « 3 Étoiles » par l'Assemblée Plénière des Sociétés d'Assurances

Liste des installateurs : au 42-33-44-55+

Enquête

Chine : la difficile gestation

Un débat de société

Qui gouverne à Pékin ?

L'IMAGE des étudiants de Pékin brûlant les journaux du Parti communiste devant les caméras de télévision étrangères restera comme un symbole du mouvement de contestation survenu dans toutes les grandes villes de Chine à la fin de 1986. Son bilan : quelques arrestations reconnues officiellement, des étudiants rayés des listes universitaires — peut-être deux cents à Pékin — et une vigoureuse campagne de propagande contre le « libéralisme bourgeois » personifiée par trois intellectuels exclus du parti avec fracas — le journaliste Liu Binyan, l'écrivain Wang Ruowang et l'astrophysicien Fang Lizhi.

Pour l'instant en tout cas, ce bilan est moins lourd que les précédentes passes d'armes du régime avec la contestation intellectuelle. Peut-être est-ce dû au fait que ce mouvement de protestation et les remous qu'il a causés à la tête du régime traduisent la crise profonde qui affecte la société chinoise une décennie après la mort de Mao Zedong.

Car, cette fois, c'est la légitimité même du régime qui est en cause : la logique de la réforme économique lancée par M. Deng

Xiaoping s'entraîne-t-elle pas inéluctablement à une érosion de l'autorité du parti aux échelons les plus élémentaires de la société, les entreprises, les villages, les écoles et universités ?

Les signes de cette perte d'influence sont innombrables : un millier d'étudiants chinois aux États-Unis, une centaine en France, prennent le risque de protester contre le durcissement intervenu à Pékin, dans une pétition auprès de leurs ambassades ; en Chine, d'autres se donnent la peine d'enregistrer les discours des contestataires pour les faire parvenir à Hongkong — conséquence indirecte de la pénétration du marché chinois par les grandes marques japonaises d'électronique... ; les provinces les plus engagées dans le commerce avec le monde capitaliste semblent faire le gros dos dans l'espoir que l'orage passera bientôt ; d'une manière générale, la population réagit plutôt mollement aux injonctions du régime à se mobiliser contre les idées perverses de l'Occident...

Les trois exclus ont en commun de s'être déjà opposés aux excès d'autoritarisme du régime — ce qui leur valut, en 1957, d'être

taxés de « droitistes » dans une campagne de reprise en main, dont l'artisan était — déjà — M. Deng. Dissidents ou réformateurs de l'intérieur ?

Une querelle de générations

La question ne se pose pas exactement dans les mêmes termes qu'en Union soviétique, l'action des contestataires chinois ne s'inscrivant pas dans un contexte de rivalité Est-Ouest. Liu Binyan, quant à lui, relevait l'an dernier qu'il avait été critiqué régulièrement tous les dix ans depuis 1957, et se demandait en plaisantant si cela se reproduirait en 1987.

L'intensité de la campagne contre le « libéralisme bour-

geois » montre l'ampleur du malentendu qui s'est instauré ces dernières années entre le régime et la population. Mais il s'agit aussi d'une querelle de générations au sommet de la hiérarchie : M. Deng a clairement fait comprendre qu'il ne reniait rien de ses méthodes autoritaires d'autant ; en revanche, son successeur déchu, M. Hu Yaobang — qui ne s'est pas vraiment avoué vaincu, du reste — passe pour avoir encouragé jusqu'à un certain point la contestation.

L'échéance prochaine de la disparition des vétérans — tous âgés de plus de quatre-vingts ans — se peut qu'aviver désormais le débat de société ouvert ces derniers mois en Chine.

FRANCIS DERON.

(Suite de la première page.)

Les conservateurs se sont servis d'autres citations de M. Deng pour justifier la reprise en main. Aussi se pose la question : M. Deng a-t-il fait volte-face et renié son pragmatisme d'autant, ou a-t-il été contraint de passer un compromis avec les conservateurs, ou encore même-t-il un combat d'arrière-garde, face à une vague d'orthodoxie qui risque de submerger sa politique de réformes ? M. Deng serait-il victime du retour d'une vieille pratique consistant à « brandir le drapeau rouge pour combattre le drapeau rouge » ?

Ces vieilles méthodes ont la vie dure. Ainsi, la presse recense des textes du passé pour servir à la polémique actuelle, retrouve ses habitudes d'attaques indirectes,

démision de M. Hu, il avait craint, un temps, le retour aux bouleversements de la révolution culturelle.

De telles réactions sont peut-être exagérées, mais elles témoignent d'un brusque changement d'atmosphère. Même si la situation devait revenir à la normale dans un proche avenir — ce qui ne semble guère devoir être le cas — une brèche sérieuse aura été faite dans la confiance des Chinois envers le caractère durable de toute réforme. Déjà, on entend critiquer les « profits abusifs » des commerçants privés et des « familles spécialisées » payannes qui — avec la bénédiction officielle — pallient les déficiences du système de distribution et fournissent des dizaines de millions d'emplois.

Dans le domaine économique, la « porte ouverte » s'est en partie refermée ; les discussions commerciales risquent de devenir plus difficiles, et les négociateurs chinois auraient reçu des instructions pour faire traîner les choses. L'attitude de Pékin sur la question d'une démocratisation de Hongkong s'est durcie. Les militaires, le dernier carré des conservateurs, tenus sur la touche pendant des années par M. Deng, sont revenus au premier plan. Ils réclament leur part de crédits et de pouvoir.

La vie quotidienne inchangée

On doute que M. Zhao parvienne à affermir sa position à la tête du PCC. Derrière la façade, c'est en fait à une véritable empoignade pour la succession de M. Deng que nous assistons, avant même la disparition de ce dernier. Ce qui est en cause, ce n'est pas seulement son poste mais la politique à suivre dans les années à venir.

La Chine est-elle toujours un exemple ? Son expérience peut être utile aux pays du tiers-monde, disait M. Deng au président gabonais Bongo, en février. Peut-être, mais quelle Chine ? Celle des progrès économiques sans doute, mais aussi celle de l'échec d'une tentative de réforme d'un régime autoritaire. A un moment où M. Gorbatchev reprend à la Chine le drapeau du « réformisme » communiste, l'échec présent des dirigeants de Pékin apparaît d'autant plus patent. Enfin, la Chine montre qu'elle n'a pu renouer avec les mouvements politiques à répétition : un coup de barre trop à gauche, un coup de barre trop à droite, trop d'ouverture, puis pas assez... Des à-coups qui cassent le rythme du développement économique.

Une différence majeure, cependant, avec le passé : en ce moment, la vie quotidienne continue de se dérouler comme si de rien n'était. Les usines tournent, les gens font leurs emplettes, le « disco » est toujours à la mode... Le régime semble désormais avoir moins de prise sur les individus. Ceux-ci ne lisent guère le *Quotidien du peuple* et se désintéressent d'une politique décidée au sommet. Mais cette dépolitisation des gens, qui pèsent avant tout à vivre mieux, est peut-être le reproche le plus grave qu'aient fait ses pairs à M. Hu Yaobang : il y allait de l'avenir du marxisme en Chine. Car, réforme ou pas, le régime chinois reste communiste et marxiste-léniniste.

PATRICIE DE BEER.

Fang Lizhi : de l'idéologie en astrophysique

Fils de cheminot devenu astrophysicien de renommée internationale, Fang Lizhi, s'est attaché à réclamer ces dernières années que le pouvoir cesse de s'ingérer dans des domaines qui ne sont pas de son ressort, comme la recherche scientifique. Il a donné un jour de 1986 une illustration frappante de la façon dont s'exerce le contrôle des autorités dans les travaux d'un astrophysicien :

« L'an dernier, la Revue des sciences (dont Fang était vice-directeur) a publié un article à propos des recherches d'astrophysique sur la formation de l'univers. On peut en penser ce qu'on veut, du moment que l'on applique des critères scientifiques. A l'aide de tels critères, on peut invalider totalement ces recherches ou en modifier certains aspects.

» Au lieu de cela, qu'avons-nous reçu après la publication de cet article ? Une lettre émanant d'un grand chef nous disant que ces considérations relèvent de l'idéologie objective ! Les meilleurs scientifi-

ques ne peuvent tolérer qu'on accole de telles étiquettes philosophiques à des articles traitant de questions scientifiques. »

Et Fang, qui s'adresse à des étudiants de Shanghai, de révéler que la critique émanait, ni plus ni moins, « du grand commandant en chef de la propagande pour tout le pays, le camarade Hu Qiaomu ! » (aujourd'hui très en vue dans la campagne contre le libéralisme). « Mais personne n'a rien à en faire, de vos critiques ! Je dis, moi, que si vous vous y connaissez en astrophysique, vos objections seront les bienvenues. Sinon, passez votre chemin ! »

De telles observations, Fang tire des conclusions hardies sur la nécessité de contrebalancer le pouvoir du Parti communiste par d'autres formations politiques. « Car le système socialiste est un échec ! Il l'a prouvé, de Marx à Lénine, à Staline et à Mao Zedong ! » Quelques mots de trop...

Wang Ruowang : une vie (presque) entière au service du parti

On ne saurait mieux incarner le désarroi du compagnon de route. L'écrivain Wang Ruowang n'existerait pas sans le parti. Il vient, pourtant, de s'en voir exclure, à l'âge de soixante-dix ans.

Son entrée en littérature et en communisme remonte à 1933. Il n'est qu'un simple ouvrier, à peine instruit, à l'usine pharmaceutique New Asia de Shanghai. Difficile de pénétrer dans le monde littéraire par porte plus étroite que celle qu'emprunte Wang. Il a l'idée de découper dans les vieux journaux qui traitent des articles intéressants le monde ouvrier et de les afficher dans les toilettes de l'usine. Là où ses collègues, aussi peu fortunés que lui, viennent de temps à autre prendre un peu de repos à l'insu du contremaître. Puis il en vient à afficher ses propres articles. La Ligue des écrivains de gauche finit par l'arrêter.

Arrêté en 1934 par la police du régime nationaliste, il passe trois ans dans les geôles du Kouomintang, en profite pour parfaire son instruction auprès d'un communiste de plus vieille souche qu'il vénère comme son maître à penser.

Déjà critiqué, avec d'autres écrivains, en 1942, il est taxé de « droitiste » en 1957, puis, lorsqu'éclate la révolution culturelle en 1966, il est à nouveau emprisonné. Il retrouve en détention son compagnon de cellule d'autant, lui aussi devenu un « ennemi de classe ». L'homme, du reste, ne survivra pas aux mauvais traitements de la prison.

Libéré, puis réhabilité en 1979, Wang se remet à écrire, publie tout à fait officiellement environ deux cents textes, dont un roman, *Mes trois femmes*, qui compare la dévotion en régime nationaliste aux gélies du régime communiste. Dans la première, au moins, raconte-t-il, « j'ai pu m'instruire ».

Prenant au pied de la lettre les promesses d'assouplissement du régime l'an dernier, il intervient publiquement en faveur d'une libéralisation des arts et des lettres. « Les écrivains chinois ne demandent rien au parti ou au gouvernement, sauf qu'on leur fiche la paix. Qu'on leur donne la possibilité d'écrire dans une certaine liberté. Ce minimum est rarement atteint... », dit-il en 1986.

Et de décrire le processus habituel de mise au pas des écrivains, avec une prescience étonnante du sort qui va être le sien quelques mois plus tard : « Alternativement, il y a ouverture, puis fermeture. Il faut noter que la fermeture est toujours plus durable que l'ouverture. Chaque fois qu'on rassera la vie, on choisit un ou deux écrivains pour servir de boucs émissaires. C'est ainsi qu'on entretient le peur de la censure chez tous les autres. (...) Le mot d'ordre de « création libre » est un cauchemar pour certains dirigeants : ils craignent d'en être les victimes, eux qui sont, avec leurs enfants, les privilégiés qui sont la cause de la dégradation de la société... »



Le 1^{er} janvier, sur la place Tiananmen, les étudiants contestataires de Pékin défient l'autorité du pouvoir et défilent sous leurs banderoles réclament « la liberté de la presse et de publication ».

Liu Binyan : une « autocritique » en forme de réquisitoire

« Est-ce que je peux me taire, alors que je suis un citoyen, un membre du parti et, de surcroît, un journaliste et un écrivain ? » C'est là toute la démarche de Liu Binyan, sans doute le plus connu des journalistes chinois. Depuis des années, il querelle contre les injustices commises, où et là, dans tout le pays, au nom de la ligne juste.

Les plaintes des bureaucrates locaux qu'il indispose s'accumulent sur le bureau de ses supérieurs. Il avait déjà dû se livrer, en septembre 1986, à une autocritique. Il en avait profité pour remettre sur le tapis, sans complaisance, les « affaires » où on lui reprochait d'avoir fourni son nez, montrant comment des fonctionnaires soucieux de préserver les intérêts de l'administration locale contournent les directives venues de Pékin.

Un exemple, tiré de cette autocritique : « Dans le district de Tai'an de la province du Liaoning (Nord-Est), il y a eu deux enquêtes disciplinaires, et cela fait cinq ans qu'on a conclu que la direction locale du Parti communiste était complètement pourrie. Non seulement ces gens sont toujours en place, mais ils se sont même permis, récemment, de faire arrêter trois des quatre avocats qui comptent le district. »

Ses enquêtes — publiées sans sens mal, parfois interdites à la vente, circulant même à l'occasion sous le manteau comme une marchandise de contrebande... — lui ont permis de découvrir, dit-il, « la déception des masses envers le parti ». Point dissident, mais à coup sûr très dans son réformisme, Liu Binyan a dû se défendre pour sa sécurité : « Il a suffi d'un seul article (en 1957) pour que je me fasse traiter de droïte. Alors... » D'autant, souligne-t-il en s'autocritiquant auprès de ses pairs, qu'il a reçu, en six ans, quarante mille lettres de lecteurs soutenant son action ou attirant son attention sur leur pro-

pre sort. « Par contre, je n'ai pas reçu plus de dix lettres me critiquant ! »

Témoigner

Non pas qu'il se fasse des illusions sur l'impact de ses reportages-récits, trame d'un portrait de la société chinoise que ne renierait pas Zola. Le combat est par trop idéal. Mais c'est plus fort que lui, il faut qu'il témoigne : « Je viens de recevoir trois lettres d'un village du Shandong me rapportant le mort de deux paysans et d'un enseignant sous les coups de gens qui n'ont pas été punis. On a schématisé des familles, ou on leur a fait peur. Eh bien, dans le district voisin, cinq ans auparavant, j'avais dénoncé la mort de deux paysans dans des circonstances identiques.

» Lorsque les autorités centrales envoient une inspection, les fonctionnaires locaux font perdre un temps fou à tout le monde afin de faire mieux l'affaire. Dans le meilleur des cas, on accepte de passer l'éponge sur des méfaits insignifiants imputés aux victimes, avec une malice décommodante. Mais les coupables, eux, ne sont jamais poursuivis ni même inquiétés. Ils continuent à faire carrière dans le parti... »

En conclusion de ce texte, qui pouvait s'intituler « J'accuse ! », Liu mettait le pouvoir au défi de s'expliquer une bonne fois : « J'espère qu'à la suite de cette enquête sur mes écrits on pourra juger de ma personne, et déterminer si j'ai agi au bénéfice ou au détriment du parti et du peuple. Si j'ai suivi une voie erronée, je demande instamment aux camarades chargés de la propagande de me montrer la voie correcte, de m'indiquer ce que je peux écrire et ce que je ne peux pas écrire, et quelles sont les erreurs que je dois corriger... »

sournoises, comme lorsqu'elle dénonçait jadis Khrouchtchev par Tito interposé... Les premiers limogages touchent des intellectuels de renom. Sont-ils puissants à ce point qu'ils risquent de remettre en cause le pouvoir communiste, ou bien la culture demeure-t-elle le terrain de lutte privilégiée entre factions politiques ?

Ce type de critique rappelle aussi de mauvais souvenirs : dénonciation des ans par les autres, autocritiques, campagnes contre des « œuvres d'égotisme ». Des textes longs, bien dévotionnels d'affaires brûlés, auxquels on reproche de dire une vérité qui ne plaît plus : un article du journaliste Liu Binyan sur la corruption de certains dirigeants de la ville de Xian, publié il y a deux ans dans le *Quotidien du peuple*, est aujourd'hui déclaré nuisible parce qu'il « rompt de vieilles blessures » et risque de nuire à l'image du parti... Freud, « réhabilité » en 1984, et Sartre sont à nouveau vilipendés.

On en est encore une fois réduit à décrypter à la loupe les articles fleuves de la presse, à la recherche de la petite phrase, de l'obscure allusion à une circonstance passée ou à une période historique, de l'emploi ou de l'omission du titre de tel ou tel, de sa présence ou de son absence lors d'un événement. Cette gymnastique de l'esprit n'est pas seulement le fait des observateurs étrangers, mais aussi celui des Chinois, qui — une fois de plus — ne savent plus très bien où ils en sont.

Qui gouverne ? Cette question, bien des Chinois se la posent avec angoisse, alors qu'ils avaient un temps cru que le passé avait été enterré. Ils se demandent vers qui se tourner en cas de « pépin », ou s'ils pourront continuer à « faire des affaires ». « On est revenu dix ans en arrière », la révolution culturelle s'est achevée en 1976 — nous a dit quelqu'un avant de s'éloigner brusquement, se croyant suivi par l'omniprésente sécurité publique (la police).

L'incertitude est pire encore en province, où les nouvelles, vendues tardivement de Pékin, sont parfois déjà déclassées quand elles arrivent. A Canton, à la mi-février, un officiel, nous confiait qu'après la

(Publicité)
LE DÉTOUR DE GIBRALTAR BIEN TÔT INFRANCHISSABLE ?
L'entrée de l'Espagne dans le Marché commun va-t-elle éliminer les maigres avantages consentis par l'Europe au Maroc ?
Chef de la rubrique économique à Radio France Internationale (RFI), Jean-Louis Gombard tire la sonnette d'alarme. La CEE doit demeurer ouverte aux agrumes du royaume chrétien. Au-delà des enjeux économiques, il y va du maintien des relations politiques privilégiées, entre les deux parties.
Dans le numéro de mars d'ARABES, le magazine du monde arabe et de la francophonie, en vente en kiosque et dans les librairies.
« ARABES »
78, rue Joubert, 75017 Paris

كلنا من الأصل

Enquête

de l'après-Deng Xiaoping

Dans le Sud, « il n'y a que les affaires qui comptent »

CANTON
de notre envoyé spécial

Dans la métropole du Sud, où toutes les antennes de télévision sont orientées vers Hongkong, la lutte contre le « libéralisme bourgeois » semble avoir du mal à prendre. Certes, la presse s'y est lancée à corps perdu sur instruction de la capitale, et les membres du parti se sont remis à l'étude. Mais la vie continue comme à l'accoutumée. Plus ouverte vers le monde extérieur, partie de millions de Chinois d'entre-tour, la province sait coller à la ligne officielle avec tout l'enthousiasme verbal nécessaire pour continuer tranquillement, pour le moment, son petit bonhomme de chemin.

« Il n'y a pas de libéralisme bourgeois ici », affirme tout de go M. La Jian, un des responsables du bureau des affaires extérieures. Nous n'avons ici aucune personnalité libérale bourgeoise connue », comme, par exemple, l'universitaire Fang Lihui, récemment exclu du PCC. Un autre officiel ajoute : « Fang était trop pressé. Ses idées étaient bonnes, mais il a effrayé les cadres ». Un autre encore, pour expliquer le fait que les responsables locaux sont invisibles : « Ils ne veulent pas vous recevoir. Ils ne comprennent pas bien la situation. En fait, ils sont mal informés de ce qui se passe à Pékin ».

M. Qin Mu, vieux essayiste, vice-président de l'association des écrivains de la province, assure d'abord que M. Wang Meng est toujours ministre de la culture. Puis, informé des rumeurs courant à Pékin sur sa démission, il prend le contre-pied : « Il est possible qu'il y ait eu des changements dont je ne sois pas au courant. Wang Meng est un vieil ami, mais je peux dire qu'il est meilleur écrivain que ministre... » M. Qin est, certes, pour l'ouverture, qui permet de mieux connaître la littérature étrangère, mais son choix s'arrête à Flaubert et Balzac. Pour lui, la tâche de l'écrivain se limite à encourager la stabilité, l'unité, la modernisation, à faire la part entre le bien et le mal... En revanche, une œuvre « pornographique », dans le style de l'ami de Lady Chatterley, risquerait de rendre excités de nombreuses jeunes filles de treize ans.

Quel contraste entre ces bureaucrates et une ville en pleine expansion, qui a le commerce à fleur de peau sous une mince couche d'idéologie. Ainsi, cet industriel privé du textile, M. Chen Xingchang, qui se félicite de la ligne officielle, mais n'a pas honte de n'être pas membre du parti. Pourtant, le PCC, par une exigence hardie du marxisme, autorise l'admission des entrepreneurs privés. A-t-il l'intention de demander sa carte ? La seule chose qui compte dans sa vie, ce sont les

affaires. Je n'ai pas de temps pour la politique. Beaucoup d'hommes d'affaires comme moi veulent rester neutres. Si on adhère, il faudra obéir à leurs règles, étudier, perdre une partie de son temps. En restant neutre, on peut consacrer toute son énergie au business... »

C'est peut-être à cause de cela que, tout en répétant sans cesse, à Canton, qu'il faut lutter contre ce pernicieux « libéralisme bourgeois », on ne sait toujours pas ce qu'il représente. M. Xia Shi, éditeur du quotidien du soir Yangcheng sous le pseudonyme de l'Humble Voix, estime qu'à Canton il faudra « au moins six mois » pour déterminer quels sont les caractéristiques spécifiques locales du « virus » libéral... En d'autres termes, « wait and see ».

D'ailleurs, selon une source occidentale, les autorités locales ont demandé à Pékin de faire attention aux effets néfastes que la campagne pourrait avoir à Hongkong et à Taiwan, ainsi que sur les investissements des Chinois d'entre-tour à Canton. Déjà, au nouvel an chinois, les gens avaient dépensé moins d'argent, lancé moins de pétards. En revanche, ils s'étaient pressés en grand nombre dans les pagodes. « La chute d'une personnalité importante (M. Hu Yaobang) en cette période est considérée par les Cantonais comme de mauvais augure pour l'année du Lapin », ajoute un diplomate.

M. Xia Shi prêche la prudence. Surtout, ne pas inquiéter le public. Par exemple, taxer de « libéralisme bourgeois » des hommes d'affaires privés qui « exploitent leurs employés » risque « d'affecter l'ensemble des forces productives », dit-il. Il faut donc limiter cette campagne au parti : « Les ouvriers et les paysans ne savent pas ce dont il s'agit. Ce n'est donc pas nécessaire que le public comprenne ce que cela veut dire ». En clair, c'est trop compliqué pour eux et, d'ailleurs, ils s'en désintéressent.

Deux mondes se côtoient

Car la politique ne semble pas la préoccupation première des Cantonais. Ils se méfient des outas de la capitale, de leur impact sur leur propre vie et sur les affaires. « Quand la brise souffle à Pékin, la tempête fait rage dans les provinces. (...) Des bonnes mesures peuvent être réduites à néant par de mauvais cadres locaux », entend-on dire.

A la presse du parti, les Cantonais préfèrent ces « petits journaux » critiqués officiellement parce qu'ils ne parlent que de cour et de crimes. Ils regardent plus volontiers la télévision de Hongkong, où la chaîne locale en dialecte cantonais, plus dynami-

que et entrecoupée de nombreux spots publicitaires que la chaîne nationale. Ils écoutent la nouvelle radio locale. Rivière des perles, dont ni le ton ni la musique ne diffèrent beaucoup de ce que l'on entend à Hongkong. Même la propagande obligée y prend un petit air léger...

Quand même, si l'on veut continuer à voyager vers la colonie britannique, gagner et dépenser plus d'argent, il faut faire montre d'un peu d'orthodoxie. Ainsi Canton vient d'interdire le bikini dans les spectacles : le bureau de la culture a décerné qu'il est « réservé au cultisme ». Cela n'empêche pas les magasins de regorger de vêtements chers dont le prix peut atteindre un ou plusieurs mois de salaire. « Les jeunes sont fous de mode, ils s'habillent parfois de manière plus fantaisiste qu'à Hongkong », dit M. Chen. Comme ces jeunes filles, vues dans la rue, en chaussures de simili-serpent à talon haut, vêtues d'un seul collant noir et d'un sweat-shirt.

Deux mondes se côtoient dans cette ville qui vit jusqu'aux heures avancées de la nuit, où l'on peut tout trouver pourvu qu'on soit prêt à le payer, où les embouteillages sont fréquents, où tout le monde peut prendre un taxi et entrer dans les hôtels pour étran-

gers. Le monde des employés et des cadres du régime, d'une part ; ils s'habillent comme partout ailleurs en Chine, restent compassés, même si nombre d'entre eux se dédient quelque peu au contact des tropiques. Ils vivent avec un salaire modique. L'autre monde, c'est celui de ceux qui se débrouillent tout seuls. Beaucoup de Cantonais abandonnent leur « unité de travail » — cellule de base de la société communiste — pour tenter de faire fortune par leurs propres moyens, et pour eux seuls. Ils prennent exemple sur leurs lointains parents qui ont si bien réussi dans les mers du Sud, en Californie ou porte de Choisy, à Paris.

Pour eux, la lutte contre le « libéralisme bourgeois » et l'« occidentalisation totale » est quelque chose de bien lointain et abstrait. Faute de pouvoir résister totalement aux ordres venus du froid, on ironise : « Un dirigeant est venu l'an dernier en inspection, nous a dit un responsable économique. Il a estimé que la modernisation à Canton se limitait à quelques hôtels. Mais quand il a vu que le service y était de première classe, il a dit que le reste du pays devrait en faire de même ». La rumeur voudrait que ce « dirigeant » fût M. Deng Xiaoping.

P. de B.

Les petits patrons restent sceptiques

Les machines à coudre crépitent dans le souper. De jeunes ouvrières montent à la chaîne des vêtements d'enfants multicolores. Dans un coin, l'une d'entre elles épiluche les légumes pour le déjeuner. On se croirait presque dans une de ces « sweat-shops » (usines à sueur) d'Asie du Sud-Est, n'était une certaine décontraction ambiante. Trente-cinq ouvrières travaillent ainsi, sur trois étages, pour un « gros bonnet » de l'industrie privée du textile de Canton, M. Chen Xingchang. Ce Shanghaïen sexagénaire exhibe fièrement, dans son bureau, le certificat du « mérite de l'homme d'affaires privé », frappé du drapeau rouge.

En 1986, il a fait un chiffre d'affaires de 900 000 yuans (11 yuans valent 1,60 franc français) et un profit net de 80 000 yuans. Alors que le revenu moyen du citoyen chinois est de 828 yuans par an... Et celui des ouvrières que M. Chen emploie entre 300 et 350 yuans par mois. Pas étonnant qu'il approuve la politique selon laquelle certains peuvent devenir riches plus vite que les autres, et qu'il refuse de croire aux rumeurs sur la lutte contre la consommation et pour la vie frugale.

M. Chen affirme réinvestir presque tous ses bénéfices. Il aime le « mode parisienne », reçoit des revues spécialisées françaises ou japonaises, mais se destine aux marchés villageois ; à des gens qui valent des vêtements bon marché, solides et conventionnels. Une clientèle stable et peu exigeante, qui sait qu'elle trouvera chez lui mieux qu'au magasin d'État.

Car la qualité du service est le leitmotiv des commerçants

privés. Tel M. He Ben, bottier, qui, tout en payant son personnel deux fois mieux que l'État, parvient à fournir plus vite une production mieux adaptée aux goûts de la clientèle. Dans son échoppe, on fait asseler le client sur un tabouret pour essayer ses chaussures, alors que dans les boutiques d'État des vendeuses bourgeoises lui jettent pour ainsi dire à la figure une taille approximative. Les mécontents n'ont qu'à aller chercher ailleurs.

Il y a quatre-vingt-dix mille petits patrons à Canton. Ils emploient soixante mille personnes déclarées, plus, sans doute, des membres de leur famille. Dans un système communiste, il est exclu qu'ils se lancent dans la grosse industrie ou le commerce de gros. Il leur faut donc se restreindre au petit commerce, à l'artisanat, à la restauration, à la réparation ou aux services. L'État, actuellement, ne leur met pas de bâtons dans les roues et les taxes légèrement (entre 3 % et 10 %). Mais ils sont obligés de se fournir au marché libre — plus cher — et souffrent, comme tout le monde, de la pénurie d'énergie, d'espace et de matières premières.

Depuis 1986, le régime s'efforce de les former politiquement et juridiquement. Cependant, même s'ils obéissent aux nouveaux slogans à la mode — « Économies et travail dur » — une campagne incitative a été lancée contre eux dans la population : on leur reproche d'avoir un revenu qui augmente plus vite que celui des salariés. Pour le moment, les petits patrons ne s'en font guère : ils en ont vu d'autres pendant la révolution culturelle, et ils savent que si le PCC a accepté leur existence, c'est qu'il a besoin d'eux...

L'éditeur d'art JEAN de BONNOT commémore le bicentenaire d'un grand exploit de la Marine française

1787
1788

Dernier voyage et naufrage de l'expédition de La Pérouse

Un commandant aux nerfs d'acier

Pour cet exploit, il fallait un commandant capable de mener deux vaisseaux à travers les grandes tempêtes de l'Atlantique sud, d'échapper aux embûches du Cap Horn, aux typhons, aux climats extrêmes de l'Équateur et aux tentatives des glaces de la Sibirie. Les noms des meilleurs capitaines furent soumis à Louis XVI et le choix souverain se porta sur le comte de La Pérouse dont les états de service pendant la guerre d'Indépendance américaine avaient été des plus brillants. Le roi lui donna personnellement les instructions précises sur la mission à accomplir : « Deux frégates l'Astrolabe et la Boussole, ayant à bord un corps scientifique d'élite, appareilleront de Brest le 1^{er} août 1785. Elles steindront l'Océan Pacifique par le Cap Horn, remonteront au Nord-Ouest de l'Amérique par les îles de Pélagie et Hawaï, se rendront en Chine, en Sibirie, puis redescendront vers les mers



Il y a 200 ans :
le voyage autour du monde de
La Pérouse
ou la tragique épopée des deux Océans

du Sud. Durant cette expédition, les cartes et les données scientifiques seront recueillies et complétées. Un intérêt particulier sera porté aux coutumes et aux mœurs des sauvages, sur lesquels courent les plus folles légendes. Cette moisson de découvertes scientifiques aura un grand retentissement.

Les équipages périssent, mais les documents sont sauvés

Si le journal de La Pérouse, les cartes et les documents de l'expédition n'avaient été remis à M. de Lesseps, à Kamtchatka, la perte pour la science aurait été irréparable. Le dernier rapport de La Pérouse fut expédié de Botany Bay, en Australie, le 26 janvier 1788. Puis ce fut le silence.

Malgré les différentes recherches effectuées, c'est en 1828 seulement que le commandant Dumont d'Urville retrouva l'épave de l'Astrolabe près de l'île de Vanikoro et apportera des preuves : les récipients semblent avoir été massacrés par les indigènes après leur naufrage.

Par la suite, d'autres recherches furent entreprises par la Marine nationale, mais on ne saura peut-être jamais les circonstances exactes de la perte des deux vaisseaux et l'Océan garde encore de nos jours le secret de la mort de La Pérouse et de ses intrépides marins.

Un ouvrage d'un intérêt exceptionnel

Le « Voyage de La Pérouse » est un livre exceptionnel dans lequel le navigateur a noté scrupuleusement tous les événements de son grand périple. Dans notre édition du bicentenaire, nous avons pu biter le texte intégral de son journal de bord. Nous y avons ajouté les relations du commandant Dumont d'Urville et d'autres marins au sujet de la découverte de l'épave. Cette collection en deux volumes est amplement illustrée de documents de l'époque et à chaque page sont reproduits, d'après des gravures anciennes,

les portulans ou les profils côtiers des principaux endroits reconnus par l'expédition.

Cet ouvrage complet en deux volumes, édité sous ma signature, a bénéficié de toutes mes attentions. La reliure est en plein cuir de mouton bleu outremer coupé d'une seule pièce. Les plats et le dos sont ornés de motifs de l'époque, frappés à froid ou à chaud avec de l'or véritable titré 22 carats. La tranche supérieure est également dorée à l'or véritable. Le papier est le vergé bibliophile filigrané à mes armes dans la masse. La composition manuelle à l'ancienne est fidèlement reproduite. Les finitions sont raffinées : dos galbé, mors marqués, gardes de style, signet et tranchettes tressées, cahiers cousus au fil robuste, etc.

C'est cette belle édition que je désire offrir à mes fidèles clients avec la garantie habituelle de remboursement en cas de non-satisfaction.

Garantie totale

Il vaut mieux avoir peu de livres, mais les choisir avec goût. Les beaux livres ne peuvent être vendus à vil prix, mais ils donnent à l'amateur éclairé des satisfactions inépuisables. Je ne publie que des œuvres de qualité, soignées dans les plus petits détails, qui prennent de la valeur chaque année, car l'irréversible et le cuir embellissent avec la patine du temps. C'est pourquoi je m'engage à racheter mes ouvrages au souscripteur pour le même prix et à n'importe quel moment.

CADEAU
Les souscripteurs qui renverront leur bulletin dans la semaine, recevront, avec cet envoi, une esquisse originale sur bois représentant un paysage. Cette gravure de 14 x 21 cm est une véritable petite œuvre d'art, numérotée et signée par l'artiste. Elle leur restera acquise, quelle que soit leur décision.
Jean de Bonnot

Prêtez-moi ce livre S.V.P.

à envoyer à JEAN de BONNOT
7, Faubourg Saint-Honoré 75392 Paris Cedex 08

Oui, envoyez-moi, pour un prêt gratuit de dix jours, le premier volume du « Voyage autour du monde » de La Pérouse, auquel vous joindrez mon cadeau.

Si ce premier volume ne me convient pas, je vous le renverrai dans son emballage d'origine, dans les dix jours, sans rien vous devoir, mais je conserverai de toute façon la gravure que vous m'offrez.

Si je décide de la garder, je vous réglerai le montant de 131,50 F (+ 14,60 F de frais de port). Dans ce cas, vous m'envoyerez le deuxième et dernier volume au même prix, le mois suivant.

Nom Prénom
N° Rue
Ville Code postal
Signature 1

Je déclare sur l'honneur que tant mon adresse que ma signature sont conformes.

Le Monde
sur minitel

IMMOBILIER

Pour trouver un logement
30 000 affaires Paris-Provence. Garantie FNAIM.
36.15 TAPÉZ **LEMONDE**

SCIENCE & TECHNIQUE



MARS 87

Logiciels de mise en page :
FAITES VOTRE JOURNAL VOUS-MÊME

Diplomatie

Les déclarations du président de la République devant la presse

M. Mitterrand : « Une politique étrangère pour un quart de siècle »

M. François Mitterrand était, mardi 10 mars, l'hôte à déjeuner de la presse diplomatique française. Le président de la République a expliqué, à cette occasion, les raisons pour lesquelles il avait apprécié de manière positive les dernières propositions de M. Gorbatchev, et il a justifié les négociations sur les armes nucléaires (nos dernières éditions datées mercredi 11 mars).

A la fin de sa prestation, M. Mitterrand a fait la déclaration suivante :

« La politique étrangère de la France, telle qu'elle est menée au travers des différents présidents de la République et des différents gouvernements, marque, pour certaines données fondamentales, sa constance et sa continuité.

« C'est vrai, en particulier, des relations Est-Ouest.

« C'est vrai de sa politique méditerranéenne et africaine.

« C'est vrai - il y a des variantes de temps à autre, naturellement - de la politique française au Proche et au Moyen-Orient.

« C'est vrai de la politique à l'égard des conflits ouverts d'Asie - Afghanistan, Cambodge, etc.

« C'est de plus en plus vrai de la politique à l'égard du tiers-monde. J'entends avec plaisir un certain nombre de voix qui viennent rejoindre le chœur que j'avais tenté d'organiser auparavant pour que l'aide au tiers-monde, la réduction du fossé qui sépare les pays riches des pays pauvres, fussent enfin entreprises. Je pense qu'il n'est pas concevable qu'il n'y ait pas, par exemple, abandon de la dette par les pays les plus pauvres - abandon de certaines fractions de dette, ou de la dette, et aménagement pour les autres.

« Je pense que la France doit rester fidèle - et la politique de la France reste constante aussi en ce point - à l'égard des droits des peuples. Aucune intervention d'un pays puissant sur le territoire d'un pays plus faible n'est tolérable.

« En Amérique latine, ou plus encore centrale, la règle de conduite, c'est que la France soutient les pétitions de principe du groupe de

Contadora et du groupe de Lima qui supposent le refus de toute ingérence ou intervention militaire étrangère dans l'un de ces pays.

« Pour en revenir à la politique africaine, bien entendu, nos amis traditionnels sont les francophones, mais nous continuons - et j'en suis également heureux - de participer à l'évolution et au développement de pays comme l'Angola ou le Mozambique, c'est-à-dire des pays qui sortent de l'aire traditionnelle de l'influence française.

« Je pourrais continuer ainsi, en insistant maintenant sur la continuité de la politique de la France, malgré les incidents de passage, à l'égard de l'Europe. La France a

reculé : la France est parfois contrainte, par ses propres possibilités budgétaires, de réduire la portée de ses initiatives, et cela peut se comprendre dès lors que cela n'est pas systématique, mais la démarche européenne de la France marque une constante.

« C'est pourquoi, lorsque je vois, ici ou là, un certain nombre de commentateurs qui disent : mais, sur le plan de la politique extérieure, la situation née des élections du 16 mars, le fait qu'il y ait un président de la République élu par une majorité - un gouvernement représentatif d'une autre majorité, font que la politique étrangère de la France ne change pas, sans aucun doute, à



accepté tous les grands axes qui ont marqué le développement de l'Europe depuis l'origine : les accords de Gaule-Adenauer ; sous le septennat de M. Giscard d'Estaing, le Conseil européen, le système monétaire européen, l'élection du Parlement au suffrage universel ; sous mon septennat, l'Europe maritime, l'Europe de la pêche, l'Europe bleue, l'élargissement du Marché commun à l'Espagne et au Portugal, l'Europe de la technologie, l'accord de Luxembourg, le traité de Maastricht, l'Europe structurelle et régionale. Sur tous ces grands dossiers, on observe ici et là des positions plus ou moins favorables, quelquefois des

tous moments, une mise au point permanente et précise, je réponds que la ligne générale est celle dont j'ai hérité ou que j'ai décidée, et j'espère qu'il en ira ainsi après moi, parce qu'un pays comme la France ne peut pas se permettre d'avoir une politique étrangère sur les grands axes - bien entendu, il peut y avoir des différences ici ou là sur des problèmes secondaires, - seulement pour sept ans ou pour cinq ans, et quand je dis cinq ans, je pense à la durée de la législature ; c'est une obligation, je l'espère, pour pouvoir improviser, là aussi il y a des variables - disons, un quart de siècle, ou de moins de quoi un pays ne serait pas un grand pays.

L'agence Tass présente favorablement les propos du chef de l'Etat

L'agence Tass s'est félicitée mardi 10 mars de l'approbation par la France, réaffirmée par M. Mitterrand, de la proposition soviétique sur l'élimination des missiles à portée intermédiaire en Europe.

Citant, dans une dépêche datée de Paris, la déclaration du président de la République devant l'Association de la presse diplomatique, l'agence soviétique souligne que « le président a attiré l'attention sur le fait que la proposition soviétique correspond à la position des pays occidentaux ».

Tass relève également que le président Mitterrand a préconisé un désarmement à la fois « équilibré » et « contrôlable ». L'agence ne fait cependant pas état des propos de M. Mitterrand déclarant que la force de frappe française n'était pas

négociable et qu'il n'était pas question pour la France de renoncer à l'armement nucléaire stratégique.

Dans une autre dépêche datée de Tokyo, Tass souligne que, à l'issue de ses entretiens avec M. Jean-Bernard Raimond, ministre français des affaires étrangères, a déclaré que « conclusion d'un accord sur l'élimination des missiles à portée intermédiaire en Europe et sur leur limitation en Asie constituerait un progrès substantiel dans le domaine du désarmement ».

D'autre part, le gouvernement américain escompte pouvoir déposer bientôt à Genève les mesures de vérification qu'il préconise pour un accord sur l'élimination d'Europe des missiles à portée intermédiaire, a indiqué mardi le département d'Etat.

Les socialistes voteront la programmation militaire

M. Pierre Joxe a annoncé, le mardi 10 mars à l'Assemblée nationale, que le groupe socialiste votera la loi de programmation militaire 1987-1991 adoptée en conseil des ministres le 5 novembre 1986. Le président du groupe a indiqué que c'est M. Michel Rocard qui interviendra, au nom des élus socialistes, dans ce débat à partir du mercredi 8 avril.

M. Joxe a également précisé que cette attitude s'expliquait par le consensus existant actuellement sur les questions de défense et que la position arrêtée par les députés socialistes ne serait modifiée que si des changements importants intervenaient avant la discussion.

[Les socialistes voteront donc pour la première fois une programmation militaire présentée par un gouvernement de droite. De telles lois de programme existent depuis un quart de siècle. Le PS avait déjà franchi un premier pas le 13 novembre 1986 (le dimanche 14 novembre), en choisissant l'abstention, plutôt que le vote négatif, lors de l'examen du budget 1987 de la défense, premier budget de la loi de programmation militaire 1987-1991.]

Les élus socialistes, par la bouche de M. Pierre Joxe, avaient à l'époque regretté que le gouvernement n'ait pas « procédé de manière constante à faire voter le premier budget d'application d'une loi quinquennale dont le Parlement n'avait pas encore été saisi ».

SCIENCE & TECHNIQUE

• TOUT SUR LES NOUVEAUX MACINTOSH

MARS 87

L'héritier décideur

PROFITANT allègrement de la conjoncture, qui n'est guère favorable à M. Chirac, M. Mitterrand enfonce son clou avec détermination et parfois avec humour : oui, il est bien le vrai maître de la politique extérieure française et de la défense, et c'est bien d'ailleurs parce qu'il contrôle toujours ce secteur de la vie publique que la France y fait preuve de « constance » et de « continuité » puisque « la ligne générale est soit celle que j'ai héritée, soit celle que j'ai décidée ».

Tel est, pour l'essentiel, le message que le président de la République a délivré, mardi 10 mars, au cours de sa prestation devant l'Association de la presse diplomatique. Message amplement mérité, puisque, avant de se prêter aux questions des journalistes, M. Mitterrand a tenu à commenter la séance par un véritable « cours du soir » consacré aux négociations américano-soviétiques sur les armes nucléaires et à la clerc par une péroraison destinée à prouver, citée à y mettre une bonne dose de malice, que tout va finalement pour le mieux dans la diplomatie française depuis qu'un certain nombre de choses viennent se joindre au chœur que j'avais tenté d'organiser auparavant.

Depuis le conseil des ministres de la semaine dernière et la communiqué de l'Elysée qui s'ensuivit pour dire « oui » aux propositions de M. Gorbatchev, on connaissait l'état d'esprit du président de la République sur ces questions. Une position finalement beaucoup plus proche de celle de bon nombre de membres de la majorité actuelle, et qui prend en compte la plupart des objections qui peuvent être faites à l'option zéro. M. Mitterrand n'a donc pas innové en traitant de ce chapitre. Il a, en fait, réservé la leçon faite aux membres du gouvernement la semaine dernière. Mais il l'a faite avec brio, un homme qui possède parfaitement son sujet et qui prend presque du plaisir à ces jeux de guerre, tant qu'ils ne restent au domaine psychologique et intellectuel, ce qui constitue après tout l'essence de la discussion.

Les arguments du chef de l'Etat sont connus pour qu'on n'y revienne pas en détail : la France doit « se réjouir » de ne pas être impliquée dans une négociation qui ne peut pas la concerner, puisqu'elle porte sur des armes intermédiaires alors que la force de dissuasion française constitue « un système central, stratégique ». Mais ce n'est pas parce que M. Gorbatchev se rallie à l'option zéro, « une demande inacceptable de l'Occident depuis huit ans, que nous allons tourner dos ». Nous ne sommes d'ailleurs pas au bout de la négociation américano-soviétique, et il faudra juger sur pièces. Voici

d'ailleurs le teneur du message confié samedi dernier par M. Mitterrand à M. Voronov pour qu'il le transmette à M. Gorbatchev : une option zéro ne pourrait concerner la France que si elle s'appliquait non pas à un seul système d'armes nucléaires, mais aux systèmes centraux, c'est-à-dire à l'ensemble des pénalités nucléaires, autrement dit si l'URSS envisageait le démantèlement non pas de ses seuls SS-20 mais de toutes ses armes nucléaires. M. Mitterrand a précisé qu'il ne pensait pas que cette hypothèse soit envisagée avec bienveillance par M. Gorbatchev.

Puis vint le temps des piques et des affirmations de principe. Pour ce qui est des « banderilles » plantées dans l'encolure de M. Chirac et que le premier ministre se fera sans doute un devoir de ne pas relever : non, M. Mitterrand n'a eu aucun « difficultés pour » que son point de vue sur les négociations puisse prévaloir au cours de la conversation qu'il eut la semaine dernière avec M. Chirac ; grâce à son action, M. Mitterrand ne peut que se réjouir du rétablissement de relations amicales avec Madrid ; certes, certes, dans la majorité actuelle ne voyaient pas d'un bon œil l'entrée de l'Espagne dans la CEE, mais, toujours grâce à lui, ce fut fait, et « ça n'a pas été difficile » depuis les élections législatives de l'an dernier.

Les « grands choix » de la France

Autres propos qui auront surpris, puisqu'ils étaient théoriquement destinés à prouver un consensus franco-français en ces matières : « Il n'est pas concevable qu'il n'y ait pas abandon de la dette par les pays les plus riches à l'égard des pays les plus pauvres, abandon pour certaines fractions de dette ou de la dette, aménagement pour les autres ». Jamais, à notre connaissance, M. Mitterrand, même lorsqu'il disposait d'une majorité parlementaire, n'était allé aussi loin dans cette voie.

Parmi les autres rappels à l'ordre en forme de satisfecit, il faut encore citer le chef de l'Etat, heureux de voir que la France continue à aider l'Angola et le Mozambique et réaffirmant la « règle de conduite » en Amérique centrale où M. Bariani, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, vient de donner matière à discussion en critiquant ouvertement le régime sandiniste : « La France soutient les pétitions de principe du groupe de Contadora et du groupe de Lima qui supposent le refus de toute ingérence, ou d'intervention militaire étrangère ».

Derniers sujets à propos desquels le président de la République n'avait pas l'esprit à pleurer : le Tchad et les otages. Sur le Tchad,

M. Mitterrand n'a guère fait dans la nuance. La solution du problème, a-t-il dit contrairement à ce qu'il a longtemps professé, « est d'abord militaire », et « l'aide française au président Habré - un homme qui conduit intelligemment les actions militaires auxquelles il est contraint pour récupérer l'intégrité de son territoire - s'accroît de mois en mois ».

Mêmes intentions de fermeté à propos du terrorisme et des prises d'otages. « Il est possible, a dit le président de la République, que la condamnation de Georges Abdallah alourdisse le contentieux avec l'ensemble du monde terroriste, mais, même si cela était probable, il ne faut pas traiter avec les terroristes », il ne faut pas « échanger un criminel contre un innocent », même si cela doit « priver d'espoir » les otages. L'espoir, toujours selon M. Mitterrand, il faut plutôt le rechercher du côté de la nouvelle intervention de la Syrie à Beyrouth-Ouest où, dorénavant, « il y a un peu moins d'insécurité et de troubles », il ne paraît guère optimiste, en revanche, sur l'issue des négociations franco-iraniennes, car Paris « n'a pas accepté de vendre des armes à l'Iran, et c'est peut-être aussi une des causes des difficultés pour régler la normalisation avec Téhéran et le problème des otages (L.). On ne peut pas traiter avec le terrorisme ou avec ses délégués ».

M. Mitterrand a cependant reconnu une nouvelle fois qu'il avait été pris à deux reprises, avant mars 1986, à l'égard de la Libye. « C'est le chef du commando qui avait essayé d'assassiner M. Bakiri, l'ancien premier ministre libyen, en échange de tous les otages français détenus en Libye. « Cela ne s'est pas fait », a-t-il ajouté. Il a été plus explicite encore dans une interview diffusée mardi soir par la télévision espagnole, à la veille de son déplacement à Madrid : « J'ai bien dit, il y a quelques mois, que, si l'Espagne ou l'Algérie ou l'Irak ou la France la totalité des otages actuellement détenus en Libye, l'avisagerais - et le gouvernement me le demandait - une grâce. Pas deux, pas trois, pas quatre, pas cinq. Cette ouverture n'a pas été saisie, elle est donc maintenant derrière nous ».

Ramenant, M. Mitterrand s'était montré aussi sûr de son bon droit à diriger la politique étrangère et de défense de la France. Les épreuves qui assaillent M. Chirac, l'y ont beaucoup aidé, mais le président de la République a aussi donné l'abré de toutes les luttes internes les « grands choix » de la France, des choix, a-t-il dit, qui sont faits pour vingt ou vingt-cinq ans.

JACQUES AMALRIC.

Avec l'accord des pays de l'Est et de l'Ouest

La Commission des droits de l'homme de l'ONU condamne les prises d'otages

GENÈVE
de notre correspondant

La Commission des droits de l'homme de l'ONU, dont les travaux doivent se terminer le 13 mars au palais des Nations, a adopté, sans vote, le mercredi 10 mars, une résolution présentée par la France condamnant les prises d'otages. Contrairement à ce qui s'était passé l'an dernier sur le même sujet, lorsqu'un texte semblable n'avait été réellement soutenu que par des pays occidentaux et s'était heurté à l'opposition de la Syrie, le projet a, cette fois, pour coauteurs des représentants de l'Ouest, de l'Est et du tiers-monde : RFA, Argentine, Costa-Rica, Etats-Unis, Honduras, Italie, Japon, Philippines, Togo et URSS. Notons que cette année la Syrie n'a, au sein de la Commission, qu'un statut d'observateur.

Le texte relève notamment dans ses considérants l'insécurité provoquée par l'augmentation du nombre de cas de « prises d'otages » qui concernent de plus en plus souvent des ressortissants d'Etats choisis en vue de faire pression sur ces Etats ou sur des tiers.

En conséquence, la Commission des droits de l'homme : « 1. Con-

danne énergiquement quels qu'en soient les auteurs et les circonstances la prise en otage de toute personne, qu'elle soit ou non retenue au hasard et quelle que soit sa nationalité ; 2. réprovoque l'action de tous les responsables de prises d'otages, quelles que soient leurs motivations, et exige qu'ils libèrent immédiatement les personnes qu'ils séquestrent ; 3. demande aux Etats de prendre toutes les mesures nécessaires pour prévenir et réprimer de telles prises d'otages et pour mettre fin immédiatement aux séquestrations et détentions de personnes sur leur territoire ; 4. prie le secrétaire général des Nations Unies,

chaque fois qu'un Etat le lui demande, de mettre en œuvre tous les moyens à sa disposition afin d'obtenir la libération immédiate des personnes détenues en otage ».

Tout en se félicitant de l'accord acquis au sein de la Commission, on peut se demander dans quelle mesure elle pourra influencer sur les Etats qui protègent les preneurs d'otages. Rappelons que tous les pays représentés à l'ONU ont signé les conventions de la Croix-Rouge internationale, qui interdisent catégoriquement et en toutes circonstances les prises d'otages.

ISABELLE VICINIAC.

Le Monde
sur minitel

L'ACTUALITE EN DIRECT

Etranger : les points chauds 24 heures sur 24

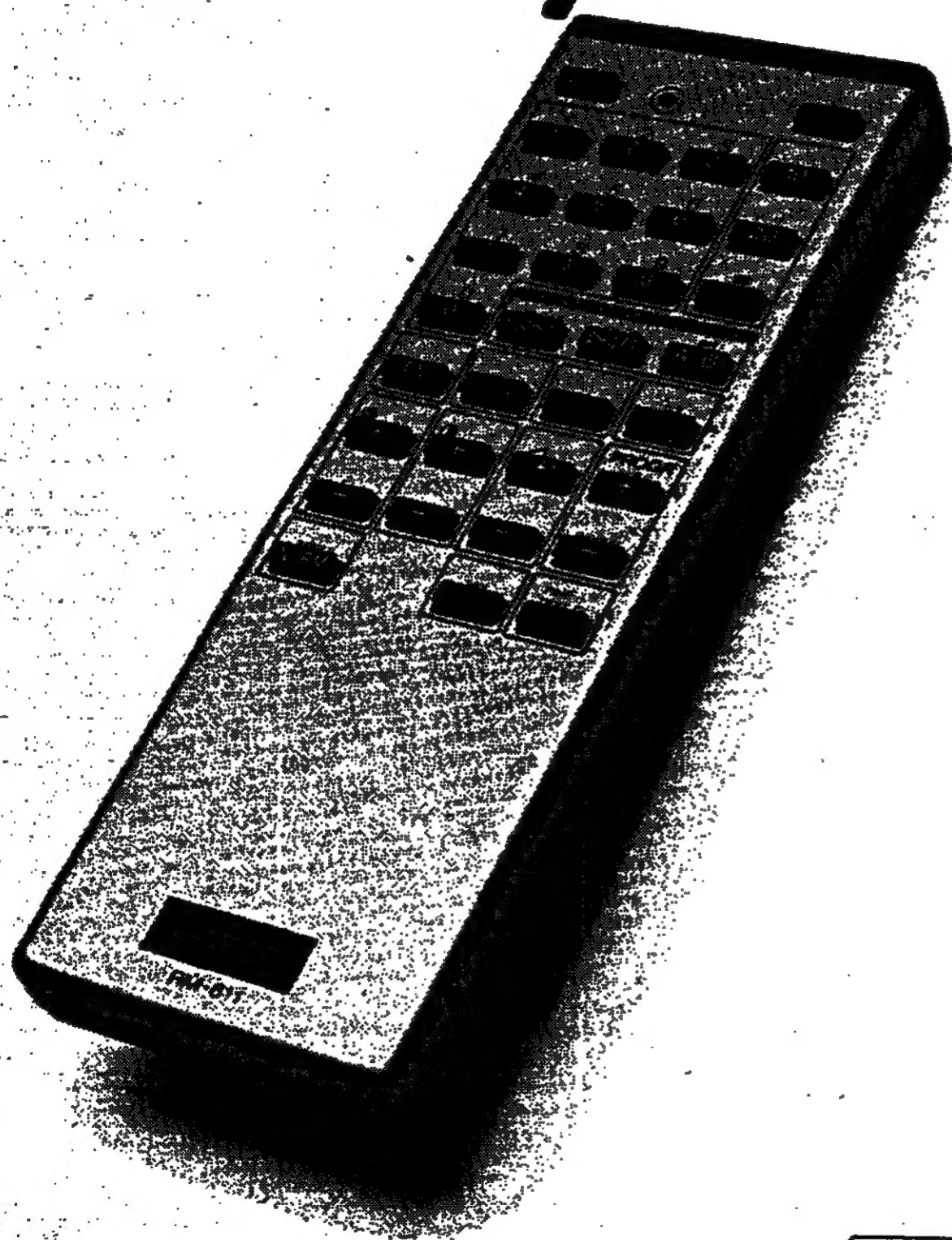
3615 TAPÉZ LE MONDE

البيان الصحفي

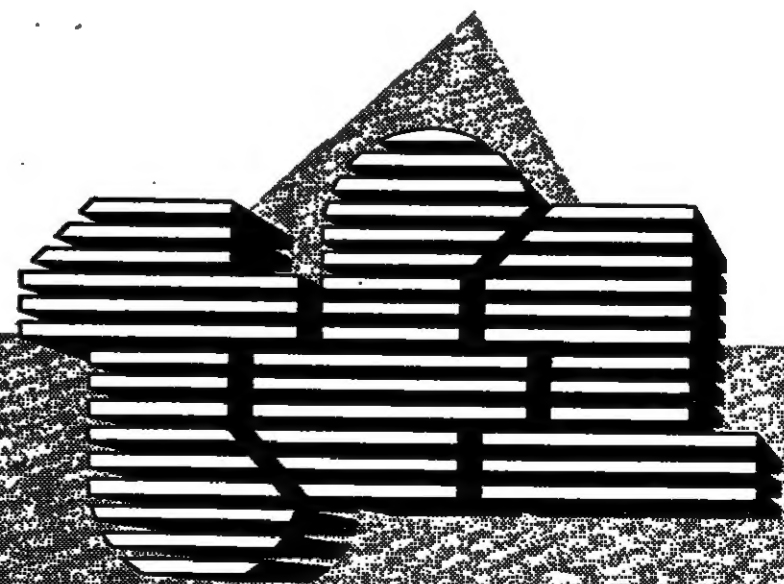
هكذا من الأصل

see Le Monde • Jeudi 12 mars 1987 9

Pour avoir la touche avec 41%
des Français, il n'y en a qu'une!



LYNOSIPAS



C'EST LA UNE.

le
vital
DIRECT
WIDE

RELIGIONS

L'Eglise et la bioéthique

Le document du Vatican provoque l'embarras de théologiens et de médecins catholiques

Présentant devant la presse à Rome, le mardi 10 mars, son instruction sur « la dignité de la procréation », le cardinal Josef Ratzinger, préfet de la Congrégation pour la doctrine de la foi, a déclaré que la vision sous-jacente de ce texte est celle de la « personne humaine, dotée d'une telle dignité qu'elle ne peut jamais être considérée comme un objet ». Il a distingué entre

« la logique du don de la vie et celle de la fabrication », pour expliquer l'opposition de l'Eglise catholique à toute forme de procréation artificielle (le Monde des 10 et 11 mars).

Ce document romain a provoqué de vives réactions d'hostilité dans les milieux médicaux. Il suscite également de graves

réserve chez les théologiens moralistes en France, particulièrement à la faculté catholique de médecine de Lille où est née en septembre dernier un bébé-éprouvette. Quatre fécondations in vitro sont en préparation au centre hospitalier Saint-Philibert qui en dépend. Elles iront jusqu'à leur terme. Quatre-vingt couples stériles sont en attente dans cet hôpital.

Dans l'Amérique, la revue des jésuites des Etats-Unis, le père McCormick donnait de manière fautive, le 17 janvier dernier, des conseils aux rédacteurs du document du Vatican sur les questions bio-éthiques : « Considérez votre enseignement comme progressif et ouvert à des révisions. Acceptez-le. Prenez un sérieux la complaisance des autres. Soyez positifs dans la ton. Prenez conscience du pluralisme de vos auditeurs. Appuyez-vous sur le travail de vos universitaires. »

La surprise — voire l'incrédulité — qui régit au lendemain de la publication de l'instruction (romaine) sur la dignité de la procréation, chez beaucoup de médecins catholiques et de couples et de théologiens, est à la mesure des attentes déçues.

Si la plupart savent gré au cardinal Ratzinger d'avoir dénoncé le jusqu'au-boutisme de certains savants, se servant de l'embryon humain comme d'un simple « matériel biologique », ils regrettent le caractère global et radical du refus de la procréation artificielle. La critique est triple : elle porte sur la méthode, l'argumentation et le ton.

Une consultation très sélective

La méthode, d'abord : le préfixe de la Congrégation pour la doctrine de la foi, a répété, mardi à Rome, avec quel soin extrême ce texte avait été préparé, en concertation avec des médecins, des biologistes, des couples et des juristes. Or l'impression prévaut, aujourd'hui, que cette consultation a été très sélective, menée principalement auprès des praticiens et des théologiens les plus conservateurs.

« M. Bazach veut rencontrer les autorités religieuses », dit le ministre de la santé et de la famille, M. Michel Bazach, a déclaré, dans une interview à Ouest-France, le 11 mars, qu'elle regrettait que l'Eglise n'ait pas été consultée plus tôt et qu'elle ait dû en venir à une décision sous une telle pression. Redoutant que le document du Vatican ne crée des difficultés, des crises de conscience aux couples et médecins catholiques, M. Bazach indique qu'il souhaite approfondir ces questions avec les autorités religieuses.

Un groupe de pression, qui passe pour l'un des plus influents à Rome, le Centre Jean XXIII pour l'éducation et la recherche médicale et morale, implanté aux Etats-Unis, a promptement réagi au document du Vatican, en déclarant qu'il s'agissait d'une « proclamation électorale réaffirmant la dignité de la personne humaine ». En revanche, M. Michel Feltus, recteur de l'Institut catholique de Lille et président de la Fédération internationale des universités catholiques, déplore « l'absence de dialogue ». Selon lui, les facultés catholiques de médecine — une trentaine dans le monde — n'ont pas été consultées.

Quant aux prises de position des évêques — relativement ouvertes en Grande-Bretagne, aux Etats-Unis, en Australie et en France —, il est dit simplement dans le texte du Vatican qu'elles avaient fait l'objet d'une « attentive évaluation ».

La deuxième critique porte sur le fond de l'argumentation romaine. Si la question des embryons surmédicaux dans la fécondation in vitro est effectivement la plus grave d'un point de vue éthique, certains déplorent l'absence de dialogue et le traitement de la stérilité au bénéfice d'un couple stable et marié.

On se reportera ainsi aux conditions énoncées par la faculté catholique de médecine de Lille avant la naissance d'Emilie, bébé-éprouvette.

Plusieurs réactions très négatives dans les milieux médicaux français

C'est peu de dire que le document romain « soulève un bloc » dans les milieux médicaux français. L'opinion française ne suivra pas davantage les injonctions du Vatican qu'elle ne l'a fait pour la contraception ou l'avortement, qui ont provoqué des réactions également excessives de la part du pape, a déclaré le professeur Emile Papet, chef de service de gynécologie-obstétrique de l'hôpital Antoine-Béclère (Clamart). Cette prise de position, a-t-il ajouté, « ne peut que maintenir l'écart qui existe entre les Français et l'Eglise catholique ».

Le professeur René Frydman, qui appartient également à l'hôpital Antoine-Béclère, « pense surtout aux patientes stériles de confession catholique qui trouveront dans cette condamnation une raison supplémentaire de désespoir ». Les bébé-éprouvettes sont le fruit du

le 15 septembre dernier : « la fécondation in vitro doit être faite au profit d'un couple stable, à partir des spermatozoïdes et ovules du vrai père et de la vraie mère. Aucune manipulation, ni destruction d'embryons ne doit avoir lieu ». Cette « charte » ajoutait : « nos convictions chrétiennes nous font un devoir de charité évangélique de venir en aide à des couples qui souhaitent vivement des enfants et en sont empêchés ».

Or, le dernier document romain, comme pour la contraception, s'en tient à la seule dimension « procréative » de l'acte sexuel. « Peut-on encore aujourd'hui, se demande le père Gérard Mathon, président des théologiens moralistes français, envisager une fécondation in vitro, indépendamment des circonstances, des intentions, du projet de ceux qui y ont recouru ? » (1).

D'où l'accusation portée de symétrie fallacieuse entre la contraception et la fécondation artificielle : la finalité de l'acte n'est pas prise en compte, car si d'un côté (contraception) elle refuse la vie, d'autre, elle la veut. La question fondamentale de la fin et des moyens est plus que jamais à l'ordre du jour de la théologie morale.

La troisième critique sur le ton de cette instruction romaine est peut-être la plus lourde de sens. « C'est une éthique à l'ancienne, déplore le père Mathon, celle des normes impératives qui bloque toute discus-

sion. Une éthique volontairement répétitive... » La question de la place des théologiens dans l'élaboration de la doctrine de l'Eglise est posée avec plus d'acuité. Or l'instruction romaine est, sur ce point, on ne peut plus clair. Il est demandé aux moralistes qu'ils approfondissent et rendent toujours plus accessibles aux fidèles les contenus de l'enseignement du magistère de l'Eglise, à la lumière d'une anthropologie solide en matière de sexualité. En somme, les théologiens ont une fonction d'enseignement, ils ne sont pas partie prenante d'une réflexion.

Le professeur Frydman rappelle que « notre Etat laïc s'est doté d'un Comité national d'éthique, qui, dans son avis de décembre 1986, distingue trois situations : feu rouge interdisant certaines recherches (fécondation interspécies, clonage, etc.) ; feu orange pour l'étude des caractéristiques chromosomiques de l'embryon tant que la finalité de ces recherches et les conditions de leur mise en œuvre ne sont pas précisées ; et enfin, feu vert pour certaines études sur l'embryon si elles sont justifiées scientifiquement ».

JUSTICE

Après l'attentat à la galerie Point Show

« Le Figaro » condamné pour diffamation envers un ressortissant libanais

La société de gestion du Figaro devra verser 30 000 francs de dommages et intérêts à un ressortissant libanais, M. Bassam-Jean Geriche, blessé dans l'attentat de la galerie Point Show le 20 mars 1986, au cours duquel son frère, Jean-Victor, avait été tué.

Les deux hommes avaient été désignés comme des terroristes dans un article intitulé *Champs-Élysées* : questions sur les Libanais tués, publié le 24 mars 1986, sous la signature d'Irina de Chikoff. Le sous-titre indiquait : « Les deux auteurs de l'explosion à la galerie Point Show étaient des Libanais proches des terroristes des FARL », en précisant toutefois que les enquêteurs « s'interrogeaient » sur leur rôle éventuel dans l'attentat.

Dans le corps de l'article, l'auteur citait l'usage des victimes, Nabil Daher, qui serait un ami de Georges Ibrahim Abdallah et Jean-Victor Geriche, en précisant : « Ce dernier ainsi que son frère, gravement blessé, seraient également parti de

La mouvance maronite-marxiste de Kobayat ».

Saisie par M. Bassam-Jean Geriche, la 17^e chambre correctionnelle de Paris, présidée par M. Jacqueline Clavery, a constaté, dans un jugement rendu le 10 mars, que les frères Geriche « sont donc présentés comme des terroristes » par un article « qui insinue que la partie civile et son frère seraient mêlés à l'attentat ».

En termes sévères, les magistrats ont refusé d'accorder le bénéfice de la bonne foi, pour conclure : « Les prévenus ne justifient d'aucune enquête personnelle sérieuse. L'article, tendancieux, manque d'objectivité et de prudence dans ses affirmations ».

En conséquence, le tribunal a condamné M. Max Cles, codirecteur de la publication du *Figaro* et M. Irina de Chikoff à 6 000 F d'amende chacun pour « diffamation publique », en ordonnant la publication du jugement dans deux journaux au choix de M. Geriche.

M. P.

M. Mazurier comparaitra devant le conseil de l'ordre des avocats

Le conseil de l'ordre des avocats à la cour de Paris a pris acte mardi 10 mars, au cours de sa réunion hebdomadaire, de la démission que lui a adressée M. Jean-Paul Mazurier après les déclarations faites par ce dernier sur le rôle qu'il joua en sa qualité de premier défenseur de Georges Ibrahim Abdallah. Pour autant, cette démission, présentée à l'ordre des avocats, ne met pas fin au pouvoir disciplinaire du conseil, qui a fait savoir par un communiqué que « la procédure disciplinaire qui a été engagée se poursuit et sera conduite jusqu'à son terme ».

C'est ainsi que le conseil a entendu M. Jean-Michel Agon et Christian Chambrère-Bourmazel, qu'il avait désignés le 3 mars pour établir un rapport d'information sur le cas de M. Mazurier. Les deux rapporteurs n'avaient cependant toujours pas recueilli les déclarations de leur confrère. De toute façon, M. Jean-Paul Mazurier, qui assistera M. François Gibault, devra comparaître personnellement devant le conseil, vraisemblablement au début du mois d'avril.

Une mère et son fils assassinés à Pau. — Danielle Burger, vingt-sept ans, célibataire, et l'une de ses deux filles, Samantha, sept ans, ont été découvertes, mardi 10 mars, assassinées dans une cité de la banlieue de Pau (Pyrénées-Atlantiques). Le cadavre, de la jeune femme a été découvert par les pompiers, dans sa chambre. Dans une autre chambre gisait Samantha, morte après avoir subi des sévices corporels. La seconde fille, Andorra, a été épargnée par l'agresseur.

Au tribunal de Paris

Condamnations pour importation et vente de faux tableaux

La treizième chambre du tribunal de Paris, présidée par M. Guy Joly, a déclaré, mardi 10 mars, coupables de publicité mensongère les cinq importateurs et les dix-sept revendeurs, en France, de peintures fabriquées de manière industrielle en Extrême-Orient et présentées au public comme des œuvres originales peintes à la main qui avaient comparu devant elle les 20 et 27 janvier (le Monde du 30 janvier).

Cependant, si M. Pierre Estrada, en sa qualité d'importateur principal, après avoir été lui-même peindre, se trouve condamné à dix-huit mois de prison avec sursis et 100 000 F d'amende, tous les autres prévenus ne se sont vu infliger que des amendes : 100 000 F pour M. Lucien Chemla et Michel Theuvs, 50 000 F pour MM. Djeloul, Sebili et Albert El Hazan, aux aussi importateurs, et 20 000 F pour chacun des dix-sept marchands forains revendeurs.

Deux associations de consommateurs, FO Consommateurs et l'Union fédérale des consommateurs, qui s'étaient constituées parties civiles, obtiennent chacune 10 000 F de dommages-intérêts. Le tribunal ordonne en outre la publication de sa décision dans quatre quotidiens parisiens, France-Soir, le Figaro, le Monde, Libération, et un hebdomadaire, VSD.

CATASTROPHES

Les séismes en Equateur auraient fait plus de trois cents morts

Le bilan des séismes, qui se sont produits dans la nuit du 5 au 6 mars en Equateur, s'alourdit au fur et à mesure que s'écoulent les nouvelles concernant de nombreuses localités isolées. Selon certaines sources, le nombre des victimes pourrait atteindre 500 morts et 75 000 sans-abri. Les chiffres provisoires avancés par la Croix-Rouge équatorienne font état de 300 morts, 4 000 disparus, 90 000 sinistrés.

Le gouvernement équatorien a annulé, mardi, les remboursements de sa dette extérieure pour 1987 et a lancé un appel à une aide internationale. Le gouvernement a annoncé que les pertes de revenus occasionnées par les séismes ne lui permettaient plus pour le moment de rem-

boursier sa dette, qui s'élève à 8,2 milliards de dollars. « Nous ne pouvons pas honorer l'accord cette année », a dit le ministre des finances, M. Domingo Cordovez. (AFP.)

PEROU : glissements de terrain : au moins douze morts. — Au moins douze personnes ont péri dans des glissements de boue, aux abords de Lima, qui ont fait déborder le fleuve Rimac. Il y avait six enfants parmi les victimes. Selon les pompiers, le bilan pourrait encore s'alourdir. Les coulées de boue ont atteint certaines rues de Lima. — (AFP, Reuters.)

SPORTS

PATINAGE ARTISTIQUE : championnats du monde. — Après les hommes et les programmes courts, le Soviétique Alexandre Fadeev était en tête, mercredi 11 mars à Cincinnati, des championnats du monde masculins, devant l'Américain Brian Boitano et le Canadien Brian Orser. Le Français Philippe Roncoli était classé dix-huitième.

FOOTBALL : exclusion maintenue pour les clubs anglais. — Les clubs anglais demeureront exclus des compétitions européennes pour la saison 1987-1988. L'UEFA a décidé, mardi 10 mars à Bern, de ne pas conclure pour un an au moins les sanctions prises à la suite de la tragédie du stade du Heysel qui avait causé la mort de 39 spectateurs, le 29 mai 1985, lors de la finale de la Coupe d'Europe Liverpool-Juventus.

CYCLISME : Paris-Nice. — A l'issue de la deuxième étape, remportée mardi 10 mars à Saint-Etienne par le Belge Eddy Planckaert, l'Irlandais Stephen Roche a conservé le maillot de leader du classement général.

SPORTS AERIENS : Rallye Paris-Pékin-Paris. — L'équipe française, Mamouth-Microjet a remporté la première étape en ralliant Pékin sur un Wesam 421, le plus petit et le plus ancien monomoteur engagé dans la compétition, en 54 h 23 mn de vol.

TASIS

ÉCOLES ET PROGRAMMES D'ÉTÉ

Suisse
TASIS Programme Linguistique d'Été
● Campus superbement installé, dominant le lac de Lugano.
● Cours d'anglais intensifs, de français, d'allemand et d'italien pour tous niveaux de 12-18 ans.
● Grand choix d'activités, sports et voyages.

Le Chateau des Enfants
● Vacances studieuses pour apprendre l'anglais ou le français.
● Deux séries de cours de 4 semaines à l'intention des enfants de 6-12 ans.
● Camping et excursions dans diverses régions de la Suisse.

Programmes intensifs en anglais et en toute autre matière en vue des exigences universitaires aux Etats-Unis. Durée : une année scolaire.

Pour toute information complémentaire, prière de contacter TASIS Programmes d'Été
TASIS France, Ext. 19, Château Beauchamps, F-72400 La Ferté-Bernard, Tél. (4393) 2268. Tlx. 722 871



Angleterre
TASIS Programme Linguistique d'Anglais
● Manoir historique situé dans 14 ha, de campagne anglaise, à environ 28 kilomètres de Londres.
● Anglais intensif pour élèves débutants, intermédiaires et avancés, de 12-18 ans.
● Théâtre, musique, arts, excursions et sports.

France
TASIS Programme Linguistique de Français
● Charmant château près du Mans entouré d'une propriété de 30 ha.
● Français intensif avec accent mis sur le français parlé.
● Deux séries de cours de 4 semaines à l'intention des élèves de 14-18 ans.
● Excursions à Paris, à Chartres et dans la Vallée de la Loire.

SCIENCE & TECHNIQUE

Bill Gates dévoile LE NOUVEAU STANDARD IBM

MARS 87

Société

SÉCURITÉ

Après les quatre arrestations de Vitry-aux-Loges

Les liens étroits d'Action directe et de la Fraction armée rouge

Les amis des bêtes peuvent être rassurés : Nathalie Ménigon, trente ans, l'une des responsables d'Action directe arrêtée le 21 février à Vitry-aux-Loges, s'occupait sans défaillance de ses quatre chats, deux chèvres et quinze hamsters. Les policiers, lors de leur perquisition de la ferme située près d'Orléans, ont rapidement tombé sur des stocks de Kit et Kat, des boîtes de foie en quantité, sans oublier un bon nombre de photographies dûment classées, portant chacune la date du cliché et le « prénom » de l'animal familier posant sans façon pour l'éternité.

Depuis quinze jours, les enquêteurs trient et dépouillent les archives récupérées dans le Loiret, découvrant tantôt des aspects inconnus de la personnalité de Nathalie Ménigon et Jean-Marc Rouillan, tantôt des confirmations à propos des agissements du groupe terroriste. C'est ainsi que la fusion d'Action directe et de la Fraction armée rouge ouest-allemande, rendue publique par les deux groupes en janvier 1985, apparaît aujourd'hui plus profonde que ne l'avaient cru policiers et magistrats.

Deux sortes d'éléments étaient ces nouvelles certitudes. La police judiciaire a saisi dans la ferme de Vitry-aux-Loges deux revolvers et un pistolet dérobés dans une armurerie en Allemagne, en novembre 1984, un cambriolage qui avait été attribué à l'époque à la Fraction armée rouge. Dans le même registre, les enquêteurs ont découvert des

pains d'explosifs provenant d'un stock volé dans lequel terroristes allemands et français puisaient de toute évidence à tour de rôle. Mais, surtout, la police a découvert des documents qui impliquent Action directe dans des attentats commis en RFA depuis 1985.

Le premier est un croquis de la base militaire américaine Rhein-Main de Francfort qui fut le théâtre d'un attentat meurtrier, en août 1985, revendiqué conjointement par Action directe et la Fraction armée rouge. Une voiture piégée, garée sur la base, avait tué la femme d'un militaire et un soldat lors de son explosion. L'enquête devait établir en quelques jours que le véhicule appartenait à un jeune soldat américain tué la veille de l'attentat.

Les policiers français sont également persuadés d'avoir saisi le texte original, rédigé en français, de la revendication par la Fraction armée rouge de l'assassinat de Gerold von Braunmühl, directeur politique au ministère des affaires étrangères de RFA, le 10 octobre 1986.

Les enquêteurs assurent, d'autre part, qu'Action directe « a procédé à des repérages » destinés à préparer l'attentat contre Karl Heinz Beckurts, l'un des dirigeants du groupe Siemens, le 9 juillet 1986. Ce jour-là, un engin explosif de trente kilos placé sur une route, à Munich, avait tué Karl Heinz Beckurts et son chauffeur lors du passage de leur voiture.

L'examen des archives d'Action directe éclaircit à coup sûr les liens des terroristes français et allemands d'une lumière plus crue. Policiers et magistrats restent cependant prudents : l'analyse des divers documents saisis devrait exiger un délai d'environ huit mois. Selon plusieurs magistrats, l'étude d'une soixantaine de cassettes vidéo pourraient démontrer que le groupe Action directe préparait ses attentats en filant les allées et venues de leurs futures victimes.

La « cible »

Andran

Les services rendus par Action directe à la Fraction armée rouge seraient-ils payés de retour. Les enquêteurs avancent, de plus en plus sérieusement, qu'un groupe de terroristes allemands ait préparé et commis l'attentat qui devait aboutir, début 1985, à la mort de l'ingénieur général René Andran. Un spécialiste de la lutte antiterroriste n'exclut pas, dans cette hypothèse, que la « cible » Andran ait été « soufflée » à la Fraction armée rouge, beaucoup plus perméable qu'Action directe aux influences et directives des services spéciaux du Moyen-Orient et de certains pays du bloc soviétique.

Ce bond en avant dans la connaissance des agissements de l'Action directe, ces dernières années, n'apporte en revanche, pour l'instant, aucun renseignement sur

d'autres membres du groupe encore en liberté. Mohand Hamani, qui fut arrêté en même temps que Joëlle Aubron, à Paris, en 1982, jugé et relâché, puis accusé d'avoir activement participé à la fusillade de l'avenue Trudaine au cours de laquelle deux policiers furent tués, en 1983, aurait été formé militairement en Libye avant de gagner Tripoli, au Liban, en 1984.

Eric Moreau, qui fut signalé au Nicaragua, et qui est sous le coup d'une condamnation à quatre ans d'emprisonnement par contumace, se serait maintenant réfugié en Amérique latine. Sur la foi d'un renseignement parvenu à la justice, en juillet 1986, M. Jean-Louis Bruguère, juge d'instruction à Paris, s'était rendu au Mexique mais sans succès.

En fait, les enquêteurs redoutent désormais davantage la « branche nationale » d'Action directe, largement démantelée à l'exception notable de Maxime Frérot, auteur présumé de plusieurs attentats dont celui, meurtrier, qui visait la brigade de répression du banditisme, en juillet 1986. De même s'interrogent-ils sur l'auteur ou les auteurs de l'attentat destiné à tuer M. Alain Peyrefitte, ancien garde des sceaux et président du comité éditorial du Figaro (et qui est pour résultat la mort d'un employé municipal de Proisy), et de l'attentat, déjoué à temps, visant à « liquider » le juge d'instruction Jean-Louis Bruguère.

LAURENT GRIELSAMER

Paris et Bonn renforcent leur coopération contre le terrorisme

Un accord visant à intensifier la coordination dans la lutte contre le terrorisme sera signé prochainement entre les ministères de l'intérieur français et allemand. M. Hans Neusel, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'intérieur du gouvernement de la RFA, et M. Robert Pandraud, ministre délégué chargé de la sécurité, se sont rencontrés pendant trois heures mardi 10 mars à Paris.

Le communiqué, publié à l'issue de la réunion, précise que « à l'occasion de l'arrestation de quatre dirigeants d'Action directe, les deux départements ministériels français et allemand ont procédé à un échange immédiat et complet d'informations qui a été hautement apprécié par les services allemands concernés. C'est pourquoi les ministères français et allemand de l'intérieur démentent de la manière la plus catégorique et la plus formelle toutes les allégations (...) selon lesquelles le projet d'enlèvement d'une haute personnalité allemande, par Action directe et la Rote Armee Fraction (RAF), n'aurait pas fait l'objet d'une communication de la part des services français. »

Deux camionnettes d'archives

Au palais de justice de Paris, les magistrats démontent avec aussi ces affirmations : « Le procureur fédéral allemand est venu, il a vu et il est reparti enchanté. » En bref, juges et policiers allemands ont passé plusieurs jours en France ainsi que leurs collègues belges et italiens, sans problème selon Paris.

Une nuance cependant (et c'est la seule) : les archives ont tout juste tenu dans deux camionnettes. « Nous n'avons pas eu, nous-mêmes, accès à la totalité des dossiers. Indiquons-on au palais de justice. Tout ne peut pas se faire en une semaine ni en un mois. »

La routine des expulsions au Pays basque français

(Suite de la première page.)

Dans les bars du Petit Bayonne — ce lieu traditionnel des nationalistes, aujourd'hui déserté par les réfugiés — dans ces petites rues entre Nive et Adour, où, depuis 1983, plus de vingt personnes ont été tuées par les commandos du GAL (Groupe antiterroriste de libération), ces tout jeunes gens ont pris un coup de vieux. Ils n'ont plus le cœur à rire, eux, les spécialistes du pied de nez et de la dérision.

Né à la faveur d'une fronde contre un meeting de Jean-Marie Le Pen à Bayonne, pendant l'hiver 1986, leur mouvement révolté provocateur avait multiplié les « coups » : agitations, concerts, carnavales, séances de graffiti, édition de fanzines (1), ces jeunes, pour la plupart obéissants, avaient endossé la panoplie de toute la marginalité européenne.

A ceci près qu'ils se sont toujours proclamés basques, haut et fort, allant jusqu'à chanter du rock, en langue basque (2). Avec une expulsion et un attentat, les voilà directement touchés par les maladies qui empoisonnent depuis tant d'années le Pays basque. Les voilà aussi prêts à réagir.

Pourtant, en apparence, tout semble si calme ici... Depuis son dernier attentat le 18 février 1986, où deux personnes — une adolescente en vacances et un vieux berger —

avaient été tuées « par erreur », le GAL ne fait plus parler de lui.

Depuis le mois de juillet, on expulse dans une indifférence quasi générale : quarante-trois fois selon la procédure d'urgence absolue (dix-sept de ces expulsés ont été plus ou moins rapidement remis en liberté de l'autre côté de la frontière, mais sans pouvoir revenir en France pour autant) ; deux personnes ont été reconduites à la frontière et sept autres ont été placées sous surveillance extrajudiciaire. « Quand on a balancé le premier, on s'est dit : tout va péter », ironise un responsable du maintien de l'ordre. Et puis, plus on expulse, plus ça se banalise. Alors on n'est pas près de s'arrêter... On est loin en effet du tollé provoqué par les extraditions de trois réfugiés en septembre 1984 sous le gouvernement Fabius.

Seuls s'opposent encore, dans le vide, les militants nationalistes et des droits de l'homme. Les manifestations sont de plus en plus maigres. « Ils n'étaient pas plus de cinq à la dernière manifestation de soutien aux réfugiés politiques », dit un policier. Les avocats sont démunis face à une procédure où la justice n'intervient pas, et la riposte est bien molle, aucun relais politique ne fonctionnant plus à l'heure du consensus antiterroriste.

Les derniers attentats d'Iparratarrak (IK), l'organisation clandestine

du Pays basque nord, contre des gendarmes pendant la nuit du 24 au 25 janvier dernier font presque sourire les enquêteurs, tant les charges ressemblaient à des pétards brûlés. Le 13 décembre dernier, sans tirer un coup de feu, IK fait évader de la prison de Pau deux de ses membres, Gabi Mousca, vingt-cinq ans, qui purgeait une peine de treize ans, et Maddi Hégu, vingt-cinq ans, condamné à quatre ans. Ayant revêtu des uniformes du GIGN, les membres du commando (ils avaient

confié à la section antiterroriste du tribunal de Pau l'enquête sur l'évasion de la prison de Pau...)

Fausse tranquillité

Quand on a balancé le premier, on s'est dit : tout va péter et puis, plus on expulse, plus ça banalise.

pris le directeur de la prison, sa fille et un ami en otage) font croire à la tentative d'urgence, s'offrent le luxe de signer IK le registre du greffe ; se faisant passer pour un inspecteur des Renseignements généraux, un membre du commando s'amuse à servir le malin des gardiens avant de partir.

Des terroristes d'opérette ? On pourrait le croire en lisant le récit de la conférence de presse clandestine organisée en plein après-midi, le 28 février par IK pour raconter l'évasion. Les journalistes, discrètement prévenus, devaient remettre à leurs accompagnateurs un modèle nouveau de « carton d'invitation ». Arrivés après trois quarts d'heure de voiture, les yeux recouverts de lunettes occultées par du papier collant, les journalistes, en plus de l'habituel discours politique, se sont vu offrir whisky et petits gâteaux. « Mon moi intérieur déprimait de jour en jour », commente sans rire Gabi Mousca, en soulevant sa cagoule.

« D'ici quelques mois, la peine de quatre ans infligée par l'Etat français accomplie, j'allais me retrouver libre », explique Maddi Hégu. Moralement, je ne pouvais me satisfaire de cette issue personnelle. » Mousca, qui en prison passait une capacité en droit, commandait des chips et des chippons à sa maman pour Noël. Hégu, cette jolie brune qui arborait par provocation des shorts et bronzaient en effectuant des tâches d'entretien à la prison, ont donc pris le maquis. Ils ont retrouvé le Bidart, Echeveste et Larro qui, depuis plusieurs années, narguent gendarmes et policiers du Pays basque.

Mais il ne faut peut-être pas sourire de ceux qui, vus de Paris, paraissent passer pour des Pieds Nickelés, singeant leur aînés du Pays basque sud, perdus dans une dérive qu'ils ne peuvent plus interrompre. Ils l'ont dit au cours de cette conférence de presse, ils sont plus déterminés que jamais et vendraient chèrement leur peau, si leur chemin venait à croiser celui des gendarmes et des policiers. Les autorités — visiblement agacées par l'insuccès des enquêtes locales — en étaient bien conscientes, sans doute, lorsqu'elles

ont confié à la section antiterroriste du tribunal de Pau l'enquête sur l'évasion de la prison de Pau...

Si la grande majorité de la population au Pays basque français semble indifférente ou lasse, il ne faut pourtant pas se fier à cette surface lisse, à ces rues tranquilles aux

plus démunies, ceux qui travaillent (10 % légalement, 10 % au noir) versent un minimum de 5 % de leur salaire. « Cinq cents familles ont répondu à la campagne Un réfugié, un toit » et hébergent clandestinement des réfugiés. Les solidarités familiales jouent à fond et, chaque week-end, les cols de nourriture et de vêtements passent la frontière. De l'argent aussi, fruit des collectes, ou, disent les mauvaises langues, de « l'impôt révolutionnaire ».

Qu'importe si les autorités affirment posséder sur chacun des « dossiers en béton » fournis par les espagnols, ils ne rentreront jamais dans ce débat, n'ayant en tête que la « lutte de libération nationale » qui vaut tous les sacrifices. Iker et Anna démontent aussi quelquefois, malgré l'évidence, les bruits selon lesquels certains « refus » négocieraient avec Madrid, par intermédiaires interposés, leur retour au pays. Nos deux interlocuteurs affirment ne pas sortir de la légalité, mais personne ne croit plus guère à leur passivité. La découverte, le 5 novembre dernier à Hendaye, d'une importante cache d'armes (trois lance-missiles et leurs charges à tête thermique, des pistolets, des explosifs...) dans une coopérative ouvrière de production, la SOKOA, a porté un sacré coup au mythe « du bon » refus « rangé des voitures ».

La sympathie du clergé

A côté, sans jamais vraiment se croiser, dans un étrange jeu de miroirs, la mouvance d'Iparratarrak semble bien gagner du terrain. Si certains se sont réjouis de ne pas voir IK commémorer traditionnellement par un attentat la mort d'un de ses militants, Didier Laffitte, tué par un policier le 1^{er} mars 1984 alors qu'il conduisait Gabi Mousca à un piège tendu par un indicateur, la technique utilisée pour l'évasion de Pau, la mise en scène de la conférence de presse qui a suivi, ont beaucoup impressionné.

Ils n'étaient, pensait-on, que quelques-uns, quatre ou cinq clandestins, anciens séminaristes, joueurs de pelote basque comme Mousca, ou de « gaita » (flûte basque) comme Bidart, certes capables de violence (la mort de plusieurs gendarmes comme l'intimidation de témoins et la vol à main armée le prouvent) mais très isolés, méprisés par leurs frères espagnols et dotés d'un arsenal très limité.

Depuis peu, certains policiers sont convaincus que l'organisation recrute des membres opérationnels dont beaucoup sont inconnus de leurs services. Ils craignent un rapprochement avec des Basques espagnols de l'ex-ETA politico-militaire qui apporteraient un soutien logistique à IK, notamment en matière d'explosifs. Autre sujet d'inquiétude pour les policiers, le clergé, dont la sympathie à la cause nationaliste n'est plus à démontrer. De la sympathie au soutien actif, il n'y a qu'un pas dont on se demande à certains

ne l'ont pas déjà franchi. Alors, on attend que le Pays basque français se vide de réfugiés, qu'Iparratarrak se vide d'hommes, accoutés sa pression.

Dans une rue du Petit-Bayonne, Anna Mousca triture son mouchoir. Dans sa salle à manger, une grande photo de son fils, Gabi, à qui, pense-t-elle, les forces de l'ordre ne laisseront guère de chances si elles viennent à le retrouver. Lui, « si gentil, si désintéressé », lui qui, petit garçon, décrochait le premier prix de chant du conservatoire du muséum de Bayonne, lui le champion de « xare », la raquette argentine des joueurs de pelote, dont elle continue consciencieusement d'astiquer les coupes, lui qui a fait croire à ses parents — sa mère, femme de ménage, son père, ancien gendarme — qu'il partait pour le Canada, lorsqu'il choisissait la clandestinité. Son fils, en somme, dont elle est fière, et dont elle a fini par épouser la cause : « Si j'avais son âge, je ferais comme lui, dit-elle, il est heureux dans sa vie. Mais il y a tous ces jours des risques. C'est comme un accouchement, on ne sait pas ce qui vient au bout. » Tout comme le Pays basque.

AGATHE LOGEART.

Deux nouvelles expulsions

Dans un communiqué diffusé mardi soir 10 mars par la télévision espagnole, le président François Mitterrand a largement évoqué la question du terrorisme, et souhaité que les polices et les services de renseignement agissent de concert à l'échelle internationale pour combattre ce fléau.

« Puisque le terrorisme est international, il est normal que la répression, la recherche, la prévention, les sanctions soient internationales, il faut plus de solidarité entre les pays de la Communauté », a-t-il déclaré.

On apprendrait par ailleurs que deux ressortissants basques espagnols, Mamel Echabé Urreñola, trente-cinq ans et José Xavier Lacasta Salinas, trente-quatre ans ont été arrêtés mardi soir, à Bayonne, et expulsés quelques heures plus tard vers l'Espagne.

Ces mesures ont été prises sur arrêt du ministère de l'intérieur visant « l'urgence absolue ». — (AFP/AP.)

Le Monde
sur minitel
VOTRE PORTEFEUILLE PERSONNEL
Bourse : suivez l'évolution de vos actions grâce à un code personnel et secret.
36.15 TAPEZ LEMONDE

(Publicité)

JEUDI 12 MARS A 16 HEURES

Dans le cadre du **FORUM DES MINES 87**

Le Monde et les élèves de l'Ecole des mines organisent un débat sur le thème :

PEUT-ON CONFIER LA COMMUNICATION A UN INGÉNIEUR ?

Autour de Jean-Marie Dupont, directeur de la communication du Monde, seront présents :

- Jacques Lévy, directeur de l'Ecole nationale supérieure des mines de Paris.
- Pierre Lichau, PDG de Pierre Lichau Publicité.
- Régis Humbert, PDG de Organisation et Publicité.
- Henri Philippe, PDG du cabinet Henri Philippe.
- André Emonet, directeur de la communication de I.B.M.
- Daniel Fargat PDG de Fargat S.A.

ÉCOLE DES MINES

60, bd Saint-Michel - 75006 Paris

هنا من الأصل

Le Monde • Jeudi 12 mars 1987 13

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

Chronique new-yorkaise

Dans les marges de Central Park

«D'ONT cross Central Park by night !» Tous les amis qui vous veulent du bien vous le disent lorsque vous débarquez à New-York, même quand la neige de l'hiver innocent l'ombre des buissons que seuls les taxis jaunes osent braver la nuit venue. Après Pierre Alechinsky, bien sûr, qui lui aussi avait entendu la recommandation au début des années 60. Mais il est peintre à aborder les coins de terres obscures et légendaires pour débarrasser les monstres qui s'y cachent. De Central Park, il a donc fait un tableau.

Et ce tableau de 1965 occupe une place charnière dans son œuvre, puisqu'il associe pour la première fois à la peinture le dessin en bandes. Il reprendait sommairement la géographie serpentine du lieu de perdition corps et biens, englobait dans une forme louche routes, lacs, talus et bouquets d'arbres, noyait le tout dans un bain de rouge et l'encadrait de cases dessinées analogues au plan

ver, voire d'en discipliner, la floraison intempestive au bout du pinceau. Ce qu'il fit et qu'il continue de faire avec l'élégance et la virtuosité d'un maître qui a autant appris en pointant le doigt vers l'Extrême-Orient qu'en fouillant sa mémoire de Belge pleine de souvenirs de guerre, de Gilles empanachés ou d'albums de Tintin.

Les New-Yorkais, pour qui le musée Guggenheim a réuni une centaine de ces peintures d'Alechinsky dites à «rencontres marginales», depuis Central Park, of course, jusqu'à aujourd'hui, vont-ils apprécier comme en Europe cette rencontre d'humour, d'humour et d'intelligence ? Ce que l'on peut dire en tout cas, c'est que l'exposition a été conçue pour qu'il en soit ainsi. Le choix serré des œuvres coupe court aux effets redondants qu'on a pu parfois déceler chez l'artiste interprète brillant de ses propres trouvailles.

Ce que l'on peut dire encore, c'est que les œuvres d'Alechinsky

Dans cette épreuve du saint des saints - il s'agit du Guggenheim, évidemment - Alechinsky part donc avec de bons atouts, et un rien de bienveillance toute nouvelle de la gent artistique de Manhattan à l'égard de ce qui vient d'ailleurs, fût-il autre qu'allemand ou italien, eût-il même quelque chose à voir avec la France, où vit le peintre, mais dont la source première n'est pas l'école de Paris ; il vient de Cobra et sa langue verte qui, sans être assimilable à l'expressionnisme abstrait, n'en porte pas moins une bonne dose d'énergie, le mot de passe outre-Atlantique. Enfin c'est un artiste déjà connu à New-York, où depuis 1962 il expose régulièrement.

Mais cela suffit-il pour gagner un public fidèle aux options capricieuses d'une critique américaine sans laquelle il n'y a point de salut. Comme le montre le fiasco de la nouvelle aile du Met, une autre histoire qui elle aussi a quelques choses à voir avec Central Park. Où il faut reconnaître, toute querelle de clocher mise à part, qu'on a là le premier vrai ratage que s'offre le musée depuis qu'a été mis sur pied son programme d'extension.

L'art moderne au Met

Le Met vient donc d'ouvrir une aile nouvelle, consacrée à l'art moderne et contemporain, en gagnant sur la verdure comme cela a été fait pour les quatre ou cinq autres appendices au bâtiment ancien construits depuis moins de vingt ans. Cette ouverture en vingt-cinq siècles n'aurait rien de déshonorant si effectivement elle pouvait faire bonne figure face au Musée d'art moderne, au Guggenheim ou au Whitney. Mais ce n'est pas le cas, malgré de grandes œuvres, malgré de beaux espaces aménagés par les architectes attirés de la maison - Kevin Roche et John Dinkeloo. Car la collection si pleine de trous historiquement navrants, si chargée de médiocres peintures de la scène américaine dans l'entre-deux-guerres, ne se prête pas au parcours chronologique que le directeur du département, W.S. Lieberman, a voulu proposer, en vingt-deux salles et sur deux étages, plus une mezzanine (pour la sculpture, les dessins, la photographie).

L'aménagement de l'aile a coûté 26 millions de dollars. Celle-ci est dédiée à Lila Acheson Wallace, cofondatrice du *Reader's Digest* et trustee du musée, qui avant sa mort en 1984 a fait don de 11 millions pour sa création. La noble dame - amoureuse de jardins au point d'étendre ses largesses à la restauration du domaine de Monet à Giverny - n'avait sans doute pas mesuré la difficulté de concevoir un musée d'art moderne dans un musée où jusque-là il n'y a pas beaucoup compté.

Le Met, qui n'a jamais eu une politique cohérente d'acquisitions d'œuvres d'art du vingtième siècle, dispose de cinq mille œuvres (le MOMA en a 65 000). Les

unes ont été acquises grâce à un fonds traditionnellement voué depuis 1906 à l'achat de peintures américaines, les autres sont des dons parmi lesquels il y a quelques splendeurs. Par exemple le portrait de Gertrud Stein par Picasso, qui écrase tout dans la salle où il est accroché ; la partie de la collection d'Alfred Stieglitz offerte par Georgia O'Keeffe en 1949 (cubistes, futuristes, dadaïstes et Américains comme Demuth, Hartley, Marin et O'Keeffe elle-même) ; ou encore, pour citer un enrichissement récent, les quatre-vingt-dix Klee sur papier de la collection Berggruen entrés au musée en 1984 : un bel ensemble qui dispose d'une salle entière en mezzanine.

Cela va, sans vouloir retourner le couteau dans la plaie, on est tenté de proposer au visiteur de quitter les lieux de toute urgence, pour filer au Musée d'art moderne, où les péripéties de l'art d'après guerre font l'objet de développements cent fois plus cohérents qu'au deuxième étage de l'aile Wallace, et où justement Klee est à l'honneur avec une rétrospective complète. Avant de partir, il ne faudrait pas oublier de jeter un œil par les baies vitrées qui offrent une vue imprenable sur Central Park - un des aspects les plus intéressants du parcour par trop tributaire du tout-venant.

L'exposition Paul Klee au MOMA mérite grande attention, car tout ce qu'on peut souhaiter y est, depuis les dessins de jeunesse, voire de la prime jeunesse, jusqu'aux peintures des années d'exil, hautes par la mort et la maladie. A commencer par les autoportraits porteurs de la même interrogation : qui suis-je ? et les petites aquarelles de Tunisie qui lui donnent la réponse - « La couleur et moi ne faisons qu'un. Je suis peintre » - en 1914, après bain musichien, dans l'entourage de Kandinsky, et voyage à Paris, du côté de chez Delannay. Mais qu'à cela ne tienne, le dessinateur continuera de donner, doublant ses notations chromatiques de croquis, diagrammes et de milliers de



Paul Klee
« Jeune homme se reposant »

pages de réflexions théoriques à usage interne où à l'intention des élèves du Bauhaus, où Klee a enseigné de 1920 jusqu'à la fermeture en 1933 par les nazis. Soit treize ans d'une production personnelle bien nourrie de recherches à multiples facettes, en perpétuel mouvement dans le domaine du signe, de la couleur, de l'alphabet et de la ligne, dont on retrouve avec plaisir la gentillesse et la poésie qui habitent géométrie bancale, géographie du cœur et botanique cosmique. Quand bien même serait-on un peu moins convaincu aujourd'hui qu'hier du génie inventif de l'artiste, son aventure au format de poche, héroïque sans héros, paraît toujours exemplaire, qui procède d'une pensée créatrice libre et vagabonde, et ne perd jamais de vue l'homme, fragile mais pourvu de hautes aspirations, cela par serpilières, bouts de toiles rapiécées, vibrations linéaires et ponctuations chromatiques et musicales interposées.

Un excellent catalogue accompagne l'exposition. Il tente de proposer de nouveaux éclairages sur l'œuvre : ses rapports avec le romantisme allemand, son rôle dans la genèse de l'expressionnisme abstrait. Mais cela n'en bouleverse pas fondamentalement la lecture. Serait-ce possible ? Sur Klee tout ou presque n'a-t-il pas été dit et redit récemment parfois, en Europe tout au moins, où depuis 1983 il ne se passe pas une année sans qu'une ou plusieurs expositions lui soient consacrées, donnant l'occasion de visites de sympathie.

GENEVIÈVE BIEBETTE.

* Pierre Alechinsky : *Margis and Center*. Exposition organisée avec le concours du Commissariat général aux relations internationales de la communauté française de Belgique et l'Association française d'action artistique, Musée Guggenheim.

* Paul Klee. *Museum of Modern Art*, jusqu'au 5 mars. L'exposition sera présentée au musée de Cleveland pendant l'été (24 juin-16 août) et finira l'année au musée de Berne (25 septembre-3 janvier 1988).

La sculpture de Bernard Pagès

Un bouillon de culture

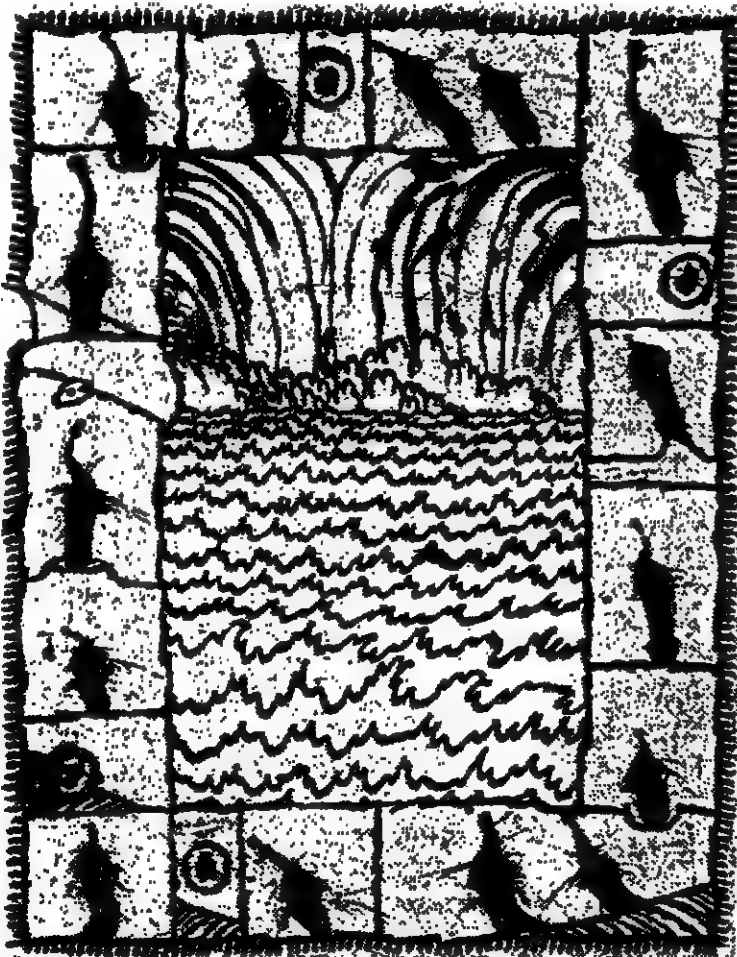
MAÇON, bûcheron, ferrailleur... Quoi d'autre qui rimerait avec sculpteur ? Un sculpteur de grande envergure, qui y va de son engagement direct et total dans la contrainte des matériaux, taille, coupe, équilibre, donne de la truelle, du ciseau et du fer à souder, pour qui sculpter est une bataille, une épreuve de force, de résistance, dont chaque pièce assemblée, droite ou nouée, porte les traces du jeu guerrier : entailles, empreintes de doigts, torsions et plumes infligées aux ferrailles récupérées des chantiers, aux vieux bidons d'huile érigés en éléments porteurs d'une architecture baroque, virant aujourd'hui à l'état sauvage.

Le ready made, Bernard Pagès ne le connaît pas. Il lui faut toujours un plus et au moins cultiver la couleur comme parément ou maquillage de cérémonie. Il a été peintre d'abord, bien avant de monter ses colonnes de béton, de marbre et de tonnes de métal et

d'embobiner ses couches déchiquetées ou d'y planter ses fers tordus. La couleur, il l'a montée aussi, affirmée en même temps qu'il se libérait des leçons de déconstruction propres à sa génération, celle de support-surfaces. Toujours plus étonnant d'invention dans ses assemblages, ses associations de bois, de fer, de briques, de mortier, de ciment et de pierre et dans le bouillonnement des formes régénérées, d'année en année un peu plus torveuses. De la *Blanche échevelée* à la *Traille rouge*, des *Épines vertes* à la *Sarrasine argentée* et au *Cimier mauve*, il faut aller voir ses dernières œuvres, dites sculptures d'intérieur, à la galerie Maeght-Lelong, et que l'artiste oppose à ses grandes sculptures d'extérieur, en hommage à Bachelard ou à Camus, de commande ou pas.

G. B.

* 13, rue de Téhéran, jusqu'au 31 mars.



Pierre Alechinsky « L'eau à la lacune », 1965
Éthographie

des immeubles qui entourent le parc, où le noir et le blanc allaient batailler ferme.

La formule neuve pour lui, mais qui, du retable au mandala, avait fait ses preuves dans l'histoire de la représentation des mondes, lui allait comme un gant. Elle avait l'avantage de lui permettre de concilier ses contraintes, le goût du point et de l'écrit, de la couleur torrentielle et de l'exercice calligraphique, du mot et de l'image, du texte et du contexte ; et de naviguer de l'un à l'autre en libérant son iconographie grouillant de vie hybride ; et d'en cul-

tivement bon la célèbre rampe de Wright, fortes sans doute de leur connivence avec tout ce qui ressort de la spirale, de la pelure d'orange, de l'escargot et du cratère de volcan. Elles n'ont même pas l'air de pencher. La décoration verticale des portes d'ascenseur, passage obligé si l'on veut prendre la visite dans le bon sens, de haut en bas, y joue d'ailleurs un rôle non négligeable, et rappelle, à qui connaît le 3, rue de Valois, les écritures bleues du salon d'accueil ministériel, lequel a été rhabillé par Alechinsky, sous Lang.

14-JULIET. ODÉON - 14-JULIET. PARNASSE - ROXANE VERSAILLES - C21 SAINT-GERMAIN

HENRY BERNSTEIN

ALAIN RESNAIS

MELO

CESARS 87

MEILLEURE ACTRICE

Sabine Azéma

MEILLEUR SECOND RÔLE

MASCULIN : Pierre Arditi

MUSIQUE

Franz Liszt, correspondance choisie

Au miroir des lettres

Les vies romancées de Liszt ne manquent pas. Ainsi Nélida, de Daniel Stern, alias Marie d'Agoult. Toutes se réfèrent à sa correspondance dont des extraits viennent d'être publiés.

De son vivant déjà, l'existence singulière de Liszt inspira des romans : Béatrix de Balzac mettait en scène la liaison scandaleuse du virtuose avec Marie d'Agoult, puis Nélida (1), de cette dernière, qui, sous le pseudonyme de Daniel Stern, réglait ses comptes unilatéralement avec son ancien compagnon... Les biographies qui circulaient étaient riches d'anecdotes invérifiées, selon le goût du temps, et Liszt laissait dire. Ne conseilla-t-il pas à Lina Reimann, qui lui demandait des précisions : « Ne vous embrouillez pas dans trop de détails. Il faut plutôt inventer sa biographie que la reconstituer » ?

Depuis cette première monographie sérieuse, les vies plus ou moins romancées n'ont cessé de

se succéder dans toutes les langues. Celle de Guy de Pourtales (1925, rééditée par Le Livre de poche n° 3258) est un bon exemple de ce que peut apporter l'imagination d'écrivain sérieusement documenté.

Les principales sources de documentation sont naturellement les lettres et c'est à travers elles que se révèlent les facettes d'une personnalité multiple et paradoxale. Pianiste, chef d'orchestre et compositeur, solitaire et mondain, éclectique en art comme en amour, mais indéfectiblement fidèle, Liszt, né hongrois, ne parlait pas la langue de ses ancêtres et, ayant passé en Allemagne la majeure partie de son existence, ne s'exprimait parfaitement qu'en français. Sa correspondance, riche d'environ 6 000 lettres (peut-être 10 000) en témoigne : les trois quarts sont en français, mais jusqu'à présent la seule édition représentative (2 500 lettres) a été réalisée en traduction allemande au début du siècle, et nous n'avons eu en France que le recueil des lettres écrites à sa fille Blandine (chez

Grasset en 1936, 179 lettres) et à Marie d'Agoult (chez Grasset 1933-34, 575 lettres) et, à travers une traduction, la correspondance échangée en allemand avec Wagner (Gallimard 1943, 349 lettres).

Ce dernier recueil est le seul qu'on puisse encore se procurer en librairie, grâce à l'impérissable curiosité des wagnériens, sans doute. La correspondance avec Marie d'Agoult, revue, annotée et augmentée par Jacqueline Bellin et Serge Gut, fera l'objet d'une prochaine édition : mais sans exiger de pouvoir lire le moindre billet, nous sommes loin du compte, et nous ne saurions rien avant longtemps des 1 250 lettres adressées à Caroline Wittgenstein, des 150 à Agnès Street, des 420 à Olga von Meyendorff, les trois principales compagnes-confidentes qui succédèrent à Marie d'Agoult, sans l'anthologie de Pierre-Antoine Hurel et Claude Knepper, qui vient de paraître aux éditions Lattès (2).

300 lettres environ, soigneusement choisies, écrites entre 1832 et 1886, c'est presque un journal

intime et mieux qu'une nouvelle biographie, d'autant que chaque période est précédée d'un résumé chronologique des événements principaux. Précisons, pour lever les réticences de ceux qui ont déjà acquis (ou se promettent de le faire) les correspondances avec Wagner et Marie d'Agoult, que seulement 40 lettres de l'une

et 40 de l'autre ont été retenues. C'était inévitable, et même indispensable à la bonne tenue d'une anthologie, et d'ailleurs le mal est encore moins grand qu'il n'y paraît puisque les auteurs n'ont retenu de ces lettres que les passages les plus significatifs.

Sur ce dernier point sans doute, les critiques ne manqueraient pas et, comme toujours, les paragraphes élagués sembleraient indispensables à certains ; mais il est clair que les auteurs n'ont pas pu se résoudre de gaieté de cœur à présenter des morceaux choisis. Outre qu'ils nous offrent surtout de l'inédit, il faut donc seulement mesurer la valeur de leur travail à l'intérêt de ce qu'ils nous donnent à lire, et le fait est qu'aucune de ces 300 lettres ne laisse indifférent, c'est le moins qu'on puisse dire. Non seulement à cause du plaisir d'un style vif et discret, jamais dénué d'élégance,

« *Écrivez-moi avec abandon, demande-t-il à sa fille, mais tenez d'acquiescer des habitudes qui donnent de la grâce à ces abandons* », mais parce que chacune dévoile un trait significatif de sa personnalité, éclaire un peu de sa carrière, et qu'on voit se dresser, de l'une à l'autre, un portrait complet et détaillé d'un des artistes les plus multiples et des plus « un » de son siècle.

Mais cette unité est complexe. C'est bien l'image du Thyrs évoquée par Baudelaire : « *La bête, c'est votre volonté, droite, ferme et inébranlable. Les fleurs, c'est la promenade de votre fantaisie autour de votre volonté* ». C'est l'élément féminin exécutant autour du mâle ses prestigieuses pirouettes.

Dans l'introduction, Pierre-Antoine Hurel et Claude Knepper s'efforcent de dégager le dénominateur commun à tant d'événements, de retournements et d'aspirations contradictoires en apparence, en rappelant les héros lisztiniens : Mazzepa et Dante ; le Christ et la Vierge, Faust et Méphisto.

Mais la personnalité d'un épistolier se révèle aussi dans le choix de ses correspondants. Exception faite de Wagner, qu'il s'efforce de soutenir, et du grand duc Charles Alexandre, son pro-

tecteur à Weimar, Liszt écrit surtout à des femmes. Il semble les choisir selon des critères invariables : cet éternel célibataire a un goût prononcé pour les femmes mariées ; mais être belle et appartenir à la noblesse ne suffit pas, il faut surtout qu'elles aient de l'esprit ; il pouvait bien se choquer que Dante ait conçu « *Béatrice non comme l'idéal de l'amour, mais comme l'idéal de la science* ». Tel était aussi le sien, incarné d'abord par Marie d'Agoult, puis par Caroline Wittgenstein et, à un moindre degré, par Agnès Street et Olga von Meyendorff. On pourrait supposer que la brièveté de son idylle avec Lina Reimann, et la façon dont il s'en débarrasse en l'enfermant dans une chambre d'hôtel (il avait payé d'avance la casse) tient à ce qu'elle n'était peut-être pas assez intellectuelle à son goût.

La musique et l'amour forment naturellement le centre de cette correspondance, mais aussi l'amitié, l'éducation des enfants, les problèmes du jour, politiques ou artistiques, et un sérieux appareil de notes offre tous les éléments nécessaires à une lecture fructueuse. Il y a bien quelques excès, quelques redites et des inexactitudes inévitables quand on veut être précis. Mais la qualité de l'ouvrage et la pertinence des choix lèvent toutes les réserves. L'amée Liszt liquidée, avec son cortège de célébrations opportunistes, il était temps de passer aux choses sérieuses. En voilà une.

GÉRARD CONDÉ.

(1) Les éditions Calmann-Lévy viennent de rééditer Nélida, de Daniel Stern, présentation et notes de Charles Dupéché, 270 p., 89 F.

(2) Ils ont fondé une association pour la publication de la correspondance de Franz Liszt (46, avenue de New-York, 75116 Paris). Les volumes paraîtront dans la collection du centre de recherches et d'édition de correspondances du XIX^e siècle aux PUF, mais on ne sait pas à partir de quand, ni sur combien d'années.

* Franz Liszt - correspondance choisie - présentée et annotée par Pierre-Antoine Hurel et Claude Knepper. Éditions Jean-Claude Lattès, 600 pages, relié, 330 F.

Centenaire de Villa-Lobos

La découverte du Brésil

Le 5 mars 1887 naissait, à Rio-de-Janeiro, Heitor Villa-Lobos, le premier compositeur d'Amérique latine qui ait atteint vraiment à une renommée universelle. Un comité pour la célébration de son centenaire (1), formé à Paris, organise un certain nombre de manifestations à travers la France.

C'est assez dire que depuis la mort d'Heitor Villa-Lobos, le 17 novembre 1959, l'œuvre du grand musicien brésilien subit une éclipse ; et son purgatoire n'est sans doute pas fini, quand on voit le peu d'enthousiasme suscité dans les principales institutions françaises, l'Opéra, l'Orchestre de Paris, l'Orchestre national (où il fut si souvent fêté de son vivant), sans parler de l'Ensemble intercontinental, qui n'y prennent aucune part.

Même s'il n'est pas à la mode, on ne peut cependant négliger cet étonnant poète épique. Il était à l'image du Brésil, de ce fabuleux pays où tout est à une échelle qui nous dépasse : un compositeur torrentiel comme les chutes d'Iguazu, un fleuve exubérant et majestueux comme l'Amazonie, charriant des tonnes de boue fertile, un de ces constructeurs chimériques qui n'hésitent pas à planter leur capitale au milieu de la forêt vierge...

Villa-Lobos, en effet, ne cessait d'écrire avec une abondance dont il y a peu d'exemples dans la musique ; il laisse plus de mille œuvres (lui-même n'en savait pas le nombre exact) : « *Il ne faut*

pas attendre l'inspiration, disait-il. C'est un exercice vital pour un compositeur, le seul qui lui soit parfaitement naturel et qu'il considère non comme son métier, mais comme son exclusive raison d'être.

Cette abondance n'allait pas sans risque, surtout dans notre optique occidentale de l'économie, de l'essentiel et du bon goût. Mais en l'écouter ne soyons pas trop critiques, laissons-nous emporter par le fleuve de musique qui nous révèle l'âme brésilienne et nous fait communiquer avec elle. Cette œuvre est au confluent de trois traditions : celle des Blancs, Espagnols et Portugais, celle des Noirs d'Afrique avec leurs rythmes complexes, celle des natifs indiens. Avant Villa-Lobos, les compositeurs sérieux s'obstinaient à garder très pur l'héritage occidental. Lui, tout de suite, se sent Brésilien jusqu'au tréfonds, se nourrit du mélange créolé spontanément par les musiques populaires au milieu desquels il passe sa jeunesse dans les rues et les cabarets.

Brésilien, c'est-à-dire tout d'abord Portugais : nul n'a chanté comme lui la découverte du Brésil, la faveur des temps anciens, nul n'a célébré aussi fièrement la beauté de sa langue natale, alors qu'il s'agit de chanter « sérieusement » en portugais.

Mais cela ne lui suffit pas : à l'exemple des jésuites du dix-septième siècle, il conquiert pacifiquement la musique indienne, non pas en piquant quelques motifs typiques dans ses œuvres, mais en les recréant de l'intérieur après s'être mêlé aux paysans : pendant huit ans, il a voyagé dans les régions les plus reculées du

Brésil, jusque chez les anthropophages... « On m'a cru mort, disait-il, et ma mère a fait dire des messes pour le repos de mon âme » ! Il s'est laissé imprégner par cette musique primitive, par les couleurs prodigieuses de la forêt tropicale, et par ces rythmes auxquels le génie des Noirs a donné une force expressive particulière. De ces explorations est née cette musique de sang-mêlé où le Brésil s'est reconnu.

La vie profonde de son peuple

Villa-Lobos n'a jamais renié pour autant l'héritage européen : il a écrit notamment neuf *Bachianas brasileiras* en signe de son admiration pour Jean-Sébastien Bach, et de longues années il a vécu à Paris pour s'abreuver de musique contemporaine. Mais, dans sa grande période créatrice, il n'a cherché que les moyens d'exprimer la vie profonde de son peuple. Lorsqu'il se laisse aller à la chimère d'un style « universel », les quinze dernières années de sa vie, son œuvre perd une grande partie de son pouvoir.

On en a, hélas, le témoignage à l'UNESCO, lors du premier concert commémoratif, avec le catastrophique *Concerto n° 1* pour piano et orchestre (1945), où quelques paillettes d'or surgissent à grand-peine dans un flot torrentiel et ininterrompu, avec les formules pianistiques d'un sous-Rachmaninov, qui ne peuvent sauver tout le talent de Nelson Freire.

Et de même dans *Genesis* (1954), où Villa-Lobos tente une nouvelle fois d'imaginer la création du monde, dans un style boursoufflé où l'inspiration l'a visiblement abandonné, laissant à nu

une architecture chaotique. C'est un mauvais service à lui rendre que de ressusciter de telles pages.

Au contraire, Erosion (1980), « *pour pourrir différents poèmes symphoniques anciens à motivation indigène* », selon son biographe Vasco Mariz (2), célèbre l'origine de l'Amazonie et l'apparition des Andes avec une pureté orchestrale, une rigueur d'écriture, un lyrisme brûlant et mystérieux qui attestent la vraie grandeur de Villa-Lobos. Jacques Mercier et l'Orchestre de l'Île-de-France en donneront une interprétation superbe.

Un tri est nécessaire dans l'œuvre immense de cet autodidacte qui ne savait ni ne voulait choisir. Mais il y a bien assez de merveilles dans les éclatantes *Choros*, les *Bachianas brasileiras*, les pièces pour piano et pour guitare, les dix-sept *Quintetos* à cordes et certains poèmes symphoniques, pour réserver à Villa-Lobos une place unique dans la musique de notre siècle.

JACQUES LONCHAMPT.

(1) Comité Villa-Lobos, 10, rue de Rocher, 75008 Paris.

(2) Éditions Seghers.

* Parmi les enregistrements disponibles de Villa-Lobos, on retiendra surtout les *Bachianas brasileiras* 1, 2, 5, 9, sous la direction de l'auteur, avec Victoria de Los Angeles (RML, 051-73136), le *Concerto pour guitare, 12 Etudes* et 5 *Préludes*, par Julian Bream (RCA, compact 89813), les *Choros* de chambre, qui viennent de paraître (Chant du monde, 78835 et compact 278.836), les *Pièces pour piano*, par Ana Stela-Schier (Adès, compact 14095/96) et les *Bachianas brasileiras* 1, 5, 7, direction Enrique Batiz, avec Barbara Hendricks (RML, 2704.441, compact 7474.332).

GALERIE DES CHEVAU-LÉGERS À VERSAILLES
6 bis, avenue de Soaux - Tél. 39-50-58-08 - M^{rs} MARTIN et DESBENOIT
Ouverture 15 mars à 14 h 30
IMPORTANTS TABLEAUX MODERNES
R. DUFY - POUJAT - KISLING - LÉGER - H. MARTIN - SIGNAC - PISSARRO -
VLAMINCK - BOUDIN - RENOIR - LAURENCE - MARQUET - VAN DONGEN
Exposition et ventes sur MINTEL : 3615 + 117

GALERIE DENISE VALTAT
89 rue La-Bouërie - 75008 PARIS - 43-53-27-40
FRANÇOISE ADNET
10 MARS 10 AVRIL

GALERIE MAURICE GARNIER
BERNARD BUFFET
Vues de Venise
6, avenue Matignon, Paris-8^e - Jusqu'au 28 mars

DERNIERS JOURS
MUSÉE RODIN
77, rue de Varenne (M^{rs} - M^{rs} Varenne)
60 DESSINS de
RODIN
Extraits du troisième volume de
L'INVENTAIRE
T.J. de mardi, 10 h - 11 h 30 et 14 h 30 - 17 h
Jusqu'au 16 mars

GALERIE GILOT
18, avenue Matignon,
75008 Paris
Tél. : (1) 42-66-65-84
COLLOMB
du 9 au 21 mars

LE TOUR D'ÉCROU
Opéra de Benjamin BRITTEN
13, 14, 17 mars : Créteil Maison des Arts
réservation : 48 99 94 50
24 mars : Cergy-Pontoise Les Louvrais
réservation : 30 30 33 33

ÉCOLE SUPÉRIEURE DES BEAUX-ARTS
1, rue Malakoff - Tél. 42-60-34-57
MATISSE
le rythme et la ligne
avec la participation exceptionnelle de la Bibliothèque nationale
Conçu et réalisé par Jacqueline et Maurice GUILLAUD
T.J. de 10 h à 19 h - Nocturne mercredi jusqu'à 22 h - Du 25 février au 10 mai

GALERIE MÉDICIS
23, place des Vosges, PARIS (4^e)
42-78-24-83
E. LE COZE
Jusqu'au 2 mars
T.J. de 11 à 19 h DIMANCHE COMPRIS

Le Monde
PUBLIARTS ARTS ET SPECTACLES
Renseignements :
45-55-91-82, poste 4335

Distra de la Partille
372-24
CONTREDANSE
STEPHANIE AUBIN
19 et 25 mars

THEATRE 71
MALAKOFF 46 55 43 45
DU 5 MARS AU 5 AVRIL
LE MEDECIN MALGRE LUI
de MOULIERE
Mise en scène Pierre ASCARIDE
Coproducteur Théâtre Sans domicile Théâtre 71

هنا من أصل

PHOTO

Weegee chez Agathe Gaillard et à L'Espace photo de Paris

Le mitrailleur

Photographie des rues, du crime et de la nuit, ami des flics, des stars et des truands, grand amateur de gin et de cigares, Weegee, l'inventeur du cliché choc, a acquis la pérennité d'un classique. Deux expositions à Paris lui sont consacrées.

LORSQU'EN 1910, âgé de onze ans, Arthur Fellig, né Usher, venant d'Autriche-Hongrie, débarque à New-York en compagnie de ses trois frères, il ignore bien sûr le sort fabuleux qui l'attend. Logé dans le Lower East Side, quartier le plus déshérité de Manhattan, il est d'abord vendeur de bonbons et emerce successivement les métiers de joueur de piano, de vendeur de films nus, de retoucheur de portraits et vendeur de publicité pour cerceaux sous un surnom parlant : « Le bonheur en boîte ».

D'abord opérateur en studio, puis, très vite, reporter indépendant, c'est au début des années 30, en pleine prohibition, qu'il acquiert son premier appareil, un Speed Graphic avec flash. Squattant dans le Bowery puis dans la chambre noire de l'agence United Press qui l'emploie, avec pour seul bagage la curiosité, il commence à travailler de nuit, couvrant les cas d'urgence, principalement les inondations (3 dollars pour un normal, 5 dollars pour un gros), quand dorment ses confrères. Artisan photographe, il se forme ainsi sur le tas, opérant sur le qui-vive, en état d'alerte constant, consommant vingt cigares et tasses de café par nuit, développant ses plaques dans les ambulances et les taxis.

Bientôt nommé Weegee, déformation de l'expression « oui-ja » (un jeu censé prédire l'avenir), ce fils de rabbin, en même temps que les autres faits divers et catastrophes, se spécialise, avec un sens inouï du détail révélateur, dans l'exploitation du crime qu'il traite comme un petit commerce. Face au géant Associated Press, il débute solitaire à partir de minuit dans les rues, avec pour seul objectif de réaliser « la photo de la semaine ». Considérant son travail comme une entreprise de salubrité publique, usant du flash pour mettre au jour la « noirceur d'âme » des sujets, il dresse ainsi un portrait accusateur, sans appel, de l'Amérique de la dépression, celle d'Al Capone et Lucky Luciano, avec son cortège de

hold-up, faillades, braquages, règlements de comptes qu'il est le premier à saisir, directement relié par ondes courtes au QG de la police et des pompiers.

Photographe officiel du meurtre (5 dollars par balle dans *Life*), collaborant avec le *Herald Tribune* et de multiples agences, l'ancien vendeur à la criée fait désormais payer cher aux grands journaux ses épreuves tamponnées de son célèbre cachet « Weegee the Famous ». Sa notoriété dans le milieu est telle que les racketteurs et cambrioleurs, qu'il connaît au point de les alimenter en aspirine ou cigarettes en cas d'arrestation, n'atteignent la consécration que s'ils ont été mitraillés par lui, qu'ils aient été criblés de balles, la cervelle dans la caniveau, latéralement rasés par un éclairage expressionniste « à la Rembrandt ».

S'ils lui permettaient de se fournir en cigares, blintjes et pastèque, Weegee, qui mit un point d'honneur à ne jamais flirter de déféction, n'a pas immunisé que des cadavres de gangsters baignant dans leur sang.

L'humaniste rebelle

Ami des mages, des putes et des indics, mais aussi des taximen et gicis de music-halls minables, c'est avec la même commisération sans complaisance pour la souffrance humaine qu'il montre les drames de famille qui lui servaient le cœur, les accidents de voiture (plusieurs de ses clichés serviront pour des campagnes de prévention) mais aussi la morbidité quotidienne des situations extrêmes, comme les sans-abri dans les assises de nuit et les maisons d'arrêt. On les enfants dormant à la belle étoile, dans une cabine téléphonique ou un escalier de service, comme lui-même l'avait fait. Dénouant la réalité sociale dans ce qu'elle a de pathétique et de plus horriblement, Weegee, l'humaniste rebelle, ne vise pas uniquement à l'exploitation mercantile du scandale.

Après avoir photographié vingt-quatre heures sur vingt-quatre, trois cent soixante-cinq jours par an, sauf celui du Yom Kippour, à raison d'un meurtre par nuit (soit au total environ 5 000 masoches), et usé 10 appareils et plus de 5 voitures, celui qui a toute sa vie pratiqué le photo-journalisme comme un art sans jamais se pro-



« Serpents » de Weegee, Carey Island, 1940

des cambrioleurs

dre au sérieux abandonne le reportage. Retiré à Hollywood, il apparaît hilaire en compagnie des stars (Marlene Dietrich, Gregory Peck ou Marilyn) dont il réalise une piquante « déformation », exhibe sa trogne à la W.C. Fields dans l'une ou l'autre production et devient technicien conseiller pour les effets spéciaux de films comme *Docteur Folamour* de Stanley Kubrick, en 1958.

Considéré comme le seul amour de sa vie, il n'utilise plus son appareil que pour caricaturer des personnalités politiques, dont Nixon et meurt à New-York, le 26 décembre 1968, à soixante-neuf ans, cerné par la crasse et la décrépitude, unifié par la solitude, la phobie des microbes et

l'impression d'être oublié. Ce qui est inexact puisque l'année d'avant le MOMA lui rend hommage et qu'il réalise lui-même deux films *Fun City* et *The Idiot Box* à l'occasion de ses cinquante années de carrière.

PATRICK ROEGERS.

* Weegee, New-York, 1935-1960, organisé avec le concours de l'International Center of Photography, présenté par Paris-Audiovisuel à l'Espace Photographique de Paris, 4-8 grande galerie, entrée Porte Fontaine, Forum des Halles, Paris 1^{er}, jusqu'au 3 mai.

* Weegee et Flo Fox, galerie Agathe Gaillard, 3, rue de Fontaine-Philippe, Paris 4^e, jusqu'au 29 mars. A consulter également le *New York de Weegee*, 335 photographies, éd. Denoël.

Ouverture du Comptoir de la photographie

Clichés au choix

DEUX pas de la Bastille, donnant sur une agréable cour intérieure, dans un local rectangulaire vitré aux poutres apparentes et joliment aménagé, Marie-Françoise George a eu l'ingénieuse et assez provocante idée de créer un espace de vente et de consultation (1) qui se situe entre l'agence et la galerie dont elle se différencie par bien des points.

Contrairement à ses consœurs aînées comme Michèle Chomette, Agathe Gaillard ou Samia Seouma, son intention n'est pas d'exposer la photographie en l'alignant strictement sur les murs, ornée par des marionnettes, dans des cadres de bois ou d'acier aux verres entrefiletés. Mais au contraire de mettre sa facilité à l'épreuve et, en la traitant sans élitisme, de la considérer comme une matière vivante d'où émane un plaisir instantané. En opérant ainsi, l'animatrice souhaite rendre les tirages originaux accessibles à un nouveau public qui se défie de la codification parfois un peu intimidante des galeries. A ses yeux, il s'agit d'ailleurs moins de représenter des photographes que de proposer des images, de les exhiber en permanence en les renouvelant et les triant tel un jeu de cartes.

Disposés dans des boîtes, classés par ordre alphabétique, encadrés sous palettes translucides Terphane, les travaux d'une cinquantaine de photographes, de notoriété diverse et de toutes esthétiques, sont ainsi directement accessibles à mains nues ;

sans mettre de gants, comme on sonde et trifouille les rayons d'une grande surface, de Patrice Bouvier, Martine Barrat, Claude Brice, Denis Roche, Mary Ann Parkinson, Max Pann ou Martine Voyeux, le client peut se constituer son petit musée idéal pour une somme variant de 900 à 5 000 francs.

L'innovation d'une telle entreprise est d'oser proclamer sans pudeur sa vocation commerciale. Malgré l'absence de parti pris artistique, le mérite du Comptoir de la photographie est d'oser infirmer la rumeur qui dit que les galeries privées vivent des photographes sans que la réciproque ne soit vraie. Après un bel itinéraire théâtral qui l'a mené de Jean-Marie Serreau, Jean-Louis Barank, Antoine Vitez au cabinet de Jack Lang, et tout récemment un service presse des prochaines Rencontres internationales de la photographie d'Arles, Marie-Françoise George est consciente des risques que suppose une telle aventure. Fixant son seuil de rentabilité à une vente moyenne de soixante images par mois, l'avenir dira s'il s'agit d'un projet économiquement raisonnable.

Pour l'heure, elle a eu l'heureuse initiative de s'associer à la naissance d'une nouvelle collection lancée par les éditions Contrejour. Combiant utilement le vide laissé par la disparition de publications défuntes, « Cahier d'images » (2), dans un format poche réussi, pour un prix modique, en donnant carte blanche à



Edouard Boubat, Lella, 1947.

des créateurs, se propose de resserrer les liens intimes et secrets du texte et de l'image. Lella, agrémentée de souvenirs frissonnants de l'auteur, permet de retrouver la poésie et le charme primesautier des jeunes femmes pensive, aux longs cheveux, croquées par Edouard Boubat entre 1945 et 1950. Et, dans *Lotus Park*, sous le soleil et les palmiers, traquant ses muses, Claude Nori livre avec humour un avant-goût

de la rétrospective qui lui sera bientôt consacrée à l'Espace photo de Paris.

P. R.

(1) Comptoir de la photographie, cour du Bel-Air, 55, rue du Faubourg-Saint-Antoine, Paris 12^e, présentation des deux premiers tirages de la collection « Cahier d'images », jusqu'au 26 avril.
(2) Lella, par Edouard Boubat, texte de l'auteur et Lella F., et Lotus Park, de Claude Nori, coll. « Cahier d'images », 80 p., 59 F.

KROETZ
ni chair
ni poisson

Mise en scène
GILLES CHAVASSIEUX

Décor
GEORGES BACCONNIER
BERJOT

Costumes
JACQUES SCHMITZ
EMMANUEL PEGUZZI

Musique
GILLES GRAND, **CANOPÉ**

Lumières
PHILIPPE ARLAUD

Coproduction
THÉÂTRE
LES ATELIERS

avec
JACQUES BONNAFFE
COLETTE DOMPIETRI
MARIEF-GUITTIER
JEAN-MARIE WINLING

THÉÂTRE DE LA JACQUERIE

L'ÉCOLE DES FEMMES

MISE EN SCÈNE DE A. MOLLOT

DU 2 AU 17 MARS 87 / 20 H 30 / RELACHE LES DIMANCHES 8 ET 15

THÉÂTRE ROMAIN ROLLAND / VILLEJUIF

LOCATION / RENSEIGNEMENTS 47.26.15.02

CHAILLOT
THÉÂTRE NATIONAL

Production Le Grand Huit

L'ÉCOLE DES BOUFFONS
Michel de Ghelderode • Pierre Debauche
Théâtre Génier • Du 17 MARS AU 4 AVRIL

LA FOLLE JOURNÉE
OU LE MARIAGE DE FIGARO
BEAUMARCHAIS • JEAN-PIERRE VINCENT
Grand Théâtre • Jusqu'au 4 avril • Soirée à 20h

Grand Foyer :

THÉÂTRE DES ENFANTS Les Voyages de Monsieur Cosic, spectacle pour marionnettes de Daniel Soulier, jusqu'au 11 avril. **RÉCITATIONS & CONVERSATIONS**, à 20h30. **LECTURE DE PIÈCES** Le Grain de blé de Parag Sharma, lundi 16 mars. Le Wagon de l'Armistice de Jacques Darras, lundi 23 mars. **Cajin** de Jean-Philippe Guéguen, lundi 30 mars. **LECTURE DE POÉSIE** Jude Stéphan, lundi 7 avril.

RENSEIGNEMENTS • RÉSERVATIONS • 47.27.81.15.

atom Bagnolet

TOUR DE BABEL-détails
Georges Aperghis

Réservations : 43.64.77.48 + FNAC

centre culturel jean arp
Direction : Claude Mondoloni

Mardi 17 MARS à 20 h 30

CARMEN JONES
Comédie musicale
d'OSCAR HAMMERSTEIN II

Musique de Georges Bizet
par le
NEW-YORK HARBOR OPERA ENSEMBLE
70 artistes

Mardi 24 MARS à 20 h 30

BOTH BUTLER
Récital

Avec mandoline et d'obéissance, cette Académie joue du saxo, du violon, de l'accordéon, des percussions, elle chante avec le même brioire des compositions à faire chavirer.

le Mardi
« C'est la show concert, quelle vitale ! »

22, av. Paul-Vaillant-Couturier, 92140 CLAMART - Tél. 48-45-11-87

AUBERVILLIERS

GROUPE TSÉ

LE JEU DE L'AMOUR ET DU HASARD
MARIVAUX

Mise en scène : Alfredo ARIAS

THÉÂTRE DE LA COMMUNE
Location : 48.34.67.67 et FNAC

كلنا من الأصل

Les 3^{es} Rencontres de musique de chambre de Cluny, en Bourgogne

Réplique française des camps musicaux de Marlboro aux États-Unis et de la réunion des amis de Gidon Kremer à Lockenhaus, les Rencontres musicales de Cluny, qui ont lieu cette année avant et après le week-end de Pâques (14 avril-5 mai), semblent confier d'un nouveau visage à la région. Néanmoins, dans le lieu fermé des Salles royales d'Arc-et-Senans, cet anti-festival animé à l'égalité par un pianiste (Cyril Huvé) et par un célèbre harpiste français (Maurice Bourgeois) visait d'origine à effacer toute hiérarchie entre les artistes, quelle que soit leur notoriété, et à leur proposer de mettre sur pied « en temps réel », pendant la seule durée de leur réunion, des programmes de musique de chambre à géométrie variable. Toutes les

conventions de la profession s'en trouvaient bouleversées.

Transplantées à Cluny, lieu plus touristique et plus calme, ces manifestations « conviviales », sponsorisées pour l'essentiel par un groupe hôtelier élargiement en phase, ont, sans renoncer à leurs principes, connu l'expansion logique d'une entreprise en bonne santé. Une nouvelle salle, le Théâtre, spécialement réaménagé dans le bâtiment roman des Ecuries Saint-Hugues, sera inaugurée pour cette troisième édition des Rencontres. Les répétitions, ouvertes au public, auront lieu chaque jour à l'hôtel de la Monnaie. Thé musical, le week-end, au musée Ochier ; débats et séances d'analyse musicale au palais

de Jacques d'Amboise... Outre la traditionnelle salle de déchiffrement de François Michel, de nouveaux lieux seront ouverts au face-à-face instrumental ou vocal des amateurs et des professionnels. Le public est invité à prendre ses repas en compagnie des musiciens.

Ceux-ci, où l'on retrouve le moyen des permanents (le Quatuor Talich, Christophe Colin, Jean-Pierre Drouot, Carlo Colombo, Philippe Huttenlocher, André Cazalet, Catherine Cantin), se multiplient eux aussi : arrivée du ténor Ernst Haefliger, du pianiste Dominique Merlet, de la soprano Yumi Nara et du comédien Alain Cuny pour le vendredi saint. L'exécution de la *Gran Partita* pour treize instruments à vent de Mozart sera filmée, selon les suggestions de

cadre des musiciens eux-mêmes, par une équipe vidéo.

Le week-end de Pâques sera consacré à l'intégrale de la musique de chambre de Debussy, au sujet de laquelle un « Désaccord parfait » sera enregistré sur place pour France-Musique par Jean-Michel Damia. Un « orchestre romantique » de quarante musiciens jouant sur des instruments anciens, sur le modèle du Hanover Band anglais (*Le Monde* du 10 mars 1987), donnera enfin la réplique au piano Erard 1850 de Cyril Huvé dans le *Concertstück* de Schumann. Le diapason sera réglé à 435...

Programmes

INTERPRÈTES

QUATUOR TALICH : Piotr Menikoff et Jan Knapik, violons, Jan Talich, alto, Ervin Rostay, violoncelle.

QUATUOR MOSAIQUES : Erich Hobsbaw et Andrea Stachof, violons, Anita Mitrovic, alto, Christophe Colin, violoncelle.

TRIO BERGONZI : Daniel Welsermann, violon, Frédéric Léniz, alto, Alain Courmont, violoncelle.

Richard Stoltz, violon, Table Zimmermann, alto, Patrick Harcourt, violoncelle.

Dominique Merlet, piano, Colette Huvé, piano et clavecin, Cyril Huvé, piano.

Frédérique Cambreling, harpe, Jean-Pierre Drouot, Florent Jodellet, percussions, Jean Gelin et Denis Dutoit, synthétiseurs, Laurent Cuirot, direction.

Alain Cuny, récitant.

Ernst Haefliger, ténor, Donata Brown, soprano, Yumi Nara, soprano, Akiko Hasegawa, mezzo, Philippe Huttenlocher, baryton.

Catherine Cantin, flûte, Maurice Bourgeois et David Walter, hautbois, Wolfgang Meyer, Pascal Monique et Sergio Menzoni, clarinettes, Amory Weller et Carlo Colombo, bassons, André Cazalet et Ab Koster, cors, Thierry Casen, trompette, Benny Stuchin, trombone.

L'ORCHESTRE ROMANTIQUE
40 musiciens jouant sur des instruments 1830-1850.

VENREDI 17 AVRIL - 20 h 30
Concert du vendredi saint

JOSEPH HAYDN : Les Sept Dernières Paroles du Christ. ALAIN CUNY, récitant.

WILFRIED HILLER : Le Livre de Job. ERNST HAEFLIGER, ténor.

SAMEDI 18 AVRIL - 20 h 30

HERMANN SCHUTZ : Symphonie sacrée SWV 271.

JANIS XENAKIS : Kueren (1986) pour trombone.

BELA BARTOK : Contrastes (violin, clarinette, piano).

JEAN-PIERRE DROUOT : Harpe (1987).

ANTON DVORAK : Quintette à deux altos opus 97.

DIMANCHE 19 AVRIL - 17 h

WOLFGANG AMADEUS MOZART : Quatuor pour hautbois et cordes K.370.

ARNOLD SCHONBERG : Ode à Napoléon (texte de Byron).

GYORGY LIGETI : Trio pour violon, cor et piano (hommage à Brahms).

DIMANCHE 19 AVRIL - 20 h 30

WOLFGANG AMADEUS MOZART : Quintette pour piano et instruments à vent K.452.

HENRI DUTILLIEUX : For Aldeburgh, hautbois, clavecin, percussion (1986).

PAUL HINDEMITH : Trio pour heckelphone, alto et piano opus 47 (1928).

LUCIANO BERO : Circles.

JOHANNES BRAHMS : Quintette pour clarinette et cordes opus 115.

LUNDI 20 AVRIL
Journée Debussy

14 h - DÉRAT : Désaccord parfait, émission publique de Jean-Michel Damia.

16 h - CONCERT : La musique de chambre de Debussy.

Sonata pour flûte, alto et harpe. Quatre chœurs de jeunesse (instrumentation de Cocteau, Casabian). Sonata pour violon et piano.

Quatuor à cordes. Stryn. Sonata pour violoncelle et piano. Prélude à l'après-midi d'un faune. Ivarsson Schoenberg-David (Walter).

SAMEDI 25 AVRIL - 20 h 30

CONCERT MOZART : Quatuor à cordes et 16 minutes. Sécrétisme pour 18 instruments à vent « Gran Partita » K.361.

VENREDI 1^{er} MAI - 20 h 30

ROSSINI : La Tempesta.

ALFREDO CABELLA : Serenata (violin, violoncelle, clarinette, trompette, basson).

DOMENICO CIMAROSA : La maître de chapelle.

SAMEDI 2 MAI - 17 h

LUDWIG VAN BEETHOVEN : Sonata pour cor, naturel et piano.

FRANZ SCHUBERT : Le Pêche sur le rocher.

JOSEPH HAYDN : Adagio pour cor, naturel et quatuor à cordes.

E.T.A. HOFFMANN : Quintette pour harpe et cordes.

SAMEDI 2 MAI - 20 h 30

L'orchestre romantique. Concert inaugural.

Direction : Maurice Bourgeois.

Solistes : Cyril Huvé (piano Erard 1850), Donna Brown, soprano, Akiko Hasegawa, mezzo, Philippe Huttenlocher, baryton.

RICHARD WAGNER : Siegfried-Idyl.

ROBERT SCHUMANN : Konzertstück opus 92, pour piano et orchestre.

FRANZ LISZT : Lieder avec orchestre.

Die Lorelei (Hain), Mignon Lied (Goethe), Jeune d'Arc au bûcher (Dumas), Trois chansons de Guillaume Tell (Schiller), Die Vatergruft (Uhland).

Dimanche 3 mai - 16 h

Même programme que le samedi 2 mai, 20 h 30. (Des modifications peuvent être apportées à ce programme).

Accord des pianos : Patrick Sauvageot et Pianos de Cluny.

Au commencement était l'utopie

CONFRÉRIE, communauté, fratrie, appelle cela comme vous voulez. Ces rencontres, il s'agit d'un désir d'union. De fonder une famille. En se passant des liens du sang. Pure utopie, en vérité.

D'utopie il faut bien parler en effet, puisque l'histoire des Rencontres de Cluny commence très loin de la Bourgogne romane, dans un lieu fin et hors du temps, cité parfaite, prison dorée, dans ces Salles d'Arc-et-Senans, dont l'architecte Claude-Nicolas Ledoux, pensait qu'elles amélioreraient le rendement des ouvriers.

C'est en posant la porte de cette ville interdite qu'un jeune musicien quelque peu philosophe, et pas encore vraiment installé dans le métier, conçut un projet très préjudiciable : le meilleur des mondes pour tous les hommes de l'art que l'idée séduisait. L'utopie Cyril Huvé.

Et puisque le rêve est toujours un déni de réalité, voici ce qui fut d'emblée refusé : la consommation (un public paie pour écouter et s'en aller) ; l'organisation (un « organisateur de concerts », non musicien, compose un produit rentable en fonction d'un budget) ; la sécurité (la réunion festive d'artistes dans des programmes peaufinés ailleurs et rentabilisés en tournée).

Ne pas en conclure que le contenu des premières Rencontres d'Arc-et-Senans ne fut pas consommable, que toute logique musicale en était exclue et que les participants eurent sans cesse l'impression de marcher sur du sable mouvant. Pourtant, Personne, et surtout pas Cyril Huvé, ne put ignorer que certains aspects de l'utopie, définis a priori, hantaient les habitudes de la profession.

Ainsi cette idée toute bête : à l'interprète la production et la compétence. A l'auditeur la passivité. Soit, l'amateur ne peut jouer à volonté le rôle du professionnel. Mais pourquoi l'exercice de l'art où le professionnel se conduit en post-amatour : la répétition ?

Les musiciens, hélas, n'ont pas plus que les comédiens ou les poètes, envie que les regards traversent. Ils le supportent à l'occasion, dès lors que rien ne peut plus se passer, que les diés sont jetés. Mais comme ça, sans conditions, sans être alerté, sans que personne n'ait à montrer patte blanche ni à se faire oublier ! Comme si, en quelque sorte, notre présence était souhaitée. Il a fallu négocier.

Où s'arrête la toilette intime ? Est-il sain de ne pas la garder cachée ? Telle fut donc la question sur laquelle les utopistes de l'an I, par narcissisme détourné, timides ou simple honnêteté, en vinrent vite à se diviser. Les réactions de Maurice Bourgeois sur ce sujet (*lire l'interview page suivante*) prouvent que le débat n'est toujours pas clos.

Puis d'employer, plus d'employé. Là aussi, ça a grippé. Car les musiciens des Rencontres y participent de leur plein gré et en toute responsabilité. Ils savent bien que l'enveloppe qu'ils doivent se partager n'est pas allouée sur le marché. Contre qui pourraient-ils se retourner quand leur cachet leur semblait par trop inférieur à leurs capacités ?

la plus appropriée. On s'en tient à constater que la liberté peut être parfois vécue comme une contrainte. Et on passe à un autre sujet.

Celui des mariages indissolubles, des ensembles déjà constitués, par exemple. Quatre musiciens ont l'habitude de jouer ensemble, se jouent très bien qu'associés, les faiblesses de l'un épousent la force du voisin, à quatre ils ne font qu'un. Cette certitude, ce confort difficilement gagné, n'ont pas résisté à autre victoire des Rencontres - à la tentation de s'essayer à découvrir, en compagnie d'inconnus, à l'une de ces œuvres à l'effectif impossible dont la musique de chambre de tous les siècles est truffée.

Piano, alto, heckelphone (un gros hautbois) chez Hindemith ; flûte, alto et harpe chez Debussy ; clarinette, alto, piano pour le Trio des quilles de Mozart ; soprano, cor et piano dans *Auf dem Stufen* de Schubert ; violon, clarinette et piano dans les *Contrastes* de Bartok ; violon, cor et piano chez Brahms et, tout récemment, chez Ligeti. Territoire mouvant et toujours renouvelé, la musique de chambre impose que l'on soit souple sur ses fréquentations.

Quand il s'agit de trouver des musiciens pour donner des programmes au cachet, on a l'embaras du choix, dit Cyril Huvé. Mais, quand on propose de mettre au point en quinze jours une œuvre inutilisable ailleurs, avec des parties

naïves qu'on ne rencontre plus jamais, il arrive que nos meilleurs amis se fassent prior. Surtout s'ils jouent d'un instrument à cordes, le plus souvent intégré dans des formations constituées.

Les chanteurs, quant à eux, raisonnent plutôt en solistes, on les comprend. Les pianistes préfèrent jouer le Quintette de Brahms plutôt que les Contrastes de Bartok. Avec les instrumentistes à vent, c'est toujours plus facile : ils sont habitués à se prendre en charge.

Les imprésarios, eux non plus, ne sont pas forcément satisfaits de voir un duo ou un quatuor dont ils s'occupent se dissocier pour plusieurs concerts ou, comme c'est le cas du Quatuor Talich, fidèle aux Rencontres depuis qu'elles existent, « recevoir pour quinze jours de travail assidu ce que leur rapporterait ailleurs un seul concert ». Pas de commentaire.

Mais revenons à l'utopie. Si vous vous rendez fin avril à Cluny, où les Rencontres sont basées pour la troisième année, il vous arrivera peut-être de vous croire dans un festival comme les autres. C'est que la passion, le combat d'idées, qui à Arc-et-Senans s'exerçaient en champ clos, se déroulent ici dans des ruelles détournées et se résolvent finalement autour d'une bonne bouteille de cru.

C'est aussi qu'un projet comme celui de Cyril Huvé a de grands effets sur la pensée des musiciens et éventuellement de petits sur leur

façon de jouer : même précédé de répétitions publiques, même informel et convivial, le concert reste une sanction. La ligne de démarcation au-delà de laquelle les amateurs ne peuvent aller. L'utopie est en danger. L'utopie ne s'entend pas.

Vous en rencontrerez pourtant les effets. Dans la classe de déchiffrement de François Michel, ouverte à tous, pas seulement aux amateurs éclairés : des partitions comme s'il en pleuvait, lui au piano, un second piano à ses côtés, il lit l'invisible, il accepte de tout jouer, les pros le rejoignent après les concerts, bonaf à la clé. Quand on y est entré, on ne peut pas oublier ce carré de liberté.

Et puis, sur les programmes qui vous seront distribués, vous lirez : d'un côté, la liste des musiciens qui vont vous gâter - ceux qui n'auraient pas les concerts seront logiquement dans la salle - de l'autre, l'énoncé des œuvres qui seront exécutées. Façon symbolique de rappeler que l'idée de communauté n'est pas abandonnée.

ANNE REY.

* Une exposition « Les artisans, les artistes et la musique », organisée par l'association Le Chinois, se tient pendant la durée des Rencontres aux Ecuries Saint-Hugues et à la Malgouvenne. Rens. : Syndicat d'initiative de Cluny, Tél. : 85-59-05-34. La restauration du public et des musiciens est assurée par la Générale de Restauration au Restaurant des Rencontres (libre-service).

Cluny
RENCONTRES MUSICALES
UNE CO-PRODUCTION
ACCOR

TOUS RENSEIGNEMENTS
Programme, accès, hébergement,
CLUNY ACCOR RENCONTRES MUSICALES
20, rue Geoffroy-l'Asnier, 75004 Paris
Tél. : (1) 42-72-43-68

A partir du 6 avril à Cluny
au bureau d'accueil
Maison Romane du Puits des Pénitents
Tél. : 85-59-11-11

Cluny, en Bourgogne est à 1 h 40 de Paris par le TGV (gare Mâcon-Loché) - 2 h de Genève, 80 km de Lyon
CONCERTS : prix unique - 80 F. Entrée gratuite pour les enfants de 5 à 10 ans accompagnés.

RESERVEZ VOS PLACES

● Par correspondance (voir bulletin de location).
● A CLUNY, à partir du 6 avril - Bureau d'accueil.
● A MACON - SAONORA Centre culturel de Mâcon, 1511, av. Charles-de-Gaulle. Tél. : 85-38-50-63.
● A CHALON-SUR-SAONE - ESPACE DES ARTS, 5 bis, rue Nicéphore-Niepce. Tél. : 85-48-11-85.

● A LYON - RABUT - 6, rue du Président-Herriot. Tél. : 78-28-28-65.
● A DIJON - FNAC, 24, rue du Bourg. Tél. : 80-30-11-30.
● A GENÈVE - LE GRAND PASSAGE, rue du Rhône. Tél. : 022-28-91-33.

BULLETIN DE LOCATION à renvoyer avant le 10 avril à
CLUNY ACCOR RENCONTRES MUSICALES, 20, rue Geoffroy-l'Asnier, 75004 PARIS

BULLETIN DE LOCATION (à retourner avant le 10 avril)

Matr. de place	Total	NOM
Vendredi 17 avril, 20 h 30	x 80	PRÉNOM
Samedi 18 avril, 20 h 30	x 80	ADRESSE
Dimanche 19 avril, 17 h	x 50	Tél.
Lundi 20 avril, 16 h	x 80	Prise d'adresse ou bulletin accompagné d'un chèque, à l'ordre de
Samedi 25 avril, 20 h 30	x 80	MUSICIENS ENSEMBLE, ainsi qu'une enveloppe timbrée pour avoir
Vendredi 1 ^{er} mai, 20 h 30	x 80	des billets à CLUNY ACCOR RENCONTRES MUSICALES,
Samedi 2 mai, 17 h	x 50	20, rue Geoffroy-l'Asnier, 75004 Paris.
Samedi 2 mai, 20 h 30	x 80	Décide recevoir la liste des hébergements
Dimanche 3 mai, 16 h	x 80	S'inscrit à l'atelier de déchiffrement

Les rencontres de Cluny

UN ENTRETIEN AVEC MAURICE BOURGUE

«Le voyeurisme des répétitions publiques»

MAURICE BOURGUE a le teint crayeux des hommes qui réfléchissent profondément. Il a deux raisons d'être préoccupé : la difficulté d'organiser dans la liberté les Rencontres de Cluny ; l'effet produit par la découverte d'un maître à penser, le chef d'orchestre Sergiu Celibidache, «phénoménologue» de la baguette, théoricien haut en odoré, dont les master-classes régulières sont l'une des activités de Cluny «hors les murs».

Hautboisiste de l'Orchestre de Paris, qu'il a fini par quitter pour se consacrer à la musique de chambre (et, notamment, à l'ensemble à vent qui porte son nom), partenaire fréquent de Heinz Holliger, formidable musicien, Maurice Bourgue dirige lui-même à ses heures, et notamment à Cluny, où il a pris la baguette «par commodité» l'année dernière. Il sera à la tête de l'orchestre romantique, dont la création continue l'un des événements de ces Rencontres.

ACCOR

Un minimum de fausses notes

PAUL YVERNAT siège au comité de direction du groupe Accor, qui coiffe aussi bien les hôtels Novotel, Sofitel, Mercure, Ibis et Urbis que les Pizzeria Dei Arte, Le Notre et le Pré Cateau, deux chaînes de restauration californiennes, les Vitatop, et qui est leader mondial en matière de tickets-restaurants. Mais Paul Yvernat joue aussi de la flûte à bec et du piano-jazz. Ce qui fait qu'il a son idée sur le mécénat musical et qu'il préfère que l'action de son groupe «ne soit pas saupoudrée sur des opérations éparpillées».

D'une certaine façon, c'est un vrai mécène : il ne masque aucun concert aux rencontres de Cluny, auxquelles il verse, certes, une subvention (300 000 F cette année) mais pour lesquelles Accor assure surtout toute la restauration. «Pour qu'une entreprise s'intéresse à une initiative culturelle, dit-il, il faut qu'il y ait un niveau élevé quel qu'un en ait envie» (ce quelqu'un, c'est lui).

Il dit encore : «Si on a choisi d'aider l'association Musiciens-Ensemble (autre appellation de l'équipe de Cluny), c'est qu'elle a un projet. Ces musiciens n'ont pas fait appel à nous parce qu'ils ne parvenaient pas à boucler leur budget. Ils se sont présentés comme des entrepreneurs, prêts à investir dans une action dont la musique, en général, pourrait bénéficier. Si on peut grossir avec eux, pourquoi s'en priver ?»

A. R.

«On va voir ce que donneront Weber, Schumann et Liszt joués sur les instruments de leur temps. Ce n'est qu'une tentative, un essai. Si le résultat est satisfaisant, on tentera le pari d'un orchestre permanent».

«Les Rencontres aussi se sont un peu créées dans l'improvisation, comme les choses auxquelles on ne pense jamais. Audacieux, pas sans danger. On a eu de la chance, tout le monde s'est pris au jeu. Les Salines d'Aix-et-Senans étaient un endroit

riche, coûteux, et une locomotive qui se prend pour son locomotive est une catastrophe. En même temps, il faut avouer que la notion d'égalité dans le travail de musique de chambre prend des aspects bien particuliers : il y a toujours quelqu'un, dans un groupe, qui a plus de conscience que les autres, un plus grand pouvoir de synthèse. Il faut donc avant tout procéder par élimination : sur quelle conscience s'orienter ? Il faut un leader, pas d'histoire».



Maurice Bourgue : l'impact de la musique de chambre.

très fermé, on était parqués, emprisonnés, contraints de vivre ensemble, écartés de travail : pas le temps de s'ennuyer ni de se reposer ; juste celui de s'engueuler».

«Cyril Huvé avait eu l'idée d'ouvrir les répétitions au public : autant nous demander de nous déshabiller. La nature même du travail s'en trouvait modifiée. Quand on se critique entre musiciens, on essaie d'y mettre du tact, de la délicatesse, mais ça débouche toujours. Et voilà que nos scènes de ménage allaient devoir se passer devant un tribunal ! Le seul bon côté est qu'on a appris à se critiquer avec plus d'élégance. Mais le public n'a que l'illusion de partager notre secret ; il faut le vivre soi-même pour l'appréhender».

«Je n'avais pas l'intention de m'occuper des Rencontres, aucun intérêt à partager le joujou. Ça s'est fait par la force des choses : lourde tâche ! Mon impresario, Maurice Werner, qui est un homme honnête et fin, ne voit pas ça d'un mauvais œil : nous ne sommes pas concurrents sur le marché commercial. Les cachets sont calculés sur des bases égalitaires : 1 000 francs environ par journée de travail, rien de plus pour les concerts, logement chez l'habitant. On recrute par famille d'esprit, par cooptation, comme dans une confrérie».

«On a pensé à inviter des «locumotives». Ainsi, Paul Badura-Skoda. Mais les artistes de sa notoriété

«C'est comme lorsque vous êtes entre amis : vous vous opposez, vous confrontez vos idées. On les autres vous repoussent ou vous proposent est intégrée. Il y a donc deux possibilités : triompher ou se fondre dans un «plus» que l'on reconnaît. En captivant, alors, on s'enrichit. Mais il ne faut pas vouloir triompher. Il faut vouloir la vérité».

«Il y a toujours des conflits de pouvoir entre musiciens. Mais ils s'opèrent au-delà de l'intellect. On perçoit les gens différemment dans la musique. Et la manière dont on les reçoit se fait en dehors de soi, à travers la musique : ne parvient à la conscience que le «plus» de l'autre, qui s'affirme».

«C'est pour cela qu'on utilise toujours trop de mots : les mots sont dans le conflit, pas dans la musique. Ce n'est que l'événement musical qui révèle notre accord. Sans les mots dans la musique, tout est tellement simple ! Et tellement toride, dehors».

«Pensez au quatuor : quatre voix d'un même principe sonore. L'unification. Le bouquet japonais. Il faut accepter qu'il y ait moins d'amateurs pour ce genre de bon-quer que pour des jeux d'offices. Mettez ce quatuor dans une salle de trois mille places et tout est vicé. Ce qui peut être vécu dans quelques mètres carrés devient monstrueux dans un espace cent fois plus grand. Les Juillard à Pleyel est une aberration. L'idéal serait de les faire jouer dix soirs de suite à Gaveau. Et c'est justement ce que notre système économique interdit».

A. R.

* Maurice Bourgue dirige l'Orchestre romantique les 2 et 3 mai.

Premier disque compact d'une intégrale des Lieder de Liszt. Coproduction France-Musique, Distribution Harmonia Mundi.

FRANZ LISZT
LIEDER
PIANO ERARD 1878

ERST HARTIGER
DORNA BROWN
MAGALI DAMONTE
PHILIPPE HITTENLOCHER
CYRIL HUVÉ
PIANO ERARD 1878

LA MUSIQUE DE CHAMBRE DE DEBUSSY

Rigueur et alchimie

QUAND Debussy écrit, presque en même temps, son *Quatuor à cordes* et le *Prélude à l'après-midi d'un faune*, en 1893, il est encore peu connu, mais il a déjà la conscience qu'il est prêt à emprunter, comme le compositeur d'aujourd'hui, des chemins tellement différents. Bien que, si on observe le *Prélude* dans la rédaction pour petit ensemble faite par Schoenberg pour les besoins de la Société pour auditions musicales privées, que celui-ci a initiée après la première guerre mondiale, on se rend compte que les lignes mélodiques n'y sont pas moins fermes et que le génie de Debussy ne réside pas seulement dans l'alchimie des combinaisons sonores.

Le traitement qu'il impose aux instruments à cordes dans son *Quatuor*, formation qu'on croyait figée, prouve qu'il transforme tout ce qu'il touche. Le quatuor devient, comme par enchantement, simple, tout fait de suggestions fugitives. S'il étend les possibilités du contrepoint, comme c'était la tradition du genre, c'est pour le détourner. Il se concentre sur la disposition acoustique des registres, ce qui ne nuit pas, d'ailleurs, à la mécanique interne des voix. Il parvient à être à la fois infiniment suggestif et cohérent. Sa découverte majeure : la forme instantanée, ad hoc. Plus elle est elliptique, plus elle est chargée d'allusions. Voir, à ce sujet, une petite pièce comme *Syrinx*, exemple étonnant de «versatilité» imaginative. Le contraste est partout et nulle part, c'est l'éternisation de l'instant dans une forme qui se met en question elle-même tout le temps.

Claude Debussy ne revient à la musique de chambre qu'en 1915,

trois ans avant sa mort, avec un projet de six sonates pour divers instruments. Il arrivera à en écrire trois : pour violoncelle et piano, pour flûte, alto et harpe et pour violon et piano — et, sur le manuscrit de cette dernière, encore une, pour une formation bien plus commune — hautbois, cor et clavier. Aucune trace d'un quelconque «retour à...» dans ces pages. Vladimir Janáček lui-même trouve même «plus de symphonies d'improvisation et de capriccio». A tenir compte seulement de leur licence et de l'esprit d'impromptu qui les anime, ces sonates sont vraiment, comme aurait dit Scriabine, des «sonates-jouissances». Debussy, le moins doctrinaire des grands créateurs, n'a aucune envie de considérer la musique de chambre comme un débat d'idées où l'immédiat sonore compte moins que les vérités ultimes que les instruments paraissent énoncer. S'il se retourne tardivement vers la musique de chambre, c'est peut-être aussi parce que, après *Jeux* (pour orchestre) et les *Etudes* (pour piano), l'orchestre et le piano sont arrivés au bout de leurs ressources, pour le moment. Beethoven, lui aussi, a écrit surtout des quatuors à la fin de sa vie, parce qu'il avait réglé ses comptes avec le piano et l'orchestre.

Miné par la maladie, Debussy se dévot dans cette musique. Ce n'est pas tellement une musique gaie (la *Sonate pour flûte, alto et harpe* est la même), mais, par la pureté des lignes, par la forme instantanée et l'évolution capricieuse, elle sent l'air frais du refuge. «Par un phénomène de dédoublement — peut-être naturel ? — elle [la

Sonate pour violon] est pleine de vie, presque joyeuse. Est-ce une preuve du peu que nous sommes dans les aventures où s'engage notre avenir ?», écrit le compositeur dans une lettre. Quelque chose de la tradition baroque française y subsiste, comme si Debussy avait voulu suggérer que le chemin de l'histoire aurait pu être différent. Il met ainsi le classicisme allemand entre parenthèses. Ce n'est pas un hasard : à cette même époque, Debussy était en proie à une crise de nationalisme exacerbé.

Les instruments abandonnent ici leur rôle traditionnel. Le violoncelle n'est plus déclamatoire et lyrique, il oublie ses cris pathétiques et égarés dans l'air, pour se laisser entraîner dans un duel foudroyant avec le piano, où il d'œuvre ironique et piquant. Dispositif étrange que celui de la *Sonate pour flûte, alto et harpe*. Comme dans toute la musique de chambre de Debussy, les instruments n'y sont pas réduits aux simples lignes d'un contrepoint abstrait ; ils apportent toute la chair de leurs timbres, le son de leur personnalité. Cette sonate, que le compositeur voyait «effacement mélancolique», «la souffrance pure, la souffrance anéantie par la mort, la souffrance sans nous qui découpe l'écriture au dents de scie et fait ricaner les violons de l'angoisse», cette sonate est pleine des échos de tout le début magique du siècle. Il y a du *Pierrot lunaire* dans l'air car c'est chez Schoenberg et chez Debussy, en même temps, que l'ancienne musique de chambre est morte pour renaître.

COSTIN CAZANAN.

* Le 20 avril, 16 heures.

LE QUATUOR TALICH

Eloquence du non-dit

GEOFFREY ENESCO se souvenait que, pendant ses études à Vienne, il jouait des quatuors de Beethoven d'après les partitions originales, autographes, telles qu'elles étaient restées dans la famille de son professeur, Joseph Hellmesberger Jr. Et ce n'était pas seulement le papier mort qui passait de génération en génération. A Vienne, comme à Prague ou à Budapest, la pratique de la musique de chambre s'héritait avec les photos de famille et une certaine idée du salut par la fraternité musicale. Ce n'est donc pas un hasard si les plus grands quatuors d'hier et d'aujourd'hui s'appellent Albin Berg, Vlach, Vesp, Janáček, Budapest, Talich. Au-delà des particularités qui les distinguent, ils ont en commun un ton narratif, expression de l'histoire chargée, déchirée, de ces terres. N'ont-ils donc pas beaucoup à nous raconter ?

Mais se cherchez pas Kafka dans le jeu du Quatuor Talich. Ils ont «une élégance un peu triste d'aristocrates perdus dans leur siècle» comme on peut lire dans une chronique du *Monde* de la musique.

Prague, ville baroque, est un fascinant jeu d'ombres et de lumières, et l'obscurité n'est qu'un fil minime entouré de palais et de magnifiques cathédrales. Les Talich, eux, ont choisi la lumière. Tarnished, il est vrai.

Pieter Menckers, Jan Křepil, Jan Talich, Erzen Ráday. Quatre noms sous un «label» célèbre. Contrairement à d'autres ensembles réputés, les Talich ne refusent pas de jouer séparément. C'est, à première vue, une imprudence. Pour d'autres, pas

pour eux. Au long de leurs participations aux Rencontres musicales (ils y sont, cette année, pour la cinquième fois), ils se sont intégrés aux formations les plus diverses. Ce qui leur a permis de concevoir de vastes panoramas comme ce fut le cas l'année dernière avec le cycle consacré à la musique de chambre de Janáček et, cette année, à celle de Debussy. Mais ce n'est pas seulement occasionnel. Le premier violon, Pieter Menckers, a publié en France (chez Calliope) une sélection de sonates de Mozart et le violoncelliste Erzen Ráday a pris sur son compte une intégrale des sonates et des variations pour violoncelle et piano de Beethoven (Calliope, également).

Les Talich gardent, une fois réunis, l'intuition de ce que pourrait être la trajectoire individuelle de chacun, et le travail d'unification ne devient ainsi que plus étonnant. Prenons la fugue lente du *Le Quatuor*, en sa dixième mesure, de Beethoven. (Les Talich sont les signataires de l'une des cinq ou six intégrales de premier ordre des quatuors de Beethoven, chez Calliope, toujours.) Le ton y est retenu, la phrase est envisagée d'un seul trait, en grand, très noble et très lumineuse, à la fois. Audessus des changements harmoniques, le chant du premier violon

reste suspendu, épi à lui-même, intouchable. Le frisson s'étale sur d'amples espaces. Les contrastes spectaculaires, les changements de couleur sont rares. Mais le crescendo est très graduel et un petit *sfzando* trouve ainsi toute sa signification. La forme s'expose ainsi dans toute sa clarté.

Eloigné, le brouillage des petites intentions. Même dans les mouvements rapides (le cinquième, par exemple), la linéarité reste exemplaire. Une autre réflexion préalable agit comme un fil sur le jeu des musiciens.

A côté de l'intégrale Beethoven, les réalisations majeures des Talich, qui nous sont accessibles en France, sont les quatuors de Debussy et de Ravel. Comme partout, ils s'engagent, ici aussi, dans l'art exquis de la sublimation. La rhétorique, les fausses, l'intelligence n'a pas besoin d'un excès de moyens. Tout conflit est résolu préalablement à l'acte public. Leur jeu ne garde que les essences, la conscience d'un débat préexistant, maintenant occulté, et une technique infatigable de la suggestion. Art du non-dit éloquent. Rien d'étonnant qu'il se soit développé dans cette partie de l'Europe.

C. C.

* Les 18, 19, 20 et 25 avril.

PAR TÉLÉPHONE

A Paris : 42-72-43-68

Sur place, à partir

du 6 avril : 85-59-11-11

Retransmissions



Radio France

Accueil en Bourgogne, CLUNY ACCOR LES RENCONTRES MUSICALES est soutenu par le CONSEIL RÉGIONAL DE BOURGOGNE, LE CONSEIL GÉNÉRAL DE SAONE-ET-LOIRE, LA DIRECTION RÉGIONALE DES AFFAIRES CULTURELLES, DIRECTION DE LA MUSIQUE ET DE LA DANSE, AU MINISTÈRE DE LA CULTURE, la Caisse nationale des monuments historiques et des sites et bien entendu le VILLAGE DE CLUNY, avec le concours de SAONORA.

Accor

Multiplicité des actions en faveur de la musique, le CREDIT LYONNAIS apporte son soutien à CLUNY ACCOR LES RENCONTRES MUSICALES.

CREDIT LYONNAIS

EN BOURGOGNE DU SUD

découvrez la SAONE-ET-LOIRE

Jardin roman chargé d'histoire

terre de gastronomie et de bien-être

Pour des VACANCES DE DÉTENTE

dans une nature préservée aux multiples richesses

SAONE-ET-LOIRE TOURISME (16) 85-39-47-47

VOYAGE HAVAS-CONGRÈS

aux Rencontres de Cluny

18, 19, 20 avril 1^{er}, 2, 3 mai

un départ de Paris ou de Chalon-sur-Saône

Large participation aux RENCONTRES MUSICALES

et visite des hauts lieux de la région en autocar

1^{er} jour : départ de Paris en TGV pour Montchénas

CHALON : la vieille ville et l'église Saint-Vincent. Dîner au restaurant

TOURNUS : l'abbaye Saint-Philibert, puis BRANCON

CLUNY : répétition des concerts

Dîner au restaurant des RENCONTRES, avec les musiciens. Concert

2^e jour : château de CORMATIN

CLUNY : dîner au restaurant des RENCONTRES

Visite de l'abbaye et de la ville

Dîner au restaurant des RENCONTRES. Concert

3^e jour : AUTUN : cathédrale Saint-Lazare et la vieille ville

MERCUREY : dégustation de vins et d'œuvres gastronomiques

CLUNY : concert

Départ en TGV pour Paris. Arrivée vers 20 h 30.

(Conditions générales de vente disponibles auprès d'HAVAS-CONGRÈS)

Reas : HAVAS-CONGRÈS - RENCONTRES MUSICALES DE CLUNY

12, rue de l'Église, 75733 PARIS CEDEX 15 - Tél. : (1) 45-75-31-21

هناك امتحان

Histoire

Le bicentenaire de 1789

« Il faut tirer les leçons de la Révolution et éviter les polémiques inutiles »

nous déclare M. Edgar Faure
président de la commission de commémoration

« Vous succédez à Michel Baroin, qui avait été secrétaire, brièvement et un peu par hasard, membre de votre cabinet lorsque vous étiez président de l'Assemblée nationale. Avez-vous ensuite conservé des relations avec lui ?

« L'entrée de Michel Baroin dans mon équipe était due en effet à une circonstance fortuite. Il faisait partie du cabinet de mon prédécesseur, M. Achille Peretti, qui m'a présenté ses collaborateurs. Quelqu'un m'avait dit que vous étiez un homme très sympathique, très bon, très ouvert, très accessible. Je n'ignorais pas non plus ses attaches maçonniques, qui l'ont amené peu après à devenir grand maître du Grand-Orient.

« Par la suite, alors que je comptais recourir davantage à sa collaboration, il a eu cette bifurcation que je l'ai encouragé à prendre pour un poste très intéressant : la GMF.

« A partir de ce moment, nous avons gardé des relations personnelles chaleureuses et relativement fréquentes. Nous avions comme principe de déjeuner, une fois par mois, ensemble. Nous avions même dit : le premier lundi de chaque mois ; mais nous ne tenons pas toujours le coup, parce que je suis un homme très occupé, très ambulant. Il était aussi, mais nous nous efforcions de maintenir un contact.

« La liberté c'est les droits de l'homme »

« Avez-vous en l'occurrence, avant la disparition tragique de Michel Baroin, des entretiens précisés avec lui de la tâche qui lui était confiée et qu'il vous inculquait aujourd'hui de mener à bien ?

« Oui, naturellement. D'abord parce qu'il m'avait tenu au courant. Il m'avait raconté le projet qu'il avait formé. Après sa nomination, je l'avais contacté pour lui dire : il y a une chose que nous pourrions faire ensemble, c'est la partie droite de l'homme.

« J'ai été appelé en effet à présider l'Institut international des droits de l'homme, qui siège à Strasbourg, qui avait été fondé par le professeur René Cassin, prix Nobel de la paix et auteur de la Déclaration universelle. Au moment où Michel Baroin a disparu, nous mettions au point un projet commun.

« Représentez-vous toutes les idées, tous les projets de Michel Baroin, ou souhaitez-vous modifier certaines orientations ?

« J'ai examiné les écrits de Michel Baroin, les papiers qu'il avait préparés. Il n'y a absolument rien dans tout cela qui suscite la moindre divergence de vues entre lui et moi. Je dois même dire que je suis particulièrement heureux de sa présentation générale et de la plupart de ses suggestions. Naturellement, chacun a sa manière de procéder, ses habitudes de penser, ses tics de style. Donc, je vais peut-être ajouter ou modifier certaines formules, mais les idées générales nous sont communes.

« Quel prix attachez-vous à la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789, et êtes-vous partisan d'une mise à jour de ce texte fondateur ?

« La Déclaration de 1789 est importante. Elle coïncidait d'ailleurs avec le Bill of Rights, qui a complété la Constitution américaine. Par la suite, un travail important a été accompli, je vous l'ai dit, par le professeur René Cassin, lorsqu'il a établi la Déclaration universelle.

« Détail peut-être moins connu : moi-même, j'ai beaucoup travaillé sur ce sujet, mais en équipe, comme président d'une commission de l'Assemblée nationale, qui était une commission de la liberté. Au fond, la liberté, vous savez, c'est les droits de l'homme : il est très difficile de distinguer les droits des libertés.

« Nous avions fait un travail énorme, notamment avec des auditions, parmi lesquelles, je ne rappelle, celle d'André Malraux, qui avait été particulièrement importante ; et nous avions établi un document de l'Assemblée qui, je dois dire, n'avait pas été adopté, l'unanimité par notre commission, mais c'était pour des raisons de politique intérieure. J'ai l'intention de reprendre et d'utiliser éventuellement ce document.

« Vous êtes l'auteur de deux ouvrages historiques consacrés aux institutions décadentes qui précèdent 1789, cette période où, selon le mot d'un témoin que vous rappelez dans l'un de vos livres, « les idées d'égalité et de république fermentent sourdement dans les têtes ». Quelle vision d'ensemble de la période révolutionnaire avez-vous ? Et quel point de vue sur les controverses incessantes des historiens, à propos de la genèse, du sens et des conséquences de ce bouleversement ?

« Je crois que c'est un tort de vouloir porter un jugement moral sur un événement historique déterminé. La Révolution française est une mutation considérable et sans laquelle on ne peut pas imaginer ce qui se serait passé parce qu'on n'en sait rien.

« Là-dessus, il existe une analyse qui m'a paru très forte, celle de Tocqueville. On la trouve dans l'un de ses écrits les moins connus, son dis-

cu passé. La commémoration pour moi, c'est l'occasion de faire rencontrer, comme dit Pierre Nora, la mémoire et l'histoire. Cette rencontre s'appelle la conscience.

La France, en 1789, a parlé pour les autres, pour l'Europe. C'est pourquoi je pense faire la fête de la Fédération que Michel Baroin projetait : fête française par les régions mais aussi fête européenne.

« Vous venez d'être reçu par le chef de l'Etat. Quel message vous a-t-il transmis à propos de cette commémoration ?

« Oui, le chef de l'Etat a été intéressé par cette commémoration. Je suis persuadé qu'il continuera à se passionner pour cette question, soit qu'il exerce toujours ses fonctions en 1989 - on ne sait jamais, - soit qu'il ne les exerce pas. Quel cas, il sera plus disponible, comme écrivain, comme homme de pensée, comme grand auteur moral. Je serais très heureux qu'il y prenne toute la part qu'il voudra y prendre.

L'ancien président du conseil devra-t-il quitter le Sénat ?

M. Edgar Faure pourrait-il demeurer sénateur du Doubs au-delà du 7 septembre 1987 alors que le mandat qui lui a été confié en septembre 1980 n'expire qu'en septembre 1988 ?

L'ancien président du conseil a en effet été nommé par décret du 8 mars dernier (paru au Journal officiel du 7 mars) président de la mission de commémoration du bicentenaire de la Révolution française. Une telle mission, confiée par le gouvernement à un parlementaire, est-elle compatible avec l'exercice d'un mandat de député ou de sénateur au-delà d'une durée de six mois ?

Le code électoral - en vertu d'une loi organique - a prévu ce cas puisqu'il dispose dans ses articles LO 319 que « les sénateurs (...) dont le siège devient vacant pour cause de décès, d'acceptation des fonctions de membre du gouvernement ou de membre du Conseil constitutionnel ou de prolongation au-delà de six mois d'une mission temporaire confiée par le gouvernement sont remplacés par les personnes élues au même temps qu'eux à cet effet » (c'est-à-dire par leurs suppléants).

Cet article a déjà eu à plusieurs reprises l'occasion de s'appliquer. Le parlementaire chargé d'une mission par le gouvernement ne peut ainsi prolonger celle-ci au-delà de six mois que s'il abandonne son mandat. M. Edgar Faure a donc six mois pour faire son choix.

« M. Mitterrand m'a paru notamment soucieux - je partage son point de vue - d'éviter les polémiques inutiles pour savoir si c'était bon ou mauvais de faire la Révolution. Il nous fait maintenant tirer les leçons. L'une de ces leçons, c'est une grande réconciliation française. Il faut maintenant que les descendants des Vendéens et ceux des combattants de Valmy voient qu'ils étaient tous des hommes de sacrifice, des hommes de l'intérêt national, de l'intérêt humain. Il faut maintenant arriver à cette suture, à cette réconciliation, au sens presque ecclésiastique du terme, et à l'idée d'en finir avec l'opposition droite-gauche, qui transforme la France en deux blocs qui semblent imperméables.

« Je vais fêter moi-même mes propres institutions... »

« Académie française, Sénat, conseil régional de Franche-Comté, nombreuses autres fonctions et, maintenant, présidence de la mission : à près de soixante-dix ans, vous vous portez bien. On se fait face à tant de tâches ?

« La question n'est pas posée, nulle part on dans beaucoup d'endroits, mais de faire une œuvre utile qu'on peut faire dans son cabinet. Je suis un homme de cabinet. J'ai écrit des ouvrages que l'on veut bien citer comme importants.

« En réalité, mes différentes activités ne posent un problème de diversité que d'un point de vue pratique. Elles sont en effet intellectuellement homologues, convergentes et complémentaires. Par exemple, je préside le Conseil de régions d'Europe. Or, je me prépare comme je vous l'ai dit, à célébrer à la fois les régions et l'Europe. J'ai été désigné, sans être candidat, comme président de la Confédération internationale des sociétés d'histoire et de composition. Or il se trouve que la Révolution a créé le droit d'auteur. Par conséquent, je vais fêter moi-même mes propres institutions, etc.

« Donc, le problème pour moi est plutôt un problème d'organisation dans le temps, mais je ne suis pas obligé, si je puis dire, de changer d'univers intellectuel. C'est la même mission que je poursuis. »

Propos recueillis par
MICHEL KALAMIAN

Le Carnet du Monde

Naissances

« Sophie et Jacques HALPÉRIN
naissent à Lucie, Charles et Alexandre.
le jour d'annoncer la naissance de
Simone.
Paris, le 9 mars 1987.

Décès

M. Edouard AGDERN,
M. et M^{me} Daniel Agdern,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Edouard AGDERN,
survécu le 21 février 1987, dans sa
quatre-vingt-septième année.
Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité
familiale.
44, rue de Laborde,
75008 Paris.

« Les enfants, petits-enfants et
arrière-petits-enfants de

M^{me} RABINET,
née Marguerite Gaillet,
ont la douleur de faire part du décès de
leur mère et grand-mère.

Elle s'est éteinte dans la paix, après
avoir reçu les sacrements de l'Eglise, le
9 mars 1987, dans sa quatre-vingt-
septième année, vingt-quatre jours après
son époux.

M. Daniel RABINET.
Les obsèques auront lieu le samedi
14 mars, à 15 heures, dans l'église de
Coulon (Calvados).
31, avenue Le Corbellier,
92190 Meudon.

« Sid Ali Chérif-Zahar,
M. et M^{me} Farid Chérif-Zahar
et leurs enfants,
M. et M^{me} Hassam Chérif-Zahar
et leurs enfants,
M. et M^{me} Hassan Chérif-Zahar
et leurs enfants,
M. et M^{me} Youssef Ould-Ahmed
et leurs enfants,
M. et M^{me} Abdelkrim Ould-Ahmed
et leurs enfants,
Les familles Chérif-Zahar, Ould-
Ahmed, Sator, Sere, Youssif, Abdelkhalik,
Bakir, Belkheir, Bouquet, Chami,
Djane, Hachane, Parroux, parents,
sont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Fella CHÉRIF-ZAHAR,
née Ould-Ahmed,
ancienne directrice
de l'Institut algérien agricole d'Alger
(1958-1964),
survécus à Paris, le 9 mars 1987.

L'inhumation aura lieu au cimetière
de Sidi-M'hammed, à Alger, le vendredi
13 mars 1987, à 13 heures.

11, rue Cels,
75014 Paris.

202, boulevard Bessière,
Alger.

« M. Henri Cohen,
M. et M^{me} Francis Cohen,
M. et M^{me} Gérard Cohen,
M. et M^{me} Patrick Leleu,
M. et M^{me} Bernard Cohen et Serge,
sont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Henri COHEN,
née Paulette Cohen.
Les obsèques auront lieu le jeudi
12 mars, à 16 heures, au cimetière de
Ménilmontant.

15, rue des Frères-Morane,
75015 Paris.

« Le docteur et M^{me} Jacques Van
Peteghem,
sont la douleur de faire part du décès de
M. et M^{me} Philippe Compain,
M. et M^{me} Edouard Lacour,
Comte et comtesse de Vieux,
M. et M^{me} Marie Van Peteghem,
sont la douleur de faire part du décès de
M. et M^{me} Roger Bellu,
sont la douleur de faire part du décès de
M. et M^{me} Roger Bellu,
sont la douleur de faire part du décès de

M. Maurice COUTOT,
président de la Chambre syndicale
des géologues de France,
membre correspondant de l'Institut,
chevalier de la Légion d'honneur,
survécus le 8 mars 1987, dans sa quatre-vingt-
septième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée
le jeudi 12 mars, à 10 h 30, en l'église
Saint-Thomé d'Aquin, 75007 Paris.

7, rue de la Clinique,
75007 Paris.

« L'Etude géologique Contot-
Rocher,
M. et M^{me} Jean-Claude Rocher,
Les directeurs des succursales
Et tous les collaborateurs
ont la douleur de faire part du décès de

Maurice COUTOT,
géologue,
président de la Chambre syndicale
des géologues de France,
membre correspondant de l'Institut,
chevalier de la Légion d'honneur,
survécus le 8 mars 1987, dans sa quatre-
vingt-septième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée
le jeudi 12 mars 1987, à 10 h 30, en
l'église Saint-Thomé d'Aquin, 75007
Paris.

21, boulevard Saint-Germain,
75005 Paris.

« La Chambre syndicale des géo-
logues de France
a la tristesse d'annoncer le décès de son
président,

Maurice COUTOT,
géologue,
membre correspondant de l'Institut,
chevalier de la Légion d'honneur,
survécus le 8 mars 1987, dans sa quatre-
vingt-septième année.

« Villampuy, Chartres (Eure-et-
Loir).

M. et M^{me} Jacques Lhopiteau,
M^{me} Jacques Viron,
sont la douleur de faire part du décès de
M. et M^{me} Marc Heurion,
Nicolas et Stanislas,
M. et M^{me} François Lhopiteau,
Romain, Simon et Anatole,
M. et M^{me} Denis Bernart,
Baptiste, Samuel, Louis et Léopold,
M. et M^{me} Marcel Juillard,
Hélène et Valérie,
M. Vincent Lhopiteau,
M. et M^{me} Pierre Lhopiteau,
Marie et Charles-Edouard,
M. et M^{me} Hervé Viron
et Virginie,
M^{me} Isabelle Viron,
M. Laurent Viron,
sont la douleur de faire part du décès de
M. et M^{me} Marie-Madeleine Viron,
sont la douleur de faire part du décès de

M. André DOUSSET,
maire honoraire de Villampuy,
survécus en son domicile, ferme de la
Rainville, le lundi 9 mars 1987, à l'âge
de quatre-vingt-trois ans.

La levée du corps aura lieu en son
domicile, le jeudi 12 mars 1987, à
14 heures.

Les obsèques religieuses seront célé-
brées le même jour, à 16 heures, en la
cathédrale de Chartres, suivies de
l'inhumation dans le caveau de famille
au cimetière Saint-Chéron, dans l'inti-
mité familiale.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Forme de la Rainville, Villampuy,
25300 Châtillon.

« Le directeur de la production et du
transport d'Electricité de France
fait part, avec tristesse, du décès de

M. Albin DUCROS,
chargé de mission,
chevalier de l'Ordre national du Mérite.

La cérémonie religieuse a été célé-
brée le mercredi 11 mars 1987, à
10 h 30, au temple protestant, 106, rue
de Grenelle, 75007 Paris.

« M^{me} Renée Hagège,
M^{me} Alice et Mathilde Hagège,
Jean-Paul et René Hagège
et leurs enfants,
M. et M^{me} Robert Newman,
leurs enfants et petits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

M. et M^{me} Fernand Hagège
et leurs enfants,
M. et M^{me} Robert Newman,
leurs enfants et petits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

M. et M^{me} Fernand Hagège
et leurs enfants,
M. et M^{me} Robert Newman,
leurs enfants et petits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

M. et M^{me} Fernand Hagège
et leurs enfants,
M. et M^{me} Robert Newman,
leurs enfants et petits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

M. et M^{me} Fernand Hagège
et leurs enfants,
M. et M^{me} Robert Newman,
leurs enfants et petits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

M. et M^{me} Fernand Hagège
et leurs enfants,
M. et M^{me} Robert Newman,
leurs enfants et petits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

M. et M^{me} Fernand Hagège
et leurs enfants,
M. et M^{me} Robert Newman,
leurs enfants et petits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

M. et M^{me} Fernand Hagège
et leurs enfants,
M. et M^{me} Robert Newman,
leurs enfants et petits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

M. et M^{me} Fernand Hagège
et leurs enfants,
M. et M^{me} Robert Newman,
leurs enfants et petits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

M. et M^{me} Fernand Hagège
et leurs enfants,
M. et M^{me} Robert Newman,
leurs enfants et petits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

M. et M^{me} Fernand Hagège
et leurs enfants,
M. et M^{me} Robert Newman,
leurs enfants et petits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

L'inhumation aura lieu au cimetière
des Batignolles, dans le caveau de
famille.

23, quai de l'Osse,
75019 Paris.

« Né le 27 juillet 1929 à Bordeaux (Gironde),
Jacques Malleville, docteur en droit, a com-
mencé sa carrière en 1949 comme secrétaire
d'administration au ministère des finances.
Chargé de mission au cabinet de Gaston
Pérel en 1955, puis à celui de M. Jacques
Chaban-Delmas (1957-1958), il est chef de
cabinet d'Edmond Michelet avant d'être au
cabinet UNR de la Seine en 1958. Membre de
l'Assemblée nationale jusqu'en 1957, il devient
l'année suivante chef des services de chancel-
erie à la grande chancellerie de la Légion d'hon-
neur.

Claude Santelli,
Et les familles Collet, Besset, Morel-
font part de la mort de

Olympe SANTELLI,
survécus à Paris, le 9 mars 1987.

Un service funèbre sera célébré en
l'église Saint-Roch, 296, rue Saint-
Honoré, le jeudi 12 mars, à 14 heures,
en présence de sa famille et de tous ses
amis de la ville et du théâtre.

L'inhumation aura lieu le même jour,
dans la plus stricte intimité, à Esches.

Cet avis tient lieu de faire-part.

110, boulevard Saint-Germain,
75006 Paris.

« Mme Jean-Jacques Vasilin,
Yvonne, Virginie et Sylvie Vasilin,
sont la douleur de faire part du décès de

M. Jean-Jacques VASILIN,
survécus le 18 février 1987.

La cérémonie religieuse a eu lieu le
24 février 1987, en l'église de Saint-
Nicolas à Houilles, suivie de l'inhuma-
tion dans le caveau de famille.

17, rue des Alouettes,
95240 Cormeilles-en-Parisis.

« M^{me} Jean-Jacques Vasilin,
Le personnel du cabinet Vasilin et ses
collaborateurs
ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean-Jacques VASILIN,
directeur général de la SA Vasilin.

3, rue de Saint-Germain,
95240 Cormeilles-en-Parisis.

Remerciements

« Jacques Pommetat, secrétaire
général de la FEN,
Les membres du Pénitencier fédéral
national,
Les membres du bureau fédéral
national,
Les personnels de la FEN,
vous remercient de la sympathie témoi-
gnée à la suite du décès de

James MARANGE,
instituteur honoraire,
ancien secrétaire général de la FEN.

Fédération de l'éducation nationale,
43, rue la Bruyère,
75009 Paris.

Anniversaires

« Il y a dix ans, le 10 mars 1977, dispa-
raitrait subitement à Lanzarote (Iles
Canaries, Espagne)

« Il y a dix ans, le 12 mars 1981, dispa-
raitrait

Albert SAINT-MAXEN.
Une pensée (une prière) est deman-
dée à ceux qui l'ont connu et aimé.

Erratum

« Dans l'avis de décès paru hier de
M. Raphaël SION,
il fallait lire la famille Skinnazi et non
Strinnazi; et Lilian et Arlette et non Lilan
et Arlette.

Manifestation

du souvenir

« Georges DOKAN,
qui fut l'animateur de L'ACADAI, n'est
plus.

Un hommage lui sera rendu, jeudi
12 mars, à 20 h 45, au centre Rachi,
30, boulevard du Port-Royal, 75005
Paris.

Ceux qui l'ont connu et aimé sont
invités à s'y associer.

Communications diverses

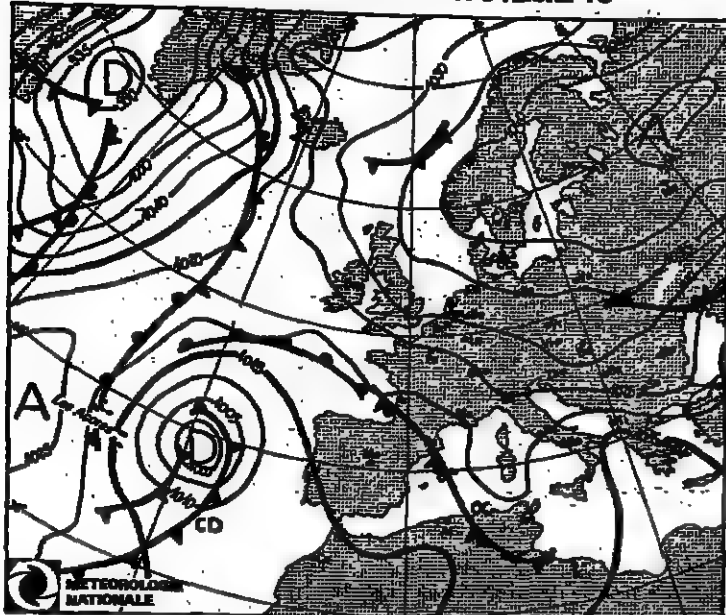
« Cercle Bernard-Lazare. Henri
Aulan, biologiste à la faculté de méde-
cine de Paris et à la Hadassah, présen-
tera son livre *A tort et à raison*, inter-
prétation de la science et du mythe, jeudi
12 mars, 20 h 30, 10, rue Saint-Claude,
75003 Paris.

« L'association Rencontres, film et
spiritualité, organise le jeudi 12 mars,
à 20 h 30, au Musée de l'homme, la pro-
jection d'un film : *Bouhan, un petit
pays possédé de ciel*, suivie d'un débat
avec le lauréat Sherab, Accueil à partir de
20 heures. Renseignements : Tél. 45-60-
70-33.

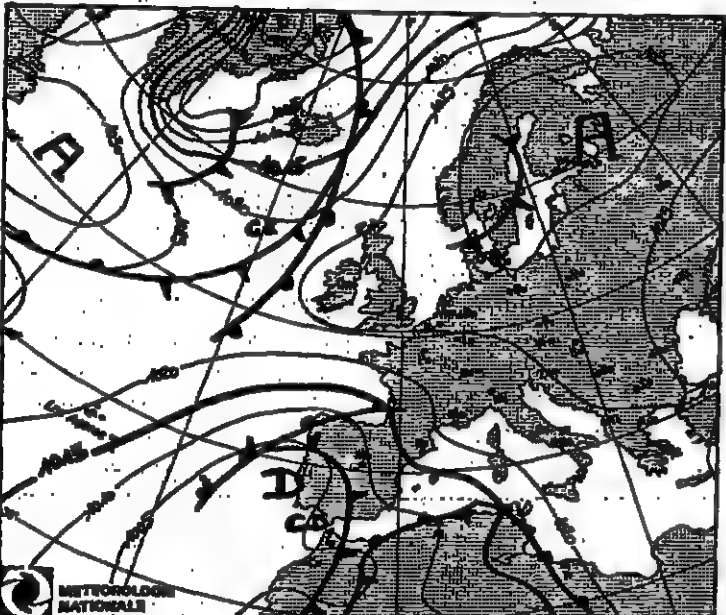
Informations « services »

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 11 MARS 1987 À 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 13 MARS À 0 HEURE TU



Évolution probable du temps en France entre le samedi 13 mars à 0 heure et le dimanche 14 mars à 24 heures.

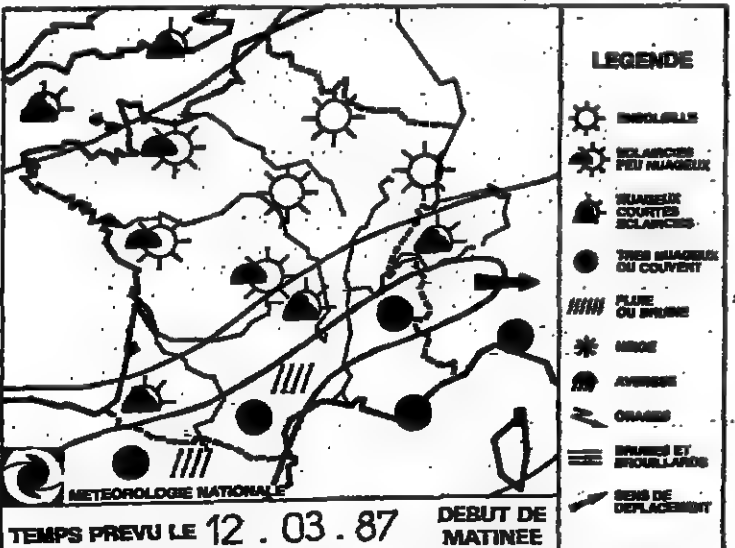
Durant les quarante-huit heures à venir, les conditions météorologiques vont évoluer sur la plus grande partie de la France, toujours soumise aux hautes pressions de Scandinavie. En revanche, une aggravation pluvieuse se produira des Pyrénées au Languedoc à l'arrière d'une perturbation au passage d'Espagne. Seuls des passages nuageux affecteront le sud-est du pays.

Jusqu'à part nos régions méditerranéennes toujours affectées par le mauvais temps, nous bénéficierons d'une journée largement ensoleillée. Du Nord à la Bretagne, aux Charentes, au Centre, à l'Alsace et au Bassin parisien, le soleil continuera à régner dans un ciel dégagé. De l'Aquitaine à l'Arvergne et au nord des Alpes, ainsi que de la Corse à la Provence, de nombreux nuages voileront le ciel, mais la journée restera agréable.

Les régions les plus défavorisées connaîtront la pluie, voire la neige en montagne. Il s'agit des Pyrénées, du Languedoc-Roussillon et d'une grande partie du massif alpin.

Les températures, sans grand changement par rapport aux jours derniers, s'élèveront encore un minimum de -2 à -6 degrés du Nord à Rhône-Alpes et à l'Alsace, 0 à -2 degrés dans l'intérieur du Nord-Ouest, 2 à 4 degrés dans le Poitou-Charentes et le Limousin, 5 à 7 degrés de l'Aquitaine à la Provence-Côte d'Azur et à la Corse. Elles atteindront un maximum de 6 à 9 degrés sur le quart nord-est de la France, 9 à 12 degrés de la Manche au Massif Central et au Lyonnais, 12 à 14 degrés dans le Sud-Ouest et le Sud-Est.

Un vent de sud-est assez soutenu soufflera près de la Méditerranée.



TEMPÉRATURES maximales - minimales et temps observés
Valeurs extrêmes relevées entre le 10-3 à 6 h TU et le 11-3-1987 à 6 h TU

FRANCE				TOURS				LYONS				PARIS				STRASBOURG				LIÉGÈS				BRUXELLES				AMSTERDAM				ROTTERDAM				OSLO				STOCKHOLM				HELSINKI				TALLINN				RIGA				VILNIUS				KIIV				MOSCOU				SOVIETSK				NOVOSIBIRSK				YAKOUTSK				IRKOUTSK				KHABAROVSK				VLADIVOSTOK				SEKOU TOURE				CONAKRY				SIKASSO				BAKO				ERZURUM				ANKARA				ISTANBUL				ATLÈS				ALGER				TUNIS				CAIRO				ADDIS ABABA				JOHANNESBURG				PRÉTORIA				CAPE TOWN				PORT-LOUIS				DAKAR				NUAKHOTT				NOUAKHOTT				LAGOOS				ABIDJAN				YAMOUSSOUKRO				CONAKRY				SIKASSO				BAKO				ERZURUM				ANKARA				ISTANBUL				ATLÈS				ALGER				TUNIS				CAIRO				ADDIS ABABA				JOHANNESBURG				PRÉTORIA				CAPE TOWN				PORT-LOUIS				DAKAR				NUAKHOTT				NOUAKHOTT				LAGOOS				ABIDJAN				YAMOUSSOUKRO				CONAKRY				SIKASSO				BAKO				ERZURUM				ANKARA				ISTANBUL				ATLÈS				ALGER				TUNIS				CAIRO				ADDIS ABABA				JOHANNESBURG				PRÉTORIA				CAPE TOWN				PORT-LOUIS				DAKAR				NUAKHOTT				NOUAKHOTT				LAGOOS				ABIDJAN				YAMOUSSOUKRO				CONAKRY				SIKASSO				BAKO				ERZURUM				ANKARA				ISTANBUL				ATLÈS				ALGER				TUNIS				CAIRO				ADDIS ABABA				JOHANNESBURG				PRÉTORIA				CAPE TOWN				PORT-LOUIS				DAKAR				NUAKHOTT				NOUAKHOTT				LAGOOS				ABIDJAN				YAMOUSSOUKRO				CONAKRY				SIKASSO				BAKO				ERZURUM				ANKARA				ISTANBUL				ATLÈS				ALGER				TUNIS				CAIRO				ADDIS ABABA				JOHANNESBURG				PRÉTORIA				CAPE TOWN				PORT-LOUIS				DAKAR				NUAKHOTT				NOUAKHOTT				LAGOOS				ABIDJAN				YAMOUSSOUKRO				CONAKRY				SIKASSO				BAKO				ERZURUM				ANKARA				ISTANBUL				ATLÈS				ALGER				TUNIS				CAIRO				ADDIS ABABA				JOHANNESBURG				PRÉTORIA				CAPE TOWN				PORT-LOUIS				DAKAR				NUAKHOTT				NOUAKHOTT				LAGOOS				ABIDJAN				YAMOUSSOUKRO				CONAKRY				SIKASSO				BAKO				ERZURUM				ANKARA				ISTANBUL				ATLÈS				ALGER				TUNIS				CAIRO				ADDIS ABABA				JOHANNESBURG				PRÉTORIA				CAPE TOWN				PORT-LOUIS				DAKAR				NUAKHOTT				NOUAKHOTT				LAGOOS				ABIDJAN				YAMOUSSOUKRO				CONAKRY				SIKASSO				BAKO				ERZURUM				ANKARA				ISTANBUL				ATLÈS				ALGER				TUNIS				CAIRO				ADDIS ABABA				JOHANNESBURG				PRÉTORIA				CAPE TOWN				PORT-LOUIS				DAKAR				NUAKHOTT				NOUAKHOTT				LAGOOS				ABIDJAN				YAMOUSSOUKRO				CONAKRY				SIKASSO				BAKO				ERZURUM				ANKARA				ISTANBUL				ATLÈS				ALGER				TUNIS				CAIRO				ADDIS ABABA				JOHANNESBURG				PRÉTORIA				CAPE TOWN				PORT-LOUIS				DAKAR				NUAKHOTT				NOUAKHOTT				LAGOOS				ABIDJAN				YAMOUSSOUKRO				CONAKRY				SIKASSO				BAKO				ERZURUM				ANKARA				ISTANBUL				ATLÈS				ALGER				TUNIS				CAIRO				ADDIS ABABA				JOHANNESBURG				PRÉTORIA				CAPE TOWN				PORT-LOUIS				DAKAR				NUAKHOTT				NOUAKHOTT				LAGOOS				ABIDJAN				YAMOUSSOUKRO				CONAKRY				SIKASSO				BAKO				ERZURUM				ANKARA				ISTANBUL				ATLÈS				ALGER				TUNIS				CAIRO				ADDIS ABABA				JOHANNESBURG				PRÉTORIA				CAPE TOWN				PORT-LOUIS				DAKAR				NUAKHOTT				NOUAKHOTT				LAGOOS				ABIDJAN				YAMOUSSOUKRO				CONAKRY				SIKASSO				BAKO				ERZURUM				ANKARA				ISTANBUL				ATLÈS				ALGER				TUNIS				CAIRO				ADDIS ABABA				JOHANNESBURG				PRÉTORIA				CAPE TOWN				PORT-LOUIS				DAKAR				NUAKHOTT				NOUAKHOTT				LAGOOS				ABIDJAN				YAMOUSSOUKRO				CONAKRY				SIKASSO				BAKO				ERZURUM				ANKARA				ISTANBUL				ATLÈS				ALGER				TUNIS				CAIRO				ADDIS ABABA				JOHANNESBURG				PRÉTORIA				CAPE TOWN				PORT-LOUIS				DAKAR				NUAKHOTT				NOUAKHOTT				LAGOOS				ABIDJAN				YAMOUSSOUKRO				CONAKRY				SIKASSO				BAKO				ERZURUM				ANKARA				ISTANBUL				ATLÈS				ALGER				TUNIS				CAIRO				ADDIS ABABA				JOHANNESBURG				PRÉTORIA				CAPE TOWN				PORT-LOUIS				DAKAR				NUAKHOTT				NOUAKHOTT				LAGOOS				ABIDJAN				YAMOUSSOUKRO				CONAKRY				SIKASSO				BAKO				ERZURUM				ANKARA				ISTANBUL				ATLÈS				ALGER				TUNIS				CAIRO				ADDIS ABABA				JOHANNESBURG				PRÉTORIA				CAPE TOWN				PORT-LOUIS				DAKAR				NUAKHOTT				NOUAKHOTT				LAGOOS				ABIDJAN				YAMOUSSOUKRO				CONAKRY				SIKASSO				BAKO				ERZURUM				ANKARA				ISTANBUL				ATLÈS				ALGER				TUNIS				CAIRO				ADDIS ABABA				JOHANNESBURG				PRÉTORIA				CAPE TOWN				PORT-LOUIS				DAKAR				NUAKHOTT				NOUAKHOTT				LAGOOS				ABIDJAN				YAMOUSSOUKRO				CONAKRY				SIKASSO				BAKO				ERZURUM				ANKARA				ISTANBUL				ATLÈS				ALGER				TUNIS				CAIRO				ADDIS ABABA				JOHANNESBURG				PRÉTORIA				CAPE TOWN				PORT-LOUIS				DAKAR				NUAKHOTT				NOUAKHOTT				LAGOOS				ABIDJAN				YAMOUSSOUKRO				CONAKRY				SIKASSO				BAKO				ERZURUM				ANKARA				ISTANBUL				ATLÈS				ALGER				TUNIS				CAIRO				ADDIS ABABA				JOHANNESBURG				PRÉTORIA				CAPE TOWN				PORT-LOUIS				DAKAR				NUAKHOTT				NOUAKHOTT				LAGOOS				ABIDJAN				YAMOUSSOUKRO				CONAKRY				SIKASSO				BAKO				ERZURUM				ANKARA				ISTANBUL				ATLÈS				ALGER				TUNIS				CAIRO				ADDIS ABABA				JOHANNESBURG				PRÉTORIA				CAPE TOWN				PORT-LOUIS				DAKAR				NUAKHOTT				NOUAKHOTT				LAGOOS				ABIDJAN				YAMOUSSOUKRO				CONAKRY				SIKASSO				BAKO				ERZURUM				ANKARA				ISTANBUL				ATLÈS				ALGER				TUNIS				CAIRO				ADDIS ABABA				JOHANNESBURG				PRÉTORIA				CAPE TOWN				PORT-LOUIS				DAKAR				NUAKHOTT				NOUAKHOTT				LAGOOS				ABIDJAN				YAMOUSSOUKRO				CONAKRY				SIKASSO				BAKO				ERZURUM				ANKARA				ISTANBUL				ATLÈS				ALGER				TUNIS				CAIRO				ADDIS ABABA				JOHANNESBURG				PRÉTORIA				CAPE TOWN				PORT-LOUIS				DAKAR				NUAKHOTT				NOUAKHOTT				LAGOOS				ABIDJAN				YAMOUSSOUKRO				CONAKRY				SIKASSO				BAKO				ERZURUM				ANKARA				ISTANBUL				ATLÈS				ALGER				TUNIS				CAIRO				ADDIS ABABA				JOHANNESBURG				PRÉTORIA				CAPE TOWN				PORT-LOUIS				DAKAR				NUAKHOTT				NOUAKHOTT				LAGOOS				ABIDJAN				YAMOUSSOUKRO				CONAKRY				SIKASSO				BAKO				ERZURUM				ANKARA				ISTANBUL				ATLÈS				ALGER				TUNIS				CAIRO				ADDIS ABABA				JOHANNESBURG				PRÉTORIA				CAPE TOWN				PORT-LOUIS				DAKAR				NUAKHOTT				NOUAKHOTT				LAGOOS				ABIDJAN				YAMOUSSOUKRO				CONAKRY				SIKASSO				BAKO				ERZURUM				ANKARA				ISTANBUL				ATLÈS				ALGER				TUNIS				CAIRO				ADDIS ABABA				JOHANNESBURG				PRÉTORIA				CAPE TOWN				PORT-LOUIS				DAKAR				NUAKHOTT				NOUAKHOTT				LAGOOS				ABIDJAN				YAMOUSSOUKRO				CONAKRY				SIKASSO				BAKO				ERZURUM				ANKARA				ISTANBUL				ATLÈS				ALGER				TUNIS				CAIRO				ADDIS ABABA				JOHANNESBURG				PRÉTORIA				CAPE TOWN				PORT-LOUIS				DAKAR				NUAKHOTT				NOUAKHOTT				LAGOOS				ABIDJAN				YAMOUSSOUKRO				CONAKRY				SIKASSO				BAKO				ERZURUM				ANKARA				ISTANBUL				ATLÈS				ALGER				TUNIS				CAIRO				ADDIS ABABA				JOHANNESBURG				PRÉTORIA				CAPE TOWN				PORT-LOUIS				DAKAR				NUAKHOTT				NOUAKHOTT				LAGOOS				ABIDJAN				YAMOUSSOUKRO				CONAKRY				SIKASSO				BAKO				ERZURUM				ANKARA				ISTANBUL				ATLÈS				ALGER				TUNIS				CAIRO				ADDIS ABABA				JOHANNESBURG				PRÉTORIA				CAPE TOWN				PORT-LOUIS				DAKAR				NUAKHOTT				NOUAKHOTT				LAGOOS				ABIDJAN				YAMOUSSOUKRO				CONAKRY				SIKASSO				BAKO				ERZURUM				ANKARA				ISTANBUL				ATLÈS				ALGER				TUNIS				CAIRO				ADDIS ABABA				JOHANNESBURG				PRÉTORIA				CAPE TOWN				PORT-LOUIS				DAKAR				NUAKHOTT				NOUAKHOTT				LAGOOS				ABIDJAN				YAMOUSSOUKRO				CONAKRY				SIKASSO				BAKO				ERZURUM				ANKARA				ISTANBUL				ATLÈS				ALGER				TUNIS				CAIRO				ADDIS ABABA				JOHANNESBURG				PRÉTORIA				CAPE TOWN				PORT-LOUIS				DAKAR				NUAKHOTT				NOUAKHOTT				LAGOOS				ABIDJAN				YAMOUSSOUKRO				CONAKRY				SIKASSO				BAKO				ERZURUM				ANKARA				ISTANBUL				ATLÈS				ALGER				TUNIS				CAIRO				ADDIS ABABA				JOHANNESBURG				PRÉTORIA				CAPE TOWN				PORT-LOUIS				DAKAR				NUAKHOTT				NOUAKHOTT				LAGOOS				ABIDJAN				YAMOUSSOUKRO				CONAKRY				SIKASSO				BAKO				ERZURUM				ANKARA				ISTANBUL				ATLÈS				ALGER				TUNIS				CAIRO				ADDIS ABABA				JOHANNESBURG				PRÉTORIA				CAPE TOWN				PORT-LOUIS				DAKAR				NUAKHOTT				NOUAKHOTT				LAGOOS				ABIDJAN				YAMOUSSOUKRO				CONAKRY				SIKASSO				BAKO				ERZURUM				ANKARA				ISTANBUL				ATLÈS				ALGER				TUNIS				CAIRO				ADDIS ABABA				JOHANNESBURG				PRÉTORIA				CAPE TOWN				PORT-LOUIS				DAKAR				NUAKHOTT				NOUAKHOTT				LAGOOS				ABIDJAN				YAMOUSSOUKRO				CONAKRY				SIKASSO				BAKO				ERZURUM				ANKARA				ISTANBUL				ATLÈS				ALGER				TUNIS				CAIRO				ADDIS ABABA				JOHANNESBURG				PRÉTORIA				CAPE TOWN				PORT-LOUIS				DAKAR				NUAKHOTT				NOUAKHOTT				LAGOOS				ABIDJAN				YAMOUSSOUKRO				CONAKRY				SIKASSO				BAKO				ERZURUM				ANKARA				ISTANBUL				ATLÈS				ALGER				TUNIS				CAIRO				ADDIS ABABA				JOHANNESBURG				PRÉTORIA				CAPE TOWN				PORT-LOUIS				DAKAR				NUAKHOTT				NOUAKHOTT				LAGOOS				ABIDJAN				YAMOUSSOUKRO				CONAKRY				SIKASSO				BAKO				ERZURUM				ANKARA				ISTANBUL				ATLÈS				ALGER				TUNIS				CAIRO				ADDIS ABABA				JOHANNESBURG				PRÉTORIA				CAPE TOWN				PORT-LOUIS				DAKAR				NUAKHOTT				NOUAKHOTT				LAGOOS				ABIDJAN				YAMOUSSOUKRO				CONAKRY				SIKASSO				BAKO				ERZURUM				ANKARA				ISTANBUL				ATLÈS				ALGER				TUNIS				CAIRO				ADDIS ABABA				JOHANNESBURG				PRÉTORIA				CAPE TOWN				PORT-LOUIS				DAKAR				NUAKHOTT				NOUAKHOTT				LAGOOS				ABIDJAN				YAMOUSSOUKRO				CONAKRY				SIKASSO				BAKO				ERZURUM				ANKARA				ISTANBUL				ATLÈS				ALGER				TUNIS				CAIRO				ADDIS ABABA				JOHANNESBURG				PRÉTORIA				CAPE TOWN				PORT-LOUIS				DAKAR				NUAKHOTT				NOUAKHOTT				LAGOOS				ABIDJAN				YAMOUSSOUKRO				CONAKRY				SIKASSO				BAKO				ERZURUM				ANKARA				ISTANBUL				ATLÈS				ALGER				TUNIS				CAIRO				ADDIS ABABA				JOHANNESBURG				PRÉTORIA				CAPE TOWN				PORT-LOUIS				DAKAR				NUAKHOTT				NOUAKHOTT				LAGOOS				ABIDJAN				YAMOUSSOUKRO				CONAKRY				SIKASSO				BAKO				ERZURUM				ANKARA				ISTANBUL				ATLÈS				ALGER				TUNIS				CAIRO				ADDIS ABABA				JOHANNESBURG				PRÉTORIA				CAPE TOWN				PORT-LOUIS				DAKAR				NUAKHOTT				NOUAKHOTT				LAGOOS				ABIDJAN				YAMOUSSOUKRO				CONAKRY				SIKASSO				BAKO				ERZURUM				ANKARA				ISTANBUL				ATLÈS				ALGER				TUNIS				CAIRO				ADDIS ABABA				JOHANNESBURG				PRÉTORIA				CAPE TOWN				PORT-LOUIS				DAKAR				NUAKHOTT				NOUAKHOTT				LAGOOS				ABIDJAN				YAMOUSSOUKRO				CONAKRY				SIKASSO				BAKO				ERZURUM				ANKARA				ISTANBUL				ATLÈS				ALGER				TUNIS				CAIRO				ADDIS ABABA				JOHANNESBURG				PRÉTORIA				CAPE TOWN				PORT-LOUIS				DAKAR				NUAKHOTT				NOUAKHOTT				LAGOOS				ABIDJAN				YAMOUSSOUKRO				CONAKRY				SIKASSO				BAKO				ERZURUM				ANKARA				ISTANBUL				ATLÈS				ALGER				TUNIS				CAIRO				ADDIS ABABA				JOHANNESBURG				PRÉTORIA				CAPE TOWN				PORT-LOUIS				DAKAR				NUAKHOTT				NOUAKHOTT				LAGOOS				ABIDJAN				YAMOUSSOUKRO				CONAKRY				SIKASSO				BAKO				ERZURUM				ANKARA				ISTANBUL				ATLÈS				ALGER				TUNIS				CAIRO				ADDIS ABABA				JOHANNESBURG				PRÉTORIA				CAPE TOWN				PORT-LOUIS				DAKAR				NUAKHOTT				NOUAKHOTT				LAGOOS				ABIDJAN				YAMOUSSOUKRO				CONAKRY				SIKASSO				BAKO				ERZURUM				ANKARA				ISTANBUL				ATLÈS				ALGER				TUNIS				CAIRO				ADDIS ABABA				JOHANNESBURG				PRÉTORIA				CAPE TOWN				PORT-LOUIS				DAKAR				NUAKHOTT				NOUAKHOTT				LAGOOS				ABIDJAN				YAMOUSSOUKRO				CONAKRY				SIKASSO				BAKO				ERZURUM				ANKARA				ISTANBUL				ATLÈS				ALGER				TUNIS				CAIRO				ADDIS ABABA				JOHANNESBURG				PRÉTORIA				CAPE TOWN				PORT-LOUIS				DAKAR				NUAKHOTT				NOUAKHOTT				LAGOOS				ABIDJAN				YAMOUSSOUKRO				CONAKRY				SIKASSO				BAKO				ERZURUM				ANKARA				ISTANBUL				ATLÈS				ALGER				TUNIS				CAIRO				ADDIS ABABA				JOHANNESBURG				PRÉTORIA				CAPE TOWN				PORT-LOUIS				DAKAR				NUAKHOTT				NOUAKHOTT				LAGOOS				ABIDJAN				YAMOUSSOUKRO				CONAKRY				SIKASSO				BAKO				ERZURUM				ANKARA				ISTANBUL				ATLÈS				ALGER				TUNIS				CAIRO				ADDIS ABABA				JOHANNESBURG				PRÉTORIA				CAPE TOWN				PORT-LOUIS				DAKAR				NUAKHOTT				NOUAKHOTT				LAGOOS				ABIDJAN				YAMOUSSOUKRO				CONAKRY				SIKASSO				BAKO				ERZURUM				ANKARA				ISTANBUL				ATLÈS				ALGER				TUNIS				CAIRO				ADDIS ABABA				JOHANNESBURG				PRÉTORIA				CAPE TOWN				PORT-LOUIS				DAKAR				NUAKHOTT				NOUAKHOTT				LAGOOS				ABIDJAN				YAMOUSSOUKRO				CONAKRY				SIKASSO				BAKO				ERZURUM				ANKARA				ISTANBUL				ATLÈS				ALGER				TUNIS				CAIRO				ADDIS ABABA				JOHANNESBURG				PRÉTORIA				CAPE TOWN				PORT-LOUIS				DAKAR				NUAKHOTT				NOUAKHOTT				LAGOOS				ABIDJAN				YAMOUSSOUKRO				CONAKRY				SIKASSO				BAKO				ERZURUM				ANKARA				ISTANBUL				ATLÈS				ALGER				TUN			
--------	--	--	--	-------	--	--	--	-------	--	--	--	-------	--	--	--	------------	--	--	--	--------	--	--	--	-----------	--	--	--	-----------	--	--	--	-----------	--	--	--	------	--	--	--	-----------	--	--	--	----------	--	--	--	---------	--	--	--	------	--	--	--	---------	--	--	--	------	--	--	--	--------	--	--	--	----------	--	--	--	-------------	--	--	--	----------	--	--	--	----------	--	--	--	------------	--	--	--	-------------	--	--	--	-------------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	------	--	--	--	---------	--	--	--	--------	--	--	--	----------	--	--	--	-------	--	--	--	-------	--	--	--	-------	--	--	--	-------	--	--	--	-------------	--	--	--	--------------	--	--	--	----------	--	--	--	-----------	--	--	--	------------	--	--	--	-------	--	--	--	----------	--	--	--	-----------	--	--	--	--------	--	--	--	---------	--	--	--	--------------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	------	--	--	--	---------	--	--	--	--------	--	--	--	----------	--	--	--	-------	--	--	--	-------	--	--	--	-------	--	--	--	-------	--	--	--	-------------	--	--	--	--------------	--	--	--	----------	--	--	--	-----------	--	--	--	------------	--	--	--	-------	--	--	--	----------	--	--	--	-----------	--	--	--	--------	--	--	--	---------	--	--	--	--------------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	------	--	--	--	---------	--	--	--	--------	--	--	--	----------	--	--	--	-------	--	--	--	-------	--	--	--	-------	--	--	--	-------	--	--	--	-------------	--	--	--	--------------	--	--	--	----------	--	--	--	-----------	--	--	--	------------	--	--	--	-------	--	--	--	----------	--	--	--	-----------	--	--	--	--------	--	--	--	---------	--	--	--	--------------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	------	--	--	--	---------	--	--	--	--------	--	--	--	----------	--	--	--	-------	--	--	--	-------	--	--	--	-------	--	--	--	-------	--	--	--	-------------	--	--	--	--------------	--	--	--	----------	--	--	--	-----------	--	--	--	------------	--	--	--	-------	--	--	--	----------	--	--	--	-----------	--	--	--	--------	--	--	--	---------	--	--	--	--------------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	------	--	--	--	---------	--	--	--	--------	--	--	--	----------	--	--	--	-------	--	--	--	-------	--	--	--	-------	--	--	--	-------	--	--	--	-------------	--	--	--	--------------	--	--	--	----------	--	--	--	-----------	--	--	--	------------	--	--	--	-------	--	--	--	----------	--	--	--	-----------	--	--	--	--------	--	--	--	---------	--	--	--	--------------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	------	--	--	--	---------	--	--	--	--------	--	--	--	----------	--	--	--	-------	--	--	--	-------	--	--	--	-------	--	--	--	-------	--	--	--	-------------	--	--	--	--------------	--	--	--	----------	--	--	--	-----------	--	--	--	------------	--	--	--	-------	--	--	--	----------	--	--	--	-----------	--	--	--	--------	--	--	--	---------	--	--	--	--------------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	------	--	--	--	---------	--	--	--	--------	--	--	--	----------	--	--	--	-------	--	--	--	-------	--	--	--	-------	--	--	--	-------	--	--	--	-------------	--	--	--	--------------	--	--	--	----------	--	--	--	-----------	--	--	--	------------	--	--	--	-------	--	--	--	----------	--	--	--	-----------	--	--	--	--------	--	--	--	---------	--	--	--	--------------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	------	--	--	--	---------	--	--	--	--------	--	--	--	----------	--	--	--	-------	--	--	--	-------	--	--	--	-------	--	--	--	-------	--	--	--	-------------	--	--	--	--------------	--	--	--	----------	--	--	--	-----------	--	--	--	------------	--	--	--	-------	--	--	--	----------	--	--	--	-----------	--	--	--	--------	--	--	--	---------	--	--	--	--------------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	------	--	--	--	---------	--	--	--	--------	--	--	--	----------	--	--	--	-------	--	--	--	-------	--	--	--	-------	--	--	--	-------	--	--	--	-------------	--	--	--	--------------	--	--	--	----------	--	--	--	-----------	--	--	--	------------	--	--	--	-------	--	--	--	----------	--	--	--	-----------	--	--	--	--------	--	--	--	---------	--	--	--	--------------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	------	--	--	--	---------	--	--	--	--------	--	--	--	----------	--	--	--	-------	--	--	--	-------	--	--	--	-------	--	--	--	-------	--	--	--	-------------	--	--	--	--------------	--	--	--	----------	--	--	--	-----------	--	--	--	------------	--	--	--	-------	--	--	--	----------	--	--	--	-----------	--	--	--	--------	--	--	--	---------	--	--	--	--------------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	------	--	--	--	---------	--	--	--	--------	--	--	--	----------	--	--	--	-------	--	--	--	-------	--	--	--	-------	--	--	--	-------	--	--	--	-------------	--	--	--	--------------	--	--	--	----------	--	--	--	-----------	--	--	--	------------	--	--	--	-------	--	--	--	----------	--	--	--	-----------	--	--	--	--------	--	--	--	---------	--	--	--	--------------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	------	--	--	--	---------	--	--	--	--------	--	--	--	----------	--	--	--	-------	--	--	--	-------	--	--	--	-------	--	--	--	-------	--	--	--	-------------	--	--	--	--------------	--	--	--	----------	--	--	--	-----------	--	--	--	------------	--	--	--	-------	--	--	--	----------	--	--	--	-----------	--	--	--	--------	--	--	--	---------	--	--	--	--------------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	------	--	--	--	---------	--	--	--	--------	--	--	--	----------	--	--	--	-------	--	--	--	-------	--	--	--	-------	--	--	--	-------	--	--	--	-------------	--	--	--	--------------	--	--	--	----------	--	--	--	-----------	--	--	--	------------	--	--	--	-------	--	--	--	----------	--	--	--	-----------	--	--	--	--------	--	--	--	---------	--	--	--	--------------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	------	--	--	--	---------	--	--	--	--------	--	--	--	----------	--	--	--	-------	--	--	--	-------	--	--	--	-------	--	--	--	-------	--	--	--	-------------	--	--	--	--------------	--	--	--	----------	--	--	--	-----------	--	--	--	------------	--	--	--	-------	--	--	--	----------	--	--	--	-----------	--	--	--	--------	--	--	--	---------	--	--	--	--------------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	------	--	--	--	---------	--	--	--	--------	--	--	--	----------	--	--	--	-------	--	--	--	-------	--	--	--	-------	--	--	--	-------	--	--	--	-------------	--	--	--	--------------	--	--	--	----------	--	--	--	-----------	--	--	--	------------	--	--	--	-------	--	--	--	----------	--	--	--	-----------	--	--	--	--------	--	--	--	---------	--	--	--	--------------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	------	--	--	--	---------	--	--	--	--------	--	--	--	----------	--	--	--	-------	--	--	--	-------	--	--	--	-------	--	--	--	-------	--	--	--	-------------	--	--	--	--------------	--	--	--	----------	--	--	--	-----------	--	--	--	------------	--	--	--	-------	--	--	--	----------	--	--	--	-----------	--	--	--	--------	--	--	--	---------	--	--	--	--------------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	------	--	--	--	---------	--	--	--	--------	--	--	--	----------	--	--	--	-------	--	--	--	-------	--	--	--	-------	--	--	--	-------	--	--	--	-------------	--	--	--	--------------	--	--	--	----------	--	--	--	-----------	--	--	--	------------	--	--	--	-------	--	--	--	----------	--	--	--	-----------	--	--	--	--------	--	--	--	---------	--	--	--	--------------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	------	--	--	--	---------	--	--	--	--------	--	--	--	----------	--	--	--	-------	--	--	--	-------	--	--	--	-------	--	--	--	-------	--	--	--	-------------	--	--	--	--------------	--	--	--	----------	--	--	--	-----------	--	--	--	------------	--	--	--	-------	--	--	--	----------	--	--	--	-----------	--	--	--	--------	--	--	--	---------	--	--	--	--------------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	------	--	--	--	---------	--	--	--	--------	--	--	--	----------	--	--	--	-------	--	--	--	-------	--	--	--	-------	--	--	--	-------	--	--	--	-------------	--	--	--	--------------	--	--	--	----------	--	--	--	-----------	--	--	--	------------	--	--	--	-------	--	--	--	----------	--	--	--	-----------	--	--	--	--------	--	--	--	---------	--	--	--	--------------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	------	--	--	--	---------	--	--	--	--------	--	--	--	----------	--	--	--	-------	--	--	--	-------	--	--	--	-------	--	--	--	-------	--	--	--	-------------	--	--	--	--------------	--	--	--	----------	--	--	--	-----------	--	--	--	------------	--	--	--	-------	--	--	--	----------	--	--	--	-----------	--	--	--	--------	--	--	--	---------	--	--	--	--------------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	------	--	--	--	---------	--	--	--	--------	--	--	--	----------	--	--	--	-------	--	--	--	-------	--	--	--	-------	--	--	--	-------	--	--	--	-------------	--	--	--	--------------	--	--	--	----------	--	--	--	-----------	--	--	--	------------	--	--	--	-------	--	--	--	----------	--	--	--	-----------	--	--	--	--------	--	--	--	---------	--	--	--	--------------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	------	--	--	--	---------	--	--	--	--------	--	--	--	----------	--	--	--	-------	--	--	--	-------	--	--	--	-------	--	--	--	-------	--	--	--	-------------	--	--	--	--------------	--	--	--	----------	--	--	--	-----------	--	--	--	------------	--	--	--	-------	--	--	--	----------	--	--	--	-----------	--	--	--	--------	--	--	--	---------	--	--	--	--------------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	------	--	--	--	---------	--	--	--	--------	--	--	--	----------	--	--	--	-------	--	--	--	-------	--	--	--	-------	--	--	--	-------	--	--	--	-------------	--	--	--	--------------	--	--	--	----------	--	--	--	-----------	--	--	--	------------	--	--	--	-------	--	--	--	----------	--	--	--	-----------	--	--	--	--------	--	--	--	---------	--	--	--	--------------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	------	--	--	--	---------	--	--	--	--------	--	--	--	----------	--	--	--	-------	--	--	--	-------	--	--	--	-------	--	--	--	-------	--	--	--	-------------	--	--	--	--------------	--	--	--	----------	--	--	--	-----------	--	--	--	------------	--	--	--	-------	--	--	--	----------	--	--	--	-----------	--	--	--	--------	--	--	--	---------	--	--	--	--------------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	------	--	--	--	---------	--	--	--	--------	--	--	--	----------	--	--	--	-------	--	--	--	-------	--	--	--	-------	--	--	--	-------	--	--	--	-------------	--	--	--	--------------	--	--	--	----------	--	--	--	-----------	--	--	--	------------	--	--	--	-------	--	--	--	----------	--	--	--	-----------	--	--	--	--------	--	--	--	---------	--	--	--	--------------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	------	--	--	--	---------	--	--	--	--------	--	--	--	----------	--	--	--	-------	--	--	--	-------	--	--	--	-------	--	--	--	-------	--	--	--	-------------	--	--	--	--------------	--	--	--	----------	--	--	--	-----------	--	--	--	------------	--	--	--	-------	--	--	--	----------	--	--	--	-----------	--	--	--	--------	--	--	--	---------	--	--	--	--------------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	------	--	--	--	---------	--	--	--	--------	--	--	--	----------	--	--	--	-------	--	--	--	-------	--	--	--	-------	--	--	--	-------	--	--	--	-------------	--	--	--	--------------	--	--	--	----------	--	--	--	-----------	--	--	--	------------	--	--	--	-------	--	--	--	----------	--	--	--	-----------	--	--	--	--------	--	--	--	---------	--	--	--	--------------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	------	--	--	--	---------	--	--	--	--------	--	--	--	----------	--	--	--	-------	--	--	--	-------	--	--	--	-------	--	--	--	-------	--	--	--	-------------	--	--	--	--------------	--	--	--	----------	--	--	--	-----------	--	--	--	------------	--	--	--	-------	--	--	--	----------	--	--	--	-----------	--	--	--	--------	--	--	--	---------	--	--	--	--------------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	------	--	--	--	---------	--	--	--	--------	--	--	--	----------	--	--	--	-------	--	--	--	-------	--	--	--	-------	--	--	--	-------	--	--	--	-------------	--	--	--	--------------	--	--	--	----------	--	--	--	-----------	--	--	--	------------	--	--	--	-------	--	--	--	----------	--	--	--	-----------	--	--	--	--------	--	--	--	---------	--	--	--	--------------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	------	--	--	--	---------	--	--	--	--------	--	--	--	----------	--	--	--	-------	--	--	--	-------	--	--	--	-------	--	--	--	-------	--	--	--	-------------	--	--	--	--------------	--	--	--	----------	--	--	--	-----------	--	--	--	------------	--	--	--	-------	--	--	--	----------	--	--	--	-----------	--	--	--	--------	--	--	--	---------	--	--	--	--------------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	------	--	--	--	---------	--	--	--	--------	--	--	--	----------	--	--	--	-------	--	--	--	-------	--	--	--	-------	--	--	--	-------	--	--	--	-------------	--	--	--	--------------	--	--	--	----------	--	--	--	-----------	--	--	--	------------	--	--	--	-------	--	--	--	----------	--	--	--	-----------	--	--	--	--------	--	--	--	---------	--	--	--	--------------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	------	--	--	--	---------	--	--	--	--------	--	--	--	----------	--	--	--	-------	--	--	--	-------	--	--	--	-------	--	--	--	-------	--	--	--	-------------	--	--	--	--------------	--	--	--	----------	--	--	--	-----------	--	--	--	------------	--	--	--	-------	--	--	--	----------	--	--	--	-----------	--	--	--	--------	--	--	--	---------	--	--	--	--------------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	------	--	--	--	---------	--	--	--	--------	--	--	--	----------	--	--	--	-------	--	--	--	-------	--	--	--	-------	--	--	--	-------	--	--	--	-------------	--	--	--	--------------	--	--	--	----------	--	--	--	-----------	--	--	--	------------	--	--	--	-------	--	--	--	----------	--	--	--	-----------	--	--	--	--------	--	--	--	---------	--	--	--	--------------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	------	--	--	--	---------	--	--	--	--------	--	--	--	----------	--	--	--	-------	--	--	--	-------	--	--	--	-------	--	--	--	-------	--	--	--	-------------	--	--	--	--------------	--	--	--	----------	--	--	--	-----------	--	--	--	------------	--	--	--	-------	--	--	--	----------	--	--	--	-----------	--	--	--	--------	--	--	--	---------	--	--	--	--------------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	------	--	--	--	---------	--	--	--	--------	--	--	--	----------	--	--	--	-------	--	--	--	-------	--	--	--	-------	--	--	--	-------	--	--	--	-------------	--	--	--	--------------	--	--	--	----------	--	--	--	-----------	--	--	--	------------	--	--	--	-------	--	--	--	----------	--	--	--	-----------	--	--	--	--------	--	--	--	---------	--	--	--	--------------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	------	--	--	--	---------	--	--	--	--------	--	--	--	----------	--	--	--	-------	--	--	--	-------	--	--	--	-------	--	--	--	-------	--	--	--	-------------	--	--	--	--------------	--	--	--	----------	--	--	--	-----------	--	--	--	------------	--	--	--	-------	--	--	--	----------	--	--	--	-----------	--	--	--	--------	--	--	--	---------	--	--	--	--------------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	------	--	--	--	---------	--	--	--	--------	--	--	--	----------	--	--	--	-------	--	--	--	-------	--	--	--	-------	--	--	--	-------	--	--	--	-------------	--	--	--	--------------	--	--	--	----------	--	--	--	-----------	--	--	--	------------	--	--	--	-------	--	--	--	----------	--	--	--	-----------	--	--	--	--------	--	--	--	---------	--	--	--	--------------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	------	--	--	--	---------	--	--	--	--------	--	--	--	----------	--	--	--	-------	--	--	--	-------	--	--	--	-------	--	--	--	-------	--	--	--	-------------	--	--	--	--------------	--	--	--	----------	--	--	--	-----------	--	--	--	------------	--	--	--	-------	--	--	--	----------	--	--	--	-----------	--	--	--	--------	--	--	--	---------	--	--	--	--------------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	------	--	--	--	---------	--	--	--	--------	--	--	--	----------	--	--	--	-------	--	--	--	-------	--	--	--	-------	--	--	--	-------	--	--	--	-------------	--	--	--	--------------	--	--	--	----------	--	--	--	-----------	--	--	--	------------	--	--	--	-------	--	--	--	----------	--	--	--	-----------	--	--	--	--------	--	--	--	---------	--	--	--	--------------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	------	--	--	--	---------	--	--	--	--------	--	--	--	----------	--	--	--	-------	--	--	--	-------	--	--	--	-------	--	--	--	-------	--	--	--	-------------	--	--	--	--------------	--	--	--	----------	--	--	--	-----------	--	--	--	------------	--	--	--	-------	--	--	--	----------	--	--	--	-----------	--	--	--	--------	--	--	--	---------	--	--	--	--------------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	------	--	--	--	---------	--	--	--	--------	--	--	--	----------	--	--	--	-------	--	--	--	-------	--	--	--	-------	--	--	--	-------	--	--	--	-------------	--	--	--	--------------	--	--	--	----------	--	--	--	-----------	--	--	--	------------	--	--	--	-------	--	--	--	----------	--	--	--	-----------	--	--	--	--------	--	--	--	---------	--	--	--	--------------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	------	--	--	--	---------	--	--	--	--------	--	--	--	----------	--	--	--	-------	--	--	--	-------	--	--	--	-------	--	--	--	-------	--	--	--	-------------	--	--	--	--------------	--	--	--	----------	--	--	--	-----------	--	--	--	------------	--	--	--	-------	--	--	--	----------	--	--	--	-----------	--	--	--	--------	--	--	--	---------	--	--	--	--------------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	------	--	--	--	---------	--	--	--	--------	--	--	--	----------	--	--	--	-------	--	--	--	-------	--	--	--	-------	--	--	--	-------	--	--	--	-------------	--	--	--	--------------	--	--	--	----------	--	--	--	-----------	--	--	--	------------	--	--	--	-------	--	--	--	----------	--	--	--	-----------	--	--	--	--------	--	--	--	---------	--	--	--	--------------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	------	--	--	--	---------	--	--	--	--------	--	--	--	----------	--	--	--	-------	--	--	--	-------	--	--	--	-------	--	--	--	-------	--	--	--	-------------	--	--	--	--------------	--	--	--	----------	--	--	--	-----------	--	--	--	------------	--	--	--	-------	--	--	--	----------	--	--	--	-----------	--	--	--	--------	--	--	--	---------	--	--	--	--------------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	------	--	--	--	---------	--	--	--	--------	--	--	--	----------	--	--	--	-------	--	--	--	-------	--	--	--	-------	--	--	--	-------	--	--	--	-------------	--	--	--	--------------	--	--	--	----------	--	--	--	-----------	--	--	--	------------	--	--	--	-------	--	--	--	----------	--	--	--	-----------	--	--	--	--------	--	--	--	---------	--	--	--	--------------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	------	--	--	--	---------	--	--	--	--------	--	--	--	----------	--	--	--	-------	--	--	--	-------	--	--	--	-------	--	--	--	-------	--	--	--	-------------	--	--	--	--------------	--	--	--	----------	--	--	--	-----------	--	--	--	------------	--	--	--	-------	--	--	--	----------	--	--	--	-----------	--	--	--	--------	--	--	--	---------	--	--	--	--------------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	------	--	--	--	---------	--	--	--	--------	--	--	--	----------	--	--	--	-------	--	--	--	-------	--	--	--	-------	--	--	--	-------	--	--	--	-------------	--	--	--	--------------	--	--	--	----------	--	--	--	-----------	--	--	--	------------	--	--	--	-------	--	--	--	----------	--	--	--	-----------	--	--	--	--------	--	--	--	---------	--	--	--	--------------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	------	--	--	--	---------	--	--	--	--------	--	--	--	----------	--	--	--	-------	--	--	--	-------	--	--	--	-------	--	--	--	-------	--	--	--	-------------	--	--	--	--------------	--	--	--	----------	--	--	--	-----------	--	--	--	------------	--	--	--	-------	--	--	--	----------	--	--	--	-----------	--	--	--	--------	--	--	--	---------	--	--	--	--------------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	------	--	--	--	---------	--	--	--	--------	--	--	--	----------	--	--	--	-------	--	--	--	-------	--	--	--	-------	--	--	--	-------	--	--	--	-------------	--	--	--	--------------	--	--	--	----------	--	--	--	-----------	--	--	--	------------	--	--	--	-------	--	--	--	----------	--	--	--	-----------	--	--	--	--------	--	--	--	---------	--	--	--	--------------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	------	--	--	--	---------	--	--	--	--------	--	--	--	----------	--	--	--	-------	--	--	--	-------	--	--	--	-----	--	--	--

Economie

Le bilan 1986 de l'ANPE

Un bouc émissaire qui sait s'adapter

REPÈRES

Automobile

Forte progression du marché

Les immatriculations de voitures particulières neuves se sont accrues de 22,6 % en février (par rapport au même mois de 1986), avec 154 975 unités. Cette forte variation s'explique, souligne la chambre syndicale des constructeurs, par la baisse du faible niveau de l'an passé, ainsi que par le rattrapage des retards de livraison dus aux grèves et au froid de janvier. Sur deux mois, le chiffre plus significatif : la hausse est de 7,4 %. Les marques nationales ont progressé, quant à elles, de 11,2 %, contre 1,1 % seulement pour les étrangères, dont la part de marché redescend à 35,7 %. Renault manifeste son renouveau (+ 20,4 %), tandis que Peugeot SA doit à la marque Citroën (+ 21,5 %) de ne pas reculer (+ 3,8 % pour PSA et - 5,9 % pour Automobiles Peugeot). Sur le seul mois de février, le regain de Renault est plus impressionnant encore (+ 45 %). Pour les modèles, la Supercinq avec 11,25 % du marché, devance la 205 (11,13 %), la 21 (8,86 %) arrivant en troisième position.

Assurance-maladie

Décélération des dépenses

Les dépenses d'assurance-maladie du régime général, après une hausse marquée en 1986, vont-elles connaître un certain inflexionisme ? Les statistiques de la Caisse nationale d'assurance-maladie, à la fin de janvier, marquent une certaine décélération : la croissance, en rythme annuel, est revenue à 9,8 % au lieu de 11 % en décembre. Ce

résultat est pour partie apparent : les versements aux hôpitaux augmentant de 11,5 % au lieu de 13 %, en raison du contrecoup des régularisations comptables opérées en 1986, et parce que les comptes mensuels sont calculés provisoirement sur la base de 1986.

Mais on constate aussi un ralentissement de l'activité des hôpitaux privés (+ 9,1 % au lieu de + 7 %), et une décadence générale pour la médecine de ville. Celle-ci touche à la fois les honoraires médicaux (+ 7,1 % au lieu de + 8,7 %), surtout les consultations et les visites, et les prescriptions, qu'il s'agisse de la pharmacie (+ 9,3 % au lieu de + 10,3 %), les analyses biologiques (+ 10,7 % au lieu de + 12,5 %) et les actes d'aide médicale (+ 14,4 % au lieu de + 15,2 %).

Commerce extérieur

Nouvel excédent record au Japon

Record pour un mois de février, l'excédent commercial du Japon a atteint 7,13 milliards de dollars le mois dernier, indique un rapport préliminaire du ministère des finances. Libellées en dollars, les exportations ont progressé de 14,3 % par rapport à février 1986, et les importations de 9,4 %. Ce rebond de l'excédent nippon, après un solde positif de 4,29 milliards de dollars en janvier et de 3,93 milliards en décembre, reflète la percée persistante des exportations sur le marché américain, où les ventes de produits japonais ont augmenté de 8,5 %, et surtout sur le marché européen (+ 34 %). Les seules exportations d'automobiles vers la CEE ont fait un bond de 58 % par rapport à février 1986.

L'ANPE s'apprête à vivre la réforme prévue par l'ordonnance publiée au Journal officiel du 20 décembre dernier. Sans finalement trop d'angoisse, après avoir beaucoup craint l'application du programme électoral de la nouvelle majorité, l'Agence pour l'emploi peut se consacrer à sa véritable tâche : celle des agents de préoccupation ne manquant pas. Le bilan provisoire d'activité pour 1986 est, à cet égard, édifiant.

Conséquences de la montée du chômage, et de la modification intervenant dans le fonctionnement du marché du travail, les entrées nouvelles à l'ANPE ne cessent d'augmenter. Les flux d'entrée se sont accrus de 6,2 % entre 1986 et 1985, après 1,8 % entre 1985 et 1984 et 2,4 % entre 1984 et 1983. Sur l'ensemble de l'année, on a compté 4,5 millions de salariés qui, à un moment ou à un autre, se sont déclarés à la recherche d'un emploi.

Progression de 5,8 % des embauches

En trois ans, 500 000 inscriptions supplémentaires ont été enregistrées, dont 390 000 provenant des flux de contrats de travail à durée déterminée ou des missions d'intérim. Ce qui signifie une extension du risque de chômage, doublée d'une plus grande mobilité, largement due au fort développement de la précarité. Sur 100 embauches nouvelles à l'ANPE, 44,7 sont provoquées par la perte d'un emploi précaire, 28,8 par la perte d'un emploi théoriquement durable et 22,9 par l'arrivée sur le marché du travail pour un premier emploi ou une reprise d'activité.

L'évolution des causes apparaît encore plus nette sur trois ans. Si les

démissions représentent (- 26 %), les licenciements économiques (+ 19 %) augmentent moins vite que les fins de contrats à durée déterminée (+ 31,4 %) qui auront été invoquées par 1,6 million de personnes en 1986.

En compensation, les flux de sortie de l'ANPE s'accroissent, à un rythme moindre cependant. A peine plus de 4 millions d'anciens chômeurs ont été retirés des listes en 1986 (3,8 % de plus qu'en 1985), mais pas seulement parce qu'ils avaient retrouvé un emploi. Certes, les embauches ont progressé de 5,8 % en un an (de 14 % entre 1984 et 1985), mais l'on a surtout assisté à un bond des entrées en stages de formation (+ 26,4 % en un an), grâce aux mesures d'aide politique de l'emploi orientée vers le traitement social et à l'exonération des charges sociales pour le plan en faveur des jeunes. Signe incontestable de cet effort : en trois ans, le nombre de stages a été quadruplé, l'ANPE en réalisant trois sur quatre.

Haussée des entrées, baisse relative des sorties, alourdissement des « stocks » qui se traduit à la fois par une aggravation de chômage et un allongement des durées, telles sont les caractéristiques majeures de l'année 1986, selon l'ANPE, qui observe, en conséquence, « un certain essoufflement des politiques d'aide à la réinsertion ». « Ce qui, est-il ajouté, ne laisse pas d'être inquiétant pour le futur proche (...), à législation constante ».

Il y a plusieurs explications qui, pour partie, justifient l'actuelle recherche de nouvelles solutions, et l'annonce d'un nouveau plan d'action. Les stages pour les chômeurs de longue durée, nouveaux en 1985, ont été moins nombreux l'année suivante. Les dépenses de recherche d'activité pour les personnes de plus de cinquante ans et demi, qui avaient aboué à une série de radiations des statistiques, sont « déformées en régime de croisière » et ne produisent « plus d'effet net ». L'information des fichiers a cessé de se traduire par des réévaluations importantes. Les dispositifs imaginés pour les jeunes « ont pu induire certains effets d'éviction au détriment des autres classes d'âge » et ont donc provoqué une détérioration chez les vingt-cinq-quarante-neuf ans.

La gageure de la qualification

Pour autant, l'ANPE a plutôt montré qu'elle savait s'adapter et agir. En 1986, elle a recueilli 932 000 offres d'emploi, soit 10 % de plus que l'année précédente, et réussi 595 000 placements (62 %), ce qui doit être considéré comme honorable, et cela, pour deux raisons. Compte tenu de l'évolution du marché, l'ANPE est sollicitée par les employeurs quand les autres modes de recrutement ont échoué. On s'adresse à elle dans les cas difficiles et, paradoxalement, pour des qualifications qui ne se trouvent pas aisément. Il y a, notent les responsables, une difficulté majeure à l'activité de l'agence : faire coïncider une population de chômeurs aux deux tiers non qualifiés avec des offres portant aux deux tiers sur des postes qualifiés. Une gageure.

Pour une large part, l'ANPE s'est également consacrée au développement de toutes les opérations possibles en matière de formation ou de « suivi » des chômeurs, même si le bilan est, de ce point de vue, plus contrasté. Présenté dans la mise en place du programme d'emploi des jeunes avec la formation en alternance, elle se mobilise actuellement pour les contrats de conversion. Elle participe à des restructurations industrielles, comme ce fut le cas

avec Sodeco à Crenat-Loire, ou se prépare à suivre les besoins en emplois des futurs grands chantiers. Au passage — mais ce n'est plus un phénomène mineur — elle a accompagné le mouvement de création d'entreprise par les chômeurs, y compris par des « sessions de sensibilisation ». En 1986, 71 577 personnes ont bénéficié des aides, contre 66 000 en 1985, et environ 40 000 les années précédentes.

S'agissant des chômeurs de longue durée, l'ANPE a financé 38 082 stages pour eux en 1986 et, grâce au Fonds national de l'emploi, en a assuré 44 210 autres. Dans les trois mois qui ont suivi, 32 % de ces demandeurs d'emploi depuis plus d'un an avaient retrouvé un emploi.

Encore à titre expérimental, et en liaison avec l'UNEDIC, elle a implanté des stages de moins de trois cents heures pour 4 000 chômeurs, qui ont pu continuer à percevoir leur indemnisation et se préparer à l'emploi. Actuellement, l'ANPE tente aussi de populariser une autre formule : le stage mobile. Elle signe des conventions avec des entreprises disposant de centres de formation intégrés ou organisant des stages pour leur personnel afin d'y faire accepter des chômeurs, sans qu'aucune promesse d'embauche ne soit faite. Les avantages sont alors partagés. L'entreprise abaisse le coût moyen de sa formation interne ou réussit ainsi à constituer un groupe suffisant de stagiaires. Le chômeur renoue avec le monde du travail et s'intègre à des salariés en insertion.

Dépassée par l'ampleur de sa tâche, l'ANPE cherche à innover. Ce qui ne correspond pas à son image déclinatoire. « Nous ne vivons de bouc émissaire », disent les plus fatalistes, qui considèrent que ce rôle est indispensable en période de crise.

ALAIN LEBLAIS.

La réforme de la Bourse de Paris

(Suite de la première page.)

En contrepartie, les plus ambitieux des agents de change auront vocation, s'ils le souhaitent, à élargir leurs compétences en devenant des « maisons de titres » (équivalent des *investment banks* anglo-saxonnes) ayant accès aux marchés interbancaires et à certaines opérations réservées jusqu'ici aux banques (ingénierie financière, émissions, placements et négociation d'instruments financiers) (1).

Ces dispositions, si brutalement annoncées soient-elles, répondent, à l'évidence, à une nécessité. En l'espace de dix ans, la Bourse de Paris a connu une explosion de son activité. De 53 milliards de francs en 1976, les émissions d'actions et d'obligations sont passées à plus de 430 milliards en 1986. Dans l'intervalle, la capitalisation boursière s'est renforcée pour atteindre 3 130 milliards de francs l'an passé — dont 1 150 milliards en actions — contre 400 milliards de francs en 1976.

Sur la décennie écoulée, les transactions ont brûlé les étapes pour représenter fin 1986 2 200 milliards de francs (56 milliards en 1976). Le mouvement s'est accéléré après 1982. En gagnant plus de 300 % en quatre ans, la rue Vivienne a fait des envieux. Jaloux de leurs prérogatives, les agents de change ne souhaitent pas, dans un passé récent, partager ce butin avec les banquiers. Ces derniers étaient leurs clients dont ils exécutaient les ordres. Les admettre à la corbeille était hors de question.

Les agents de change étaient pourtant conscients de leur faiblesse. Sous-dimensionnés, sous-capitalisés (30 millions de francs pour la plus grande firme de la place), les charges devaient, tôt ou tard, renforcer leurs fonds propres pour répondre instantanément aux nouvelles exigences du marché, devenu très liquide (2). Seules les banques, ou les intermédiaires financiers, qui leur sont liés paraissent à même de fournir ces capitaux. Mais la méfiance empêchait les rapprochements.

Le danger extérieur

Une première brèche au monopole est pourtant apparue l'an dernier, lorsque les établissements de crédit ont eu accès au MATIF (marché à terme des instruments financiers) installé depuis février dans les étages du palais Brongniart. « Le ver est dans le fruit », se plaignaient alors certains agents de change. C'est finalement l'apparition d'un danger extérieur qui a incité les uns et les autres à prendre langue sans pour autant se perdre en effusions. La déréglementation des marchés britanniques — le fameux big bang du 27 octobre — a inquiété la communauté financière française.

L'arrivée en force dans la City de banques et de grands courtiers étrangers (américains et japonais) qui ont absorbé sans coup férir la majorité des « brokers » anglais, a donné à réfléchir. « Il fallait faire

cesser la bataille franco-française où chacun s'immobilise alors qu'à quelques centaines de kilomètres un grand marché se développe », rappelle-t-il, mardi, M. Dupont. Depuis octobre, les professionnels français ont déjà senti la menace en apprenant qu'une filiale américaine de la banque d'affaires londonienne Morgan Grenfell venait de placer en vingt-quatre heures un portefeuille d'une cinquantaine de sociétés françaises pour un montant supérieur à 100 millions de

dollars. La transaction et ses contreparties échappaient totalement à Paris. Plus récemment, le directeur général de Carrefour, M. Michel Bon, apprendait que son titre était traité chaque jour à Londres. Il a reconnu avoir reçu du marché britannique des informations concernant les transactions sur Carrefour. Jamais auparavant il n'avait obtenu des éléments aussi précis à Paris...

Autant d'exemples qui montrent combien la place française restait à

la merci d'une invasion étrangère. Qu'en sera-t-il demain ? De nombreuses charges d'agents de change devraient se transformer en filiales de cotation des banques. D'autres se cantonneront à leurs activités traditionnelles de gestion pour une clientèle privée et resteront indépendantes. Certaines envisageront le peut-être (comme la société Tuffier-Ravie) de s'introduire en Bourse pour récolter de l'argent frais.

Quelques charges enfin disparaîtront en vendant au mieux leurs actifs. Si le Syndic a précisé que les tarifs n'étaient pas modifiés par la réforme, la concurrence accrue entre les nouveaux intermédiaires financiers est susceptible de les faire baisser.

Autre conséquence prévisible : on va s'arracher à prix d'or les as de la finance. Des équipes entières de courtiers passeront d'une bannière à l'autre. « Dans trois ans, tout le monde aura changé de boutique », prévoit un professionnel. Les chasseurs de têtes, qui depuis un an et demi s'immiscent de très près aux « golden boys » français, vont redoubler d'activité. L'installation, ces jours derniers à Paris, de la grande firme américaine Shearson Lehman Brothers laisse deviner que les étrangers seront, malgré tout, de la fête. Dans quelle proportion ? Tout dépendra de l'aptitude des agents de change et des banques françaises à faire front dans un intérêt commun bien compris. Les protagonistes ont cinq ans pour préparer leur mariage de raison.

ERIC FOTTORINO.

Une bombe plutôt bien accueillie

Après le « Big Bang » survenu à Londres le 27 octobre 1986, les agents de change français se savaient condamnés. Mais aucun d'entre eux ne soupçonnait que l'assaut fût aussi proche. Tous, au cours de la séance principale du mardi 10 mars, reconnaissaient avoir été interloqués par la rapidité avec laquelle M. Edouard Balladur avait mis la révolution en route. Pour tout dire, le projet a produit une vive émotion.

Mais, au-delà de l'émotion ressentie par la perte d'un monopole vieux de cent soixante-dix ans, les agents de change ont en majorité plutôt bien accueilli les décisions prises par le ministre de l'économie. Certes, avec l'exercice du pouvoir que les nouveaux partenaires financiers vont inévitablement vouloir assumer, charbonnier ne sera souvent plus maître chez lui. Cette lancinante question de l'indépendance revenait dans toutes les conversa-

tions. « Parviendrons-nous à conserver notre identité ? », s'interrogeait un professionnel. « Moi, nous disait M. Philippe Duval, tout en regrettant le bon vieux temps, je me mets immédiatement en quête d'un associé ».

Chez Michel Pegu, une des dix plus grandes charges de la place, un fond de pouvoir, reflétant le point de vue du plus grand nombre, jugeait très positives les décisions prises. « Elles vont vivifier la profession. Le vrai changement de société ne passe pas par le code de la nationalité, mais bien par la transformation des mentalités et des usages. Chaque Français doit devenir un vrai capitaliste ».

Pour faire chorus, quelques-uns lançaient la caution de : « C'était insupportable l'hier, mais tout s'arrange toujours ». Et un de ses confrères d'ajouter, très satisfait, lui : « Nous manquons de personnel

qualifié. Pour en trouver, nous devons accueillir en débouchant chez nos concurrents. Nos futurs associés ont de bonnes équipes ». Le risque de télescopage ? Il n'est pas négligeable. Mais, en quatre ans, deux recensements pourront s'opérer. De toute façon, « avions-nous le choix, demandait un autre agent de change ? Par rapport à Goldman Sachs (Etats-Unis) et Nomura (Japon), nous sommes des nains. Autant plonger tout de suite ». Un de ses collègues regrettait, lui, la chute inévitable de ses revenus, mais reconnaissait : « On ne peut pas avoir le beurre et l'argent du beurre ». Mais la Bourse avait aussi son carré d'irréductibles, qui, eux, restaient cois. « Ils ne pourront longtemps ignorer la réalité, assurait un banquier, qui peuvait un peu trop. Une question de survie ».

A. D.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

VALREAL

valeurs réalisables

Le conseil d'administration réuni le 10 février 1987 a arrêté les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1986. Il a constaté à cette occasion que les revenus encaissés et les revenus courus sur titres de créances négociables au titre de l'exercice 1986 atteignent un montant de 444,56 francs par action. En outre, l'application des dispositions de la loi de finances rectificative du 11 juillet 1986 qui fixe de nouvelles modalités de détermination du revenu distribuable sur la base du produit couru et rend impossible le produit couru des opérations de réméré, conduit à une somme distribuable complémentaire de 1 349,79 francs par action au titre de ces opérations.

Il sera en conséquence proposé à l'assemblée générale qui sera réunie sur première convocation le 10 avril 1987, de fixer le dividende de l'exercice 1986 à 1 794,35 francs par action, ce montant comprenant :

- des revenus d'obligations françaises non indexées à concurrence d'un montant de 1 349,79 francs, sans crédit d'impôt ;
- des revenus d'actions françaises à concurrence d'un montant de 1,64 franc, assorti d'un crédit d'impôt de 0,82 franc ;
- des revenus sur bons du Trésor et certificats de dépôts négociables à concurrence d'un montant de 442,92 francs.

Sous réserve du vote de l'assemblée générale ordinaire, ce coupon sera détaché le 7 mai 1987 et mis en paiement le 11 mai 1987. Compte tenu de ce calendrier, seuls les ordres de rachat reçus jusqu'au mercredi 6 mai 1987 avant midi seront exécutés sur la base de la valeur liquidative coupon inclus.

VALREAL
Société d'investissement à Capital Variable
Siège Social : 5, Avenue de l'Opéra - 75001 PARIS



Société pour la gestion de l'épargne à court terme des associations

Le conseil d'administration réuni le 4 février 1987 a arrêté les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1986. Il a constaté à cette occasion que les revenus encaissés et les revenus courus sur titres de créances négociables au titre de l'exercice 1986 atteignent un montant de 13,74 francs par action. En outre, l'application des dispositions de la loi de finances rectificative du 11 juillet 1986 qui fixe de nouvelles modalités de détermination du revenu distribuable sur la base du produit couru et rend impossible le produit couru des opérations de réméré, conduit à une somme distribuable complémentaire de 19,79 francs par action au titre de ces opérations.

Il sera en conséquence proposé à l'assemblée générale qui sera réunie sur première convocation le 10 avril 1987, de fixer le dividende de l'exercice 1986 à 33,53 francs par action, ce montant comprenant :

- des revenus d'obligations françaises non indexées à concurrence d'un montant de 19,79 francs, sans crédit d'impôt ;
- des revenus d'actions françaises à concurrence d'un montant de 0,07 francs assorti d'un crédit d'impôt de 0,04 francs ;
- des revenus sur bons du Trésor et certificats de dépôts négociables à concurrence d'un montant de 10,18 francs ;
- des revenus d'autre nature à concurrence d'un montant de 3,49 francs.

Sous réserve du vote de l'assemblée générale ordinaire, ce coupon sera détaché le 7 mai 1987 et mis en paiement le 11 mai 1987. Compte tenu de ce calendrier, seuls les ordres de rachat reçus jusqu'au mercredi 6 mai 1987 avant midi seront exécutés sur la base de la valeur liquidative coupon inclus.

SICAV ASSOCIATIONS
Société d'investissement à Capital Variable
Siège Social : 5, Avenue de l'Opéra - 75001 PARIS

Affaires

M. Longuet autorise les services téléinformatiques privés 40 % du monopole des Télécommunications ouverts à la concurrence

M. Gérard Longuet, ministre délégué chargé des P et T, redécouvre les vertus du libéralisme. Après avoir hésité pendant près d'un an à introduire une concurrence privée dans les télécommunications, voilà qu'il cède, coup sur coup, deux brèches importantes dans le monopole de la Direction générale des télécommunications (DGT) : le radiotéléphone bière (le Monde du 3 février), les réseaux téléinformatiques dits à valeur ajoutée aujourd'hui.

A l'heure actuelle, « 85 à 90 % du domaine couvert par la DGT sont soumis au régime du monopole public. Je souhaite faire descendre cette part à 60 % environ », a indiqué le ministre, le mardi 10 mars, estimant qu'il s'agit de « l'un des bons critères » pour juger de l'action d'un « ministre libéral ». La quantité de « moins d'Etat » veut, en somme, qualité politique.

Les réseaux téléinformatiques constituent la partie la plus prometteuse des télécoms. Connecter les ordinateurs entre eux, assurer qu'ils dialoguent alors même que leurs structures internes les rendent « incompatibles », c'est-à-dire incapables de se comprendre, développer des services de traduction (dits de conversion de protocoles), de messagerie, de transactions en temps réel, d'interrogation de banques de données ou d'informations « à distance », etc., autant de services qui deviennent aussi banaux qu'une conversation téléphonique. Ces marchés en croissance ont toutefois la particularité d'être divers et morcelés. Avant le téléphone est un service unique, le même pour tous, pour lequel le régime de monopole est concevable, autant on peut s'interroger pour ces « services à valeur ajoutée ». Mais où fixer la frontière ? Quelle part ouvrir à la concurrence ? Faut-il aller jusqu'à l'abandon du monopole sur le télégraphe en introduisant un deuxième opérateur au côté des P et T (cas de la Grande-Bretagne), ou limiter aux liaisons interurbaines (cas des Etats-Unis) ? Toutes ces questions donnent lieu à des débats dans tous les pays, sans qu'aucune solution pleinement satisfaisante ne se dégage. Les réglementations nouvelles qui ont été introduites ont dû, partout, être révisées et corrigées d'une façon ou d'une autre.

Les gouvernements socialistes ont eu du mal à résoudre. Mais il a été décidé par la droite (la déprogrammation était prévue dans la plateforme RPR-UDF) et par la multiplication des pressions américaines en faveur d'une ouverture des marchés des P et T dans le monde entier. IBM, le numéro un mondial de

Les propositions de M. Pébereau sur le mécénat Moins d'impôts grâce aux tableaux

Le projet de loi sur le mécénat, MM. Chirac et Edouard Balladur y tiennent beaucoup. Son titre (« Initiative et solidarité ») donne la mesure de cette volonté politique. M. Georges Pébereau, ancien président de la CGE, a été chargé d'élaborer des propositions, avec l'aide d'une équipe issue des services de MM. Balladur et Léotard. Elles ont été remises au ministre de l'économie et des finances le 28 février. Après son passage devant le Conseil d'Etat, ce projet sera soumis au conseil des ministres au début du mois d'avril pour être soumis au Parlement à la session de printemps.

Le premier volet de propositions de M. Pébereau modifie le dispositif fiscal concernant les particuliers et les entreprises. Pour encourager le mécénat populaire, il veut rendre plus équilibré le régime des dons (effectués par les particuliers) et des contributions (effectuées par les entreprises). Le crédit d'impôt généralisé de 40 % dans la limite de 25 000 F de dons à des associations déclarées et 100 000 F pour des organismes reconnus d'utilité publique. Actuellement, le système est mixte : crédit d'impôt de 25 % et déduction des dons en proportion du revenu imposable. Pour favoriser la fidélisation des donateurs, l'avantage fiscal des contribuables ayant donné plus de 1 000 F par an pendant trois ans sera majoré de 25 %. La perte fiscale de ces mesures destinées aux particuliers est estimée à 370 millions de francs. Pour 1986, elle a été de 410 millions de francs pour le régime encore en vigueur.

Pour les entreprises, les plafonds seraient de 2 pour mille du chiffre d'affaires pour les dons à des associations déclarées et de 3 pour mille pour les organismes reconnus d'utilité publique (actuellement 1 pour mille et 2 pour mille). M. Pébereau propose aussi la suppression des agréments ministériels pour les associations (ou fondations) : « J'ai été surpris mais avec beaucoup de gratitude », précise-t-il. De même son idée de faire rentrer les dépenses d'intérêt général des entreprises dans leurs frais généraux, ou de les déduire du résultat (y compris pour un déficit), n'a pas rencontré l'adhésion de tous ses interlocuteurs. Le coût des mesures en faveur des entreprises serait de l'ordre de 50 millions de francs. A cela s'ajoutent des mesures d'allègement des charges fiscales pesant sur les organismes d'intérêt général. Perte fiscale supplémentaire : environ 180 millions de francs. M. Pébereau n'a pas caché que « des difficultés budgétaires » allaient maintenant s'engager entre les différents ministères concernés.

« Sortir le mécénat d'un certain nombre de contraintes administratives » doit s'accompagner d'un code de déontologie des appels publics à la générosité, souligne M. Pébereau. Actuellement, 1 800 000 contributions déduisent 1,3 milliard de francs de dons chaque année (500 millions pour les entreprises). Afin de mieux protéger les donateurs, un Conseil national devrait être créé.

« Je n'aurais jamais imaginé que notre réglementation était si archaïque », a confié l'ancien patron de la CGE, dont le travail vise à modifier pas moins de trente textes de lois. La parole est maintenant à M. Balladur et à son ministre délégué au budget qui vont faire le compte du coût fiscal, avec la tentation, si possible, de le répartir sur plusieurs années.

FRANÇOIS KOCH.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Crédinter

La Sicav des cinq continents

Le Conseil d'Administration, réuni le 4 mars 1987 sous la présidence de M. Jean Varda, a approuvé les comptes de l'exercice 1986.

Il sera proposé à la prochaine Assemblée Générale des actionnaires la mise en distribution d'un dividende net de F 11,50 par action contre F 12,90 au titre de l'exercice 1985 ; ce dividende sera assorti d'un impôt déjà payé au Trésor de F 0,94.

Au 31 décembre 1986 avec un nombre de 1.173.749 actions en circulation contre 1.229.593 à fin 1985, le montant de l'actif net s'élevait à F 518,64 millions contre F 462,52 millions un an auparavant et le valeur liquidative par action ressortait à F 41,87 contre F 37,16 soit une augmentation de 17,47 %.



RÉSULTATS DU GROUPE CASINO 1986

(Résultats provisoires, non audités)
(en millions)

	1985	1986	% de variation
Chiffre d'affaires hors taxes	14 073,6	15 154,5	+ 7,7
Résultat d'exploitation	350,3	406,5	+ 16
Résultat financier	42	32,8	(21,8)
Résultat courant	392,3	439,3	+ 12
Résultat exceptionnel	28,7	107,4	NS
Participation	(42,8)	(49,4)	+ 15,4
IS	(164,5)	(147,5)	(10,3)
Résultat net	213,7	349,8	+ 63,7

	1985	1986	% de variation
Volume d'activité TTC (hors effet dollar)	36 892,4	39 567,9	+ 7,3
Chiffre d'affaires consolidé hors taxes	30 957,9	32 135,9	+ 3,8
Résultat d'exploitation	810,5	825,1	+ 1,8
Résultat financier	(171,4)	(126,4)	+ 26,3
Résultat courant	639,1	698,7	+ 9,3
Résultat exceptionnel	6,9	68,4	NS
Participation	(58,2)	(74,8)	+ 28,5
IS	(284,4)	(319,8)	+ 8,6
Résultat net	293,4	372,5	+ 26,9
dont part du groupe	266	332,5	+ 32,5
ramené à une action Casino ajustée	64,32	85,21	+ 32,5

Le résultat d'exploitation de l'année 1986 est peu différent de celui de l'année dernière, malgré l'avance qui avait été prise au cours du premier semestre, et les très bons résultats des activités de restauration, de production et de distribution (réseaux Casino et Mammouth) du second semestre.

En effet, le deuxième semestre a été marqué par :
- La prise en compte d'un intéressement du personnel (ordonnance de 1959), à la suite de l'accord signé en octobre 1986, qui s'élève à 66,6 millions de francs et qui sera versé en 1987 ;
- Une diminution de l'ordre de 190 millions des résultats d'exploitation du groupe Cédix-Ravi entraînée par la mise en place des assortiments, des structures et des méthodes de Casino à la Cédix, qui s'est accélérée au cours du deuxième semestre, ainsi que par un renforcement des réseaux Sams, Ravi et succursales Cédix.

Les charges financières s'allègent, compte tenu des remboursements des emprunts, notamment aux Etats-Unis.

Les résultats exceptionnels tiennent compte d'une dernière provision de 9,8 millions de dollars (soit 67,5 millions de francs) qui couvre presque la valeur résiduelle des investissements réalisés dans les années passées dans les cafétérias américaines, largement compensée par les plus-values dégagées à l'occasion des ventes d'actifs non actifs à l'exception de SFI et de Cédix.

Enfin, la baisse du dollar entre 1985 et 1986 (25 %) influence toutes les rubriques (à l'exception du volume d'activité TTC : 1985 et 1986 ont été traduits avec la même parité, celle de 1986).

A l'intérieur du groupe Casino, trois sous-groupes sont cotés en Bourse. Leurs résultats sont les suivants :

GROUPE CEDIS			
Comprend essentiellement les sociétés Cédix et Ravi.			
	1985	1986	% de variation
Chiffre d'affaires hors taxes	8 291,8	8 489,1	2,4
Résultat d'exploitation	236,3	63,5	(73,1)
Résultat financier	(42,4)	(1,2)	NS
Résultat courant	193,9	62,3	(67,9)
Résultat exceptionnel	18	43,9	NS
Participation	(9,7)	(6,6)	(32)
IS	(67,5)	(59,2)	(12,3)
Résultat net	134,7	40,4	(70)
dont part du groupe	134,4	43,1	(68)
par action Cédix	143,6	46,05	

EPARGNE			
	1985	1986	% de variation
Chiffre d'affaires hors taxes	3 000,3	3 314,4	+ 10,5
Résultat d'exploitation	41,4	69,7	+ 68,4
Résultat financier	1,9	2,3	+ 21,2
Résultat courant	43,3	72	+ 66,4
Résultat exceptionnel	2,8	7,2	NS
Participation	(3,4)	(9,2)	+ 170,4
IS	(19,1)	(36,8)	92,7
Résultat net	23,6	33,2	+ 40,7
par action Epargne	138,03	194,23	

GROUPE SAIC (Société anonyme Immobilière Casino)			
	1985	1986	% de variation
Chiffre d'affaires hors taxes	21,1	22,3	+ 5,6
Résultat d'exploitation	14,9	16,4	+ 10
Résultat net	17,1	18,4	+ 7,6
par action SAIC	48,69	52,26	

Le montant du dividende, qui sera proposé à l'assemblée générale des actionnaires, n'a pas été encore arrêté.

UTA casse les prix sur le réseau africain

La compagnie UTA inaugurera à partir du mois de mai prochain une politique de bas tarifs entre la France et les pays francophones d'Afrique, hormis le Cameroun et le Mali. A titre d'exemple, les tarifs des vols aller-retour entre Paris et Abidjan tomberont de 5 270 F (tarif « visite » le plus bas) à 3 690 F, ceux des vols Paris-Niamey, de 4 630 F à 3 240 F, ceux des vols Paris-Ouagadougou, de 5 065 F à 3 545 F.

Décidées pour ranimer une demande atone (- 0,2 % en 1986 sur le réseau africain), cette politique consiste à offrir des réductions de l'ordre de 65 % par rapport au tarif économique normal sur les vols où il existe des places disponibles. Selon René Lapautre, PDG de la Compagnie UTA, qui présentera à la presse, le 10 mars, cette petite révolution, la moitié des vols d'UTA et Air Gabon, seront accessibles à prix réduits pour certaines catégories de clientèle : les jeunes de moins de vingt-sept ans, les troisième âge (c'est-à-dire les femmes de plus de cinquante-cinq ans et les hommes de plus de soixante ans) et les familles (deux conjoints ou un parent et deux enfants).

Toutes les précautions ont été prises pour éviter que la clientèle d'affaires ne profite de ces avantages. M. Lapautre a appliqué la recette des tarifs bleu-blanc-rouge qu'il avait inaugurés à Air Inter

FAITS ET CHIFFRES

● La CSL, requête à l'hôtel Matignon. — La Confédération des syndicats libres (CSL) a été reçue le lundi 9 mars à l'hôtel Matignon par M. Valfro, conseiller technique du premier ministre et son adjoint. A la tête de la délégation de la CSL, son secrétaire général, M. Auguste Blanc, a « regretté » que son organisation, non représentative au niveau national, n'ait pas été reçue personnellement » par M. Chirac. M. Blanc a « longuement renouvelé les revendications de la confédération en matière d'aménagement des règles de représentation syndicale en insistant particulièrement sur les engagements pris avant le 16 mars 1986 ».

[C'est la seconde fois que la CSL est reçue officiellement à l'hôtel Matignon mais elle n'a pas rencontré M. Bérard, conseiller social. Le 20 août 1981, M. Bernard Brunhes, conseiller social de M. Mauroy, avait reçu une délégation de la CSL conduite par M. Blanc. Ce dernier vient d'être nommé (comme d'autres syndicalistes), par M. Chirac, membre de la section des activités productives, de la recherche et de la technologie au Conseil économique et social. Mais il n'est pas conseiller.]

● Préavis de grève de la CGT à la SNCF du 17 au 20 mars. — La fédération des cheminots CGT a annoncé, le mardi 10 mars, qu'elle avait déposé un préavis de grève de deux jours et demi, allant du 17 mars à 20 heures au 20 mars à 8 heures. La CGT précise que ce préavis vise à « couvrir durant cette période les arrêts de travail qui pourraient être ainsi décidés là où les cheminots estimeraient que c'est cette forme d'action qui doit être retenue ». La fédération reproche notamment à la direction son refus « d'ouvrir de véritables négociations » et « la poursuite de l'application dévastatrice du contrat de plan ».

Le plan de redressement des PME prévoit 400 à 500 suppressions d'emplois

Un plan de redressement du Crédit d'équipement des petites et moyennes entreprises (CEPME), prévoyant quatre cents à cinq cents suppressions d'emplois sur un total de deux mille cent salariés, va être présenté, le 17 mars, au conseil de surveillance de cet organisme financier par le président du directoire, M. Jean-Pierre Aubert, a-t-on appris, le mardi 10 mars, de sources syndicales. Un mot d'ordre de grève a été lancé par les syndicats pour les 16 et 17 mars.

Le CEPME est en fait directement affecté par l'ensemble des bouleversements du paysage financier français, notamment la diminution des prêts bonifiés aux entreprises, le désencadrement du crédit et la concurrence accrue des banques, à la fois sur le terrain des prêts aux PME et sur celui du financement des commandes publiques. Face à cet environnement nouveau, M. Aubert a élaboré avec les autorités de tutelle du CEPME (la direction du Trésor du ministère de l'économie) un plan visant à « faire face à l'accélération du déclin des activités de place du CEPME, en améliorant sa compétitivité et son action commerciale sur ses activités de prêts directs », selon un communiqué de l'établissement. Ces activités de place comprennent, d'une part, les crédits professionnels mutuels (contre-garantie apportée par le CEPME aux sociétés de caution mutuelle), qui ont chuté de 10 milliards de francs en 1985 à 7,7 milliards en 1986, d'autre part, le financement des commandes publiques, qui sont passées de 5 milliards à 4 milliards de francs.

(Publicité)

OFFICE NATIONAL DU TOURISME TUNISIEN

APPEL D'OFFRE

Dans le cadre du réaménagement de ses locaux à Paris, sis au 32, avenue de l'Opéra, 75002 PARIS, tél. 47-42-72-67, l'Office national du tourisme tunisien se propose de lancer un appel d'offre pour l'acquisition de mobilier de bureau.

Les fournisseurs intéressés peuvent prendre connaissance du document relatif à l'appel d'offre auprès de l'Office national du tourisme tunisien à l'adresse ci-dessus indiquée.

Les offres doivent être transmises par voie postale sous pli cacheté et recommandé portant la mention « à ne pas ouvrir » au cachet de l'offre postale de bureau ».

La date limite de remise des plis est fixée au 18 mars 1987, le cachet de la poste faisant foi.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

NORD-SUD
DEVELOPPEMENT

Le conseil d'administration qui s'est réuni le 6 février 1987 a arrêté les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1986.

Les revenus distribuables permettent de proposer à l'assemblée générale ordinaire des actionnaires, qui sera réunie sur première convocation le 24 avril 1987, de fixer le dividende de l'exercice 1986 à 67,05 F. par action, assorti d'un crédit d'impôt de 3,32 F. Sous réserve du vote de l'assemblée générale, le coupon n° 2 sera détaché le 14 mai 1987 et la mise en paiement du dividende interviendra le 15 mai 1987.

NORD-SUD DEVELOPPEMENT
Société d'investissement à Capital Variable
Siège Social : 5, Avenue de l'Opéra - 75001 PARISPR
PATRIMOINE-RETRAITESociété pour la gestion de l'épargne
en vue de la retraite

Le conseil d'administration qui s'est réuni le 11 février 1987, a arrêté les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 1986.

Les revenus distribuables permettent de proposer à l'assemblée générale ordinaire, qui sera réunie sur première convocation le 15 avril 1987, de fixer le dividende de l'exercice 1986 à 39,64 F. par action, somme qui sera mise en paiement le 21 mai 1987 contre remise du coupon n° 4 et qui ouvrira droit à un crédit d'impôt de 2,98 F.

Le montant de ce dividende est supérieur à celui versé au titre de l'exercice 1985, en raison de la modification réglementaire imposée à compter du 1^{er} juillet 1986, qui consiste à constater les revenus distribuables des obligations sur la base des coupons courus.

Compte tenu de ce calendrier, seuls les ordres de rachat reçus jusqu'au 15 mai 1987 à midi seront exécutés sur la base de la valeur liquidative coupon inclus.

PATRIMOINE-RETRAITE
Société d'investissement à Capital Variable
Siège Social : 5, Avenue de l'Opéra - 75001 PARIS

SNCF

EMPRUNTS MARS 1987
3 MILLIARDS DE FRANCS
OBLIGATIONS DE 5.000 F.

EMPRUNT 8,80 %

MONTANT : 1 milliard de francs.

DURÉE : 12 ans et 316 jours.

PRIX D'ÉMISSION : 98 %, soit 4.900 F.

par obligation.

JOUISSANCE ET RÈGLEMENT : 23 mars 1987.

INTERÊT ANNUEL : 8,80 %, soit 440 F. payable

le 2 février de chaque année.

Le premier terme d'intérêt venant

à échéance le 2 février 1988 est fixé à 463 F.

TAUX DE RENDEMENT ACTUEL :

au 23 mars 1987 : 9,30 %.

AMORTISSEMENT NORMAL : en trois tranches

sensiblement égales, chacune

des années 1988 à 2000

- soit par remboursement au pair

- soit par rachat en bourse.

ASSIMILATIONS ULTÉRIEURES :

à cet emprunt pourront être assimilées

ultérieurement d'autres tranches afin

d'en améliorer la liquidité.

Une fiche d'information

(Vise COB n° 87-58 en date du 2 mars 1987)

est tenue à la disposition

du public, sans frais, sur demande,

Balo du 9 mars 1987.

Souscrivez, dans les banques,

chez les Agents de Change,

dans les Bureaux de Poste,

les Caisses d'Épargne, les Caisses

de Crédit Agricole Mutuel.

SNCF - Direction Financière

17, rue de Londres 75009 Paris

EMPRUNT 8,80 %

AVEC BONS D'ÉCHANGE

MONTANT : 2 milliards de francs.

DURÉE : 12 ans et 316 jours.

PRIX D'ÉMISSION : 98 %, soit 4.900 F.

par obligation.

JOUISSANCE ET RÈGLEMENT : 23 mars 1987.

INTERÊT ANNUEL : 8,80 %, soit 440 F. payable

le 2 février de chaque année.

Le premier terme d'intérêt venant à échéance

le 2 février 1988 est fixé à 433 F.

TAUX DE RENDEMENT ACTUEL :

au 23 mars 1987 : 9,22 %.

AMORTISSEMENT NORMAL : en trois tranches

sensiblement égales, chacune

des années 1988 à 2000

- soit par remboursement au pair

- soit par rachat en bourse.

BONS D'ÉCHANGE : les bons attachés à

chaque obligation permettront d'échanger, de

façon irréversible, du 8 décembre 1987

au 8 janvier 1988, UNE obligation et DEUX bons

contre UNE obligation à taux variable,

entièrement assimilable aux obligations

"SNCF-7482 janvier 1987" après paiement,

le 2 février 1988 du premier terme d'intérêt fixé à 321 F.

Les bons seront négociables le 25 mars 1987

au 8 janvier 1988.

ASSIMILATION : les obligations qui n'auront pas

été échangées seront, dès le 2 février 1988,

assimilées aux obligations aux caractéristiques

définies ci-dessus, après paiement du

premier terme d'intérêt.



OPA SUR WESTBURN INTERNATIONAL INDUSTRIES (WII)

Dumez Investment Inc., filiale à 70 % de Dumez North America et à 30 % de UniCorp Canada, a annoncé, le vendredi 6 mars à 16 h (heure de Paris), que 94 % des actions WII avaient été présentées à son offre publique d'achat.

L'offre d'achat avait été annoncée le 29 janvier 1987 et visait la totalité des actions ordinaires de WII, au prix de 22,5 dollars canadiens par action. L'offre expirait jeudi 5 mars 1987 à minuit.

Tel que prévu à l'offre, Dumez Investment procédera maintenant à l'acquisition forcée du reste des actions en circulation de façon à obtenir 100 % des actions de WII.

WII est une société de portefeuille située à Calgary dont l'activité à travers ses filiales consiste en la distribution en gros d'équipements et de matériaux de construction, en l'exploration pétrolière et en la fourniture de services pour l'industrie pétrolière. Ses actions sont inscrites aux Bourses de Toronto, Montréal et à l'American Stock Exchange.

Le montant de la transaction pour 100 % de Westburn sera d'environ 263 millions de dollars canadiens. Le montage financier mis en place permettra de financer l'investissement de Dumez et de UniCorp à 145 millions de dollars canadiens, soit environ 102 millions de dollars canadiens pour Dumez et 43 millions de dollars canadiens pour UniCorp.

14-15 MARS
EXPOSITION
INTERNATIONALE
De 10 h à 20 hVENTE - ÉCHANGE
MINÉRAUXFOSSILES
PIERRES PRÉCIEUSES
BIJOUXHOTEL PARIS-HILTON
(au pied de la Tour Eiffel)
18, av. de Suffren - PARIS (15^e)

Affaires Marchés financiers

Ferruzzi devient
le premier actionnaire
de la MontedisonROME
de notre correspondant

Quelle est double ? Tel était, en substance, le dilemme de M. Raoul Gardini, président du groupe agro-alimentaire italien Ferruzzi à l'égard de la Montedison, dont il avait spectaculairement acquis, en octobre dernier, entre 25 % et 26 % du capital. Sa décision a été connue le mardi 10 mars. Il a fleuve à 37 % sa participation dans le géant de la chimie. Le second actionnaire, la banque d'affaires Mediobanca, lui, ne dispose que d'un peu plus de 6 %.

C'est en acquérant, par le biais de sa filiale Silos (stockages de céréales), les quelques 10 % d'actions Montedison, détenus depuis l'automne 1985 par M. Gianni Varasi, industriel spécialisé dans les vernis et les peintures, que le groupe de Ravenna a consolidé son emprise sur l'immense firme de Milan.

Cette opération, qui renforce la position de Ferruzzi à la deuxième place dans l'industrie privée italienne après Fiat, survient quelques jours après le rachat enregistré par M. Gardini en Grande-Bretagne : la commission anti-monopole du Royaume-Uni lui avait, en effet, interdit, le 25 février, de racheter 70 % de British Sugar, principal producteur sucrier du pays. Le groupe, qui est déjà le numéro un européen pour cette denrée (il contrôle, en particulier, Bèghin-Say), se voyait ainsi empêché de devenir le numéro un mondial.

Une capacité
d'intervention limitée

« Même si Londres me barre la route, vous entendez vite parler de moi », nous avait déclaré M. Gardini. Des négociations conditionnelles étaient donc en cours pour le rachat de 50 % de la Paninvest, un sous-holding de M. Varasi. Celui-ci s'est vu offrir en échange une participation dans l'Agricola, la pièce centrale du puzzle Ferruzzi.

M. Gardini s'était aussi déclaré prêt à « déinvestir » dans la Montedison si les complémentarités entre ce groupe et celui de Milan (en particulier pour la fabrication d'éthanol et de divers autres produits industriels d'avenir à partir d'excédents de céréales) se révélaient décevantes. Des rumeurs insistantes circulaient en Italie depuis le début de l'année, selon lesquelles l'échange investissement fait avant même le 10 mars par Ferruzzi dans Montedison (7 milliards de francs) ne lui avait, en réalité, conféré qu'une capacité d'intervention très limitée : un « syndicat » virtuel d'un certain nombre d'autres actionnaires minoritaires faisait bloc contre lui, assurant-on autour du président de la Montedison, M. Mario Schimberni. M. Gardini n'avait pas confirmé. Avec l'acquisition des parts de M. Varasi, M. Gardini, désormais unique vice-président du groupe milanais, a les mains plus libres. M. Schimberni a précisé dans un communiqué qu'il n'avait pas été informé par avance du renforcement de la position de Ferruzzi dans le groupe qu'il dirige.

JEAN-PIERRE CLERC.

L'Iran cède
ses intérêts
dans Deutsche Babcock

L'Etat iranien a vendu la participation de 25,02 % qu'il détenait depuis l'époque du chah dans la Deutsche Babcock, troisième groupe allemand de construction de chaudières. Cette part, d'un montant nominal de 63 millions de deutschemarks, a été rachetée par un consortium de banques ouest-allemandes conduit par la Westdeutsche Landesbank. Vendue en 1975 par Babcock et Wilcox pour un montant de 178,3 millions de deutschemarks, elle donnait à l'Iran 33,6 % des droits de vote de la Deutsche Babcock. Le consortium a commencé à disperser les actions entre divers investisseurs institutionnels. La Deutsche Babcock a réalisé un chiffre d'affaires, en stagnation, de 5 136 millions de deutschemarks au cours du dernier exercice clos le 30 septembre 1986. Les bénéfices consolidés s'élevaient à une trentaine de millions de deutschemarks.

PARIS, 11 mars ↑
Reprise

Une fois encore la baisse n'a pas réussi à s'imposer Rue Vivienne. Assez lourde vingt-quatre heures auparavant, la Bourse de Paris s'est en effet assez vivement redressée mercredi. Après une bonne séance matinale (+0,9 %), le marché a poursuivi sur sa lancée, et, malgré la persistance d'une vague de ventes bénéficiaires, à la clôture de la journée, l'indicateur instantané enregistrait une avance proche de 1 %.

Les pétroles ont été de la fête ainsi qu'une poignée de belles valeurs comme CSF, Peugeot, Nord-Est, Franchon, Béghin, La Redoute, Rousset-Lichet et Alcatel surtout, les deux vedettes du jour. Les bonnes performances effectuées par ces actions ont fait oublier les mauvaises notes de Moulinex, Compagnie bancaire, L'Oréal, Midis, Presses de la Cité.

La remontée en flèche de Wall Street (voir ci-contre) n'explique pas tout. Dès le premier signe de baisse, des marchés se produisent dans la rue pour sécher la reprise de la hausse, disait sous forme de boutade un professionnel connu pour son humour. Mais, à la limite, c'est presque cela. L'argent en quête de placement est tellement abondant que la Bourse n'a plus le temps, comme par le passé, de digérer ses repas, cette fonction s'opérant maintenant à mesure de l'avancement.

Après les dernières analyses faites par le SAFE, deux marchés au monde offrent de belles perspectives : Paris et New-York. Tout est dit.

Au premier étage, le MATIF s'est un peu raffermi. En revanche le marché obligataire s'est révisé assez indécis.

NEW-YORK, 10 mars ↑
Très forte reprise

La consolidation entreprise par Wall Street en début de semaine aura été de courte durée. A la surprise générale, le marché s'est très vivement redressé mardi, à vive voix, et tout le terrain perdu la veille a été regagné à quelques fractions près. A la clôture, en effet, l'indice des industrielles s'élevait à 2 280,09, soit à 0,14 point seulement de son plus haut niveau de tous les temps, celui le 6 mars dernier. Bon, le bilan de la journée n'a toutefois pas été d'une qualité comparable à ce résultat. Sur 1986 valeurs traitées, 996 ont monté, 600 ont baissé et 400 n'ont pas varié.

Examinant quand même, c'est surtout la hausse d'IBM, sur des recommandations d'achat, qui a mis le feu aux poudres. Quand « Big Blue », chouchou du marché, se porte bien, la Bourse new-yorkaise coule. Le pétrole s'est très légèrement redressé et a repris d'autant plus d'ampleur que les activités d'OPA continuent de se développer.

Deux autres bonnes dispositions, manifestées d'autre part avec des courbes de transactions encore plus étoffées (174,76 millions de titres échangés, contre 165,4 millions la veille), de nombreux professionnels s'expliquent pas de voir le « Dow-Jones » franchir très rapidement la barre de 2 300 points. Après quoi, ce sera aux « trois sorcières » de jouer.

VALEURS

Cours de 9 mars

Cours de 10 mars

Alcatel

A.T.T.

Bouygues

Cassini

De la Poste

Eurochem

Eurochem

Eurochem

Eurochem

Eurochem

Eurochem

Eurochem

Eurochem

Eurochem

Eurochem

Eurochem

Eurochem

Eurochem

Eurochem

Eurochem

Eurochem

Eurochem

Eurochem

Eurochem

Eurochem

Eurochem

Eurochem

Eurochem

Eurochem

Eurochem

Eurochem

Eurochem

Eurochem

Eurochem

Eurochem

Eurochem

Eurochem

Eurochem

Eurochem

Eurochem

Eurochem

Eurochem

Eurochem

Eurochem

Eurochem

Eurochem

Eurochem

Eurochem

Eurochem

Eurochem

Eurochem

Eurochem

Eurochem

Eurochem

Eurochem

Eurochem

Eurochem

Eurochem

Eurochem

Eurochem

Eurochem

Eurochem

Eurochem

Eurochem

Eurochem

Eurochem

Eurochem

Eurochem

Eurochem

Eurochem

Eurochem

- c : coupon détaché
- o : offert
- : droit détaché
- d : demandé
- ◆ : prix précédent
- ★ : marché continu.

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	MINITEL
3 Relance de la crise universitaire en Tunisie. 4 La Châli à trois semaines du voyage du pape. 6-7 Enquête : la crise politique en Chine. 8 Les déclarations de M. Mitterrand devant la presse diplomatique.	10 M. Pasqua relance la politique sur le terrorisme. 23 Histoire : un entretien avec M. Edgar Faure sur le bicentenaire de la Révolution française. DÉBATS 2 Les grandes écoles.	11 Le document du Vatican sur la procréation provoquant l'embarras de théologiens et de médecins catholiques. 12 Les liens étroits d'Action directe et de la Fraction armée rouge. - Les expulsions de Basques vers l'Espagne.	13 Pierre Alechinsky et Paul Klee à New-York. 14 Correspondance choisie Franz Liszt. 15 Les photos de Waagen. COMMUNICATION 22 Le cahier des charges des chaînes publiques. - La crise du Métro de Paris.	26 Le bilan 1986 de l'ANPE. 27 M. Longuet autorise les services télé-informatiques privés. 28-29 Marchés financiers.	Radio-télévision 22 Annonces classées 24 Carnet 23 Journal officiel 25 Météorologie 26 Mots croisés 25	● France-Espagne : ce qui est en jeu. ● Étudiants : la journée du souvenir. ● Nouveaux : tous les programmes de cinéma Paris-Provence. Actualité : Immobilier, Média, Bourse, Télémarketing, Loisirs. 36.15 Tapez LEMONDE

Obtenant 253 suffrages contre 225

M. Helmut Kohl réélu chancelier

Bonn. — M. Helmut Kohl, cinquante-six ans, a été réélu mercredi 11 mars, pour quatre ans chancelier de la RFA par le Parlement, pour diriger un nouveau gouvernement de coalition chrétien-démocrate-libéral.

Il a obtenu 253 suffrages (CDU, CSU, FDP) contre 225 (SPD et Verts).
L'annonce de la composition du nouveau gouvernement devait être faite mercredi, en fin de journée. — (AFP.)

Au conseil des ministres

Le gouvernement précise son projet de loi sur l'épargne

M. Edouard Balladur, ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, a présenté au conseil des ministres, le mercredi 11 mars, une lettre rectificative à son projet de loi sur l'épargne, qui doit être examinée par le Parlement lors de la prochaine session. M. Alain Juppé, ministre délégué au budget, porte-parole du gouvernement, a indiqué que l'objet de cette lettre est d'abord d'organiser le régime fiscal des prêts de titres de telle façon que ces opérations soient neutres au regard de l'imposition des plus-values.

Une deuxième mesure, concernant également le MATIF (Marché à terme des instruments financiers), modifie la qualification des personnes habilitées à concourir à l'activité de ce marché. Le texte tend à préciser la situation juridique des dépôts effectués en couverture des positions prises sur le marché, ainsi que la désignation des opérateurs et le régime fiscal qui leur sera appliqué.

La lettre rectificative propose, d'autre part, de réformer l'organisation des caisses d'épargne en leur donnant la possibilité d'octroyer des prêts aux personnes morales, notamment aux petites et moyennes entreprises. Cette possibilité sera accompagnée en contrepartie d'une fiscalisation progressive des réseaux de caisses d'épargne dont le principe sera inscrit dans le projet de loi de finances pour 1988.

Le texte de M. Balladur vise aussi à permettre aux sociétés anonymes de mieux connaître leurs actionnaires en en demandant la liste aux intermédiaires agréés. Enfin, le droit de timbre sur les pouvoirs que don-

nent les actionnaires pour représentation aux assemblées générales, et qui est généralement acquiescé par la société, sera réduit de 30 F à 5 F.

La conduite en état d'ivresse

M. Albin Chalandon, ministre de la justice, a présenté un projet de loi tendant à aggraver les peines pour conduite en état d'ivresse prévues à l'article L. 1^{er} du code de la route. M. Juppé a rappelé que les accidents de la route avaient provoqué la mort de 10 447 personnes en 1985 et 10 961 en 1986. 40 % des 250 000 accidents corporels recensés en 1985 étaient la conséquence d'une absorption excessive d'alcool. Le projet de M. Chalandon vise à porter les peines d'emprisonnement, qui étaient d'un mois à deux ans, à deux mois à deux ans, et les amendes, dont le taux était de 500 F à 20 000 F, à 2 000 F à 3 000 F pour la conduite d'un véhicule sous l'empire d'un état alcoolique ou en état d'ivresse manifeste. M. Mitterrand a remarqué à propos de ce projet : « C'est à mes yeux une excellente réforme ».

M. Robert Pandrand, ministre délégué à la sécurité, a présenté au conseil des ministres un projet de loi relatif au service national dans la police. Ce texte tend à fixer à 10 % de l'effectif du personnel des services de police le nombre des jeunes gens qui peuvent accomplir leur service national dans la police. Il précise leur statut et leur œuvre la possibilité de prolonger leur engagement au-delà de la durée légale, pour une période de quatre à douze mois.

EN BREF

● BELGIQUE : baisse du taux d'épargne. — La Banque nationale de Belgique (BNB) a annoncé, le 11 mars, une baisse d'un demi-point de son taux d'escompte, qui passe de 8,5 % à 8 %, à partir du 12 mars.

● Un conseiller polynésien condamné pour diffamation envers M. Fosse. — M. Enrique Braun Ortega, conseiller territorial de Polynésie, a été condamné, mardi 10 mars à Papeete, pour diffamation envers M. Gaston Fosse, secrétaire d'Etat chargé du Pacifique sud, ancien président du gouvernement territorial et ancien député RPR de Polynésie.

Le tribunal correctionnel de Papeete a condamné M. Braun Ortega, qui avait notamment accusé M. Fosse de « corruption électorale massive », à 100 000 francs CFP (5 500 francs français) et 1 franc de dommages et intérêts.

Le tribunal a ordonné la publication de ce jugement dans les trois quotidiens locaux et dans le Monde.

Le numéro du « Monde » daté 11 mars 1987 a été tiré à 480 292 exemplaires

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde

DES LIVRES



LE BON CÔTÉ DE LA DÉCORATION CHEZ RODIN LES PRIX

36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

Arrêtés après deux fusillades dans Paris

Les quatre « lascars » menaçaient d'enlever Charlotte Gainsbourg

Serge Gainsbourg a pleuré. Mardi 10 mars, midi : des policiers lui ont montré les « relevés » de filatures de Jane Birkin et de leur fille, Charlotte, minutieusement suivies depuis une semaine par une bande de quatre jeunes gens. Gainsbourg « craque ». Dans les locaux de la police, il aperçoit ceux qui projettent d'enlever sa fille, le 9 ou le 16 mars et siffle : « Les lascars... des fils à papa et une salope. Je vais leur mettre un max. Faut pas toucher ma petite Charlotte. C'est une gamine très fine, sacrée ».

Fin de l'émotion. Depuis quelques heures, Edouard de Faucigny-Lucinge, vingt et un ans, Philippe Lachavanne, vingt ans, Laurent Communier, vingt et un ans, et Christelle Rodriguez, vingt ans, ont perdu de leur pauvre mystère. Ces auteurs d'une double fusillade dans Paris, dans la nuit du 8 au 9 mars, ont avoué leur mobile. Si deux d'entre eux sont descendus de voiture, vers 2 h 30, devant le 1 place du Panthéon, armés de revolvers 357 magnum et ont menacé deux policiers en faction (« vos uniformes et vite »), si des coups de feu ont été tirés, ils ont regagné précipitamment leur véhicule, où les attendaient leur camarade et une jeune fille, si une course-poursuite s'ensuivit, si Edouard de Faucigny-Lucinge a été blessé par balle en poitrine, ce fut aux seules fins de « préparer l'enlèvement de Charlotte Gainsbourg ».

Repérages

Les deux revolvers saisis sur les jeunes gens les ont emblés, sinon accablés, du moins embarrassés, l'une de ses armes ayant été volée, en novembre 1986, chez un armurier de l'avenue de la Bourdonnais. Au moment même où l'un des jeunes gens revendiquait solennellement devant les policiers : « Je suis d'Action directe », les enquêteurs se rappelaient ce hold-up commis par des jeunes gens déclarant : « Nous venons pour Action directe » et se donnant, avec pompe, du « oui, capitaine », « bien, sergent », « OK mon capitaine ».

Les perquisitions furent alors conclutives. Chez Edouard de Faucigny-Lucinge et Christelle Rodriguez, son amie, la police judiciaire découvrit trois armes de poing, un pistolet automatique, un pistolet-mitrailleur, un Mauser 8 mm, une crosse et une culasse de fusil Remington, des munitions, des talcées-walkies, des postiches. Désarmés, les jeunes gens reconnaissent l'attaque d'une bijouterie, à Orlainville, dans l'Essonne, en décembre 1986, au cours de laquelle

ils avaient menotté sans bargigner le commissaire avant de ramener ce qui pouvait l'être.

La saisie des comptes rendus de filatures et autres repérages relatifs aux déplacements de Serge Gainsbourg, de Jane Birkin et de leur fille Charlotte, élève d'un lycée parisien, devait achever d'éclaircir les policiers. Confondus cette fois, les quatre jeunes gens en garde à vue commencent à parler. « Il s'agissait d'un enlèvement facile, car elle vivait chez sa mère ».

Leur projet consistait à voler des uniformes de policier et une voiture de police, à enlever et à enlever Charlotte Gainsbourg, et à la conduire dans une résidence des Côtes-du-Nord appartenant aux grands-parents de Philippe Lachavanne. Ce dernier, accompagné d'une jeune femme, était venu passer plusieurs jours dans cette future prison, il y a deux semaines.

Après quoi, les jeunes gens se promettaient de réclamer 4 millions de francs à Serge Gainsbourg. « Tout concorde pour dire que ces jeunes gens vivaient comme des truands, lassés de leur vie dorée et pour certains livrés à eux-mêmes et plutôt naïfs », notent les policiers.

« Leur vie est foutue », tranchait dans la nuit de mardi à mercredi Serge Gainsbourg — sans que l'on puisse déterminer s'il en était navré ou simplement ravi. Bénédict de deux policiers-anges gardiens, il a assuré le spectacle et la quasi-fermeture du restaurant Chez Edgar, non sans avoir subtilisé le sifflet d'un policier et brûlé quelques billets de banque (tout en en recueillant les cendres dans des boîtes d'allumettes) devant un parterre vaguement outré. — L.G.

● DROGUE : Un maître d'internat écorché à Moulins. — Un maître d'internat du lycée Théodore-de-Berville de Moulins (Allier) et un maître-nageur de la piscine municipale de la ville ont été écorchés, sous l'inculpation d'usage et trafic de stupéfiants. L'audition de nombreux élèves de l'établissement a permis de découvrir, au sein du lycée, un trafic dont on ignore encore l'ampleur. Le maître d'internat servait d'intermédiaire dans la vente de haschisch qu'il se procurait auprès de son ami maître-nageur. Trois élèves ont reconnu avoir fumé du haschisch, en compagnie des deux adultes, au cours d'une soirée organisée dans un dortoir de l'établissement en décembre dernier et marquée par des transactions. — (Corresp.)

Sur le vif

Nullarde

Je suis vexée, vous pouvez pas savoir ! Hier, au vestiaire, je farfouille dans mon sac de gym et je tombe sur un test découpé dans le ne sais plus quel magazine : Avez-vous la trempe et le tige d'une gagnante ? Je me dis : Tiens, celui-là, je le passe haut la main, pas de problème ! Je coche des trucs et des machins : Qu'est-ce qu'il ne faut jamais faire. 1) Épargner, quelqu'un à terre. 2) Refuser une proposition flatteuse. 3) Enfoncer un ami à qui vous devez la vie.

J'hésite. Je suppose ma pointe Bic. Je suis assez tentée de mettre une croix devant le 3, mais j'ose pas. Ça le foutrait mal. Allez, tant pis, je marque le 2. Même tabac pour l'angoisse, c'est quoi ? Passer 1) A côté du bonheur. 2) Après tout le monde. 3) Pour une salope. Bêtement, lâchement, j'ai marqué le 3. Pour ça, pour pas passer pour une salope, j'avoue, j'ai marqué le 3. C'est ce qu'il fallait justement !

A force de jouer les petites saintes, vous savez où je me suis retrouvée, après avoir fait le calcul de mes points ? Avec les papiers, les chiffres moches, les prudentes, les nullardes. Alour-

dis, ligotée par mes scrupules à la con. Les autres, les battantes qui me sont passées sur le corps, elles ont eu le cran, elles, d'avouer qu'elles préféraient crever plutôt que de rendre service à un copain. Que leur machine à coudre ? Moi d'abord. Et que si leur mec ne les comprend pas, elles font ni une ni deux, elles font 3 : elles le placent.

Bon, ben, puisque c'est comme ça, on va voir ce qu'on va voir. Ce matin, une collègue passe la tête dans mon bureau : Dis donc, j'ai balancé ma ligne sur la tienne, le temps de descendre prendre un café chez Maurice. Tu veux que je t'en remonte un ? Mardi, ouais, c'est gentil. Là-dessus, le téléphone sonne. C'est pour elle. Une invitation à un colloque à Dauphine les 10, 11 et 12 avril. Je la lui pique, pas de raison de se gêner : OK, d'accord, j'accepte, vous pouvez compter sur moi. Comment vous dites ? Faut que je fasse un exposé d'une heure trois quarts en allemand ? Mais c'est quoi, au juste, ce truc ? L'Association pour la propagation de la pensée d'Heidegger !

CLAUDE SARRAUTE.

Bangladesh

Sanglants affrontements à l'université de Dacca

Dacca (Rester). — La police a occupé, ce mercredi 11 mars, l'université de Dacca, un bastion de l'opposition étudiante, utilisant des gaz lacrymogènes afin de briser une manifestation contre le gouvernement.

Cinquante étudiants au moins ont été arrêtés et plus d'une centaine blessés lors des violentes charges de la police, selon des témoins, qui affirment également que l'intervention musclée de la police a provoqué des scènes de panique.

La police a indiqué, de son côté, qu'elle avait occupé le campus à la suite d'une manifestation de protestation contre la mort de trois étudiants tués par l'explosion d'une bombe.

Deux d'entre eux ont succombé mardi à leurs blessures. Le troisième, un dirigeant étudiant, avait été tué sur le coup. Six autres étudiants ont été grièvement blessés par l'explosion.

Point Air pourra reprendre l'air

La compagnie de charter Point Air, filiale de l'association de tourisme Le Point de Mulhouse, pourrait se voir autoriser, dans les prochains jours, à exploiter à nouveau ses deux DC8.

La Direction générale de l'aviation civile avait estimé, le 5 février, que la compagnie violait des règles essentielles de sécurité. Parmi les réformes demandées et obtenues par la DGAC figure la démission du gérant de Point Air, M. Maurice Fremont, par ailleurs responsable du Point de Mulhouse, qui sera remplacé par M. Claude Guibert, ancien pilote d'essai et pilote de ligne. Les avions de Point Air pourraient donc reprendre l'air dès la semaine prochaine à l'issue des travaux d'entretien et de réparation qui sont en cours d'achèvement.

● A l'Académie française. — Une élection aura lieu à l'Académie française, le jeudi 12 mars, pour remplacer Marcel Aymé, décédé le 12 janvier 1986. Deux candidats briguent ce siège : MM. José Cabanis et Paul Guéry. Ils avaient obtenu l'un et l'autre le grand prix de littérature de l'Académie, le premier en 1978, le second en 1979.

SCIENCE & TECHNIQUE



MARS 87

Le Monde Infos-Spectacles sur Minitel 36-15 + ISLM

Logiciels de mise en page : FAITES VOTRE JOURNAL VOUS-MÊME

SÉJOURS LINGUISTIQUES

ANGLETERRE - IRLANDE - USA - ALLEMAGNE - ESPAGNE

● Séjours en famille. Cours quotidiens. Sports et loisirs. Encadrement sérieux.
● Options sportives : équitation, tennis, voile, planche à voile.
● Elèves des collèges et lycées (11-18 ans).
● Étudiants (19-21 ans).
● Toutes vacances scolaires : Noël, Pâques, juin, été, Toussaint, Noël.

DOCUMENTATION GRATUITE SUR DEMANDE
ENIS
21, avenue du Bel-Air, 75012 PARIS
Tél. : 43-44-11-44
Bureau de Rhône-Alpes :
2, avenue du Général Bruneau, 69008 LYON
Tél. : 78-52-44-78

LES AMATEURS D'APPLE PROFITENT DES PRIX ET DES SERVICES D'INTERNATIONAL COMPUTER LES SONT TOUJOURS DANS LE SIROP.

Un Macintosh S.E.

FHT !!!

Consultez-nous...



INTERNATIONAL COMPUTER

La micro sans frontières

26, rue du Renard Paris 4^e 42.72.26.26

64, av. du Prado Marseille 6^e 91.37.25.03

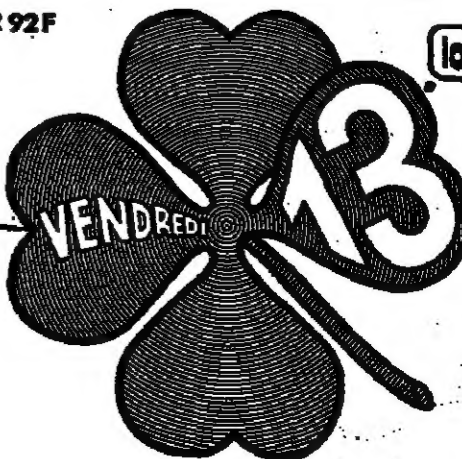
TRANCHE DU VENDREDI 13

GROS LOT

4 MILLIONS

DEUXIÈME 10 F - ENTIER 92 F
TIRAGE LE 16 MARS

loterie nationale



معلومات الأصل